



Axworthy précise au SOLEIL son projet de réforme sociale

Lloyd AXWORTHY

page A-23

Aujourd'hui cahier spécial sur les Nordiques



Les Nordiques ont tenu un dernier exercice hier.

LNH: le début de la 78e saison reporté au 15 octobre

pages S-2 à S-6

INVESTISSEMENT GARANTI À INTÉRÊTS COMPOSÉS
Eligible au REER
1 an à 5 mois
Intérêt composé
Coupons Hydro Québec, Garanti
Minimum 90,443 \$
Pourrait devenir 100,000
Marcel Croteau * Sujet à changement de disponibilité * Taxe en date du 28 septembre 1994
418-647-4888
NB NESBITT BURNS

LE SOLEIL

Les petits matins décontractés de la fin de semaine...
Abonnez-vous:
647-3333 (Québec)
ou au 1-800-463-2362 (régions)
LE SOLEIL

SAMEDI 1er OCTOBRE 1994

QUÉBEC, 98^e ANNÉE, NO 271
128 PAGES, 6 CAHIERS + 2 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 T.V.G. 0.24 3.98

MONTRÉAL-OTTAWA 1.50 Plus T.P.S. T.V.G.

1,35\$ Plus T.P.S. T.V.G.

LES ARTS

Octobre vu par Pierre Falardeau

Avec «Octobre» qui sort sur tous les écrans du Québec ce week-end, Pierre Falardeau a enfourché un cheval de bataille



à la mesure de son entêtement. Il savoure maintenant les dernières heures qui le séparent de l'aboutissement d'un labeur commencé 18 ans plus tôt. **E-1**

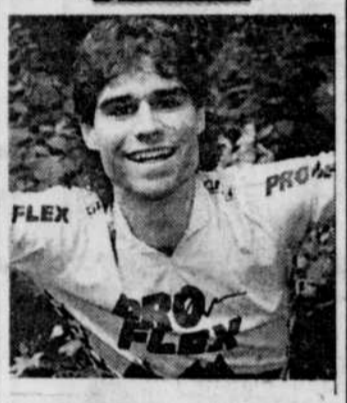
LE MONDE

Combats de rue à Port-au-Prince

Au moins cinq personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans des incidents qui ont marqué le troisième anniversaire du putsch, hier, en Haïti. **A-16**

LE SPORT

MAXIMUM sports



La roue tourne vite

Quatre ans après une épreuve de vélo de montagne terminée... à pied, Eric Tourville a gagné le titre canadien senior. À lire demain.

L'INDEX

Annonces classées	D-8 à D-18
Arts	Cahier É
Bonne chère	F-1 à F-9
Bridge	D-21
Carrières	B-8 à B-13
Décès	D-19 à D-21
Dossiers	A-21 et A-23
Économie	B-1 à B-7
Éditorial	A-22
Habitat	D-1 à D-7
Horoscope	D-18
Le Monde	A-16 à A-20
Le monde des fonctionnaires	A-4
Michel David	A-22
Mot fléché / Mot mystère	D-21
Où aller à Québec	E-14
Tourisme	C-1 à C-8
TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés	S-14

LA MÉTÉO

Partiellement ensoleillé, venteux par moments et froid, max. 10, min. 2. **S-16**



Fin des émissions

Six stations AM et 100 travailleurs sacrifiés

QUÉBEC — La station CJRP a rendu l'âme hier à 11 h 33, victime de la fusion des réseaux AM de Télémedia et de Radiomutuel. Cinq autres stations AM au Québec ont disparu en même temps. À CJRP, une trentaine d'employés ont été mis à pied. Au total, une centaine d'employés permanents ont perdu leur poste hier.

par GHISLAINE RHEULT
LE SOLEIL

CHRC a sauvé sa peau après avoir été achetée secrètement par Télémedia mardi de cette semaine. Mais 13 emplois y sont aussi sacrifiés, même si la station devient, tout comme CKAC, l'une des têtes de pont du nouveau réseau Radiomédia. CHRC et CKAC appartiennent désormais à part égales à Télémedia et Radiomutuel dans Radiomédia.

La radio amputée

C'est donc tout un pan de l'industrie de la radio qui s'est écroulé hier. Des six stations AM du Québec qui ont mis la clé dans la porte, quatre appartenaient à Radiomutuel : CJRP Québec, CJMS Montréal, CJTR Trois-Rivières et CJRS Sherbrooke, (une station qui avait déjà cessé d'exister). Les deux autres CJMT Chicoutimi, CKCH Hull, appartenaient à Télémedia. Elles ont toutes retourné leur licence au CRTC hier.

Les stations affiliées au nouveau réseau qui survivent à l'hécatombe sont CHLT Sherbrooke, CHLN Trois-Rivières. Elles demeurent entre les mains de Télémedia. CKRS Chicoutimi, CJRC Hull et CKSM Shawinigan, qui appartiennent toujours à Radiomutuel, survivent aussi. Les réseaux FM ne sont pas touchés par ce chambardement.

Une agence de nouvelles née de ces fusions alimentera le nouveau réseau 24 heures sur 24, sept jours par semaine. Une vingtaine

de journalistes y seront affectés, ont dit M. Claude Beaudoin de Télémedia, et Reynald Brière de Radiomutuel.

On ferme dans deux minutes

La fermeture brutale de CJRP a pris les employés par surprise. À 9 h 13, l'animateur Robert Gillet a appris que la station ferait « dans deux minutes » de la bouche de son patron André Gagnon, vice-président de Mutuel. Il n'a pu retourner en ondes pour dire adieu aux auditeurs.

Ses dernières paroles auront été « On s'en va à une pause. »

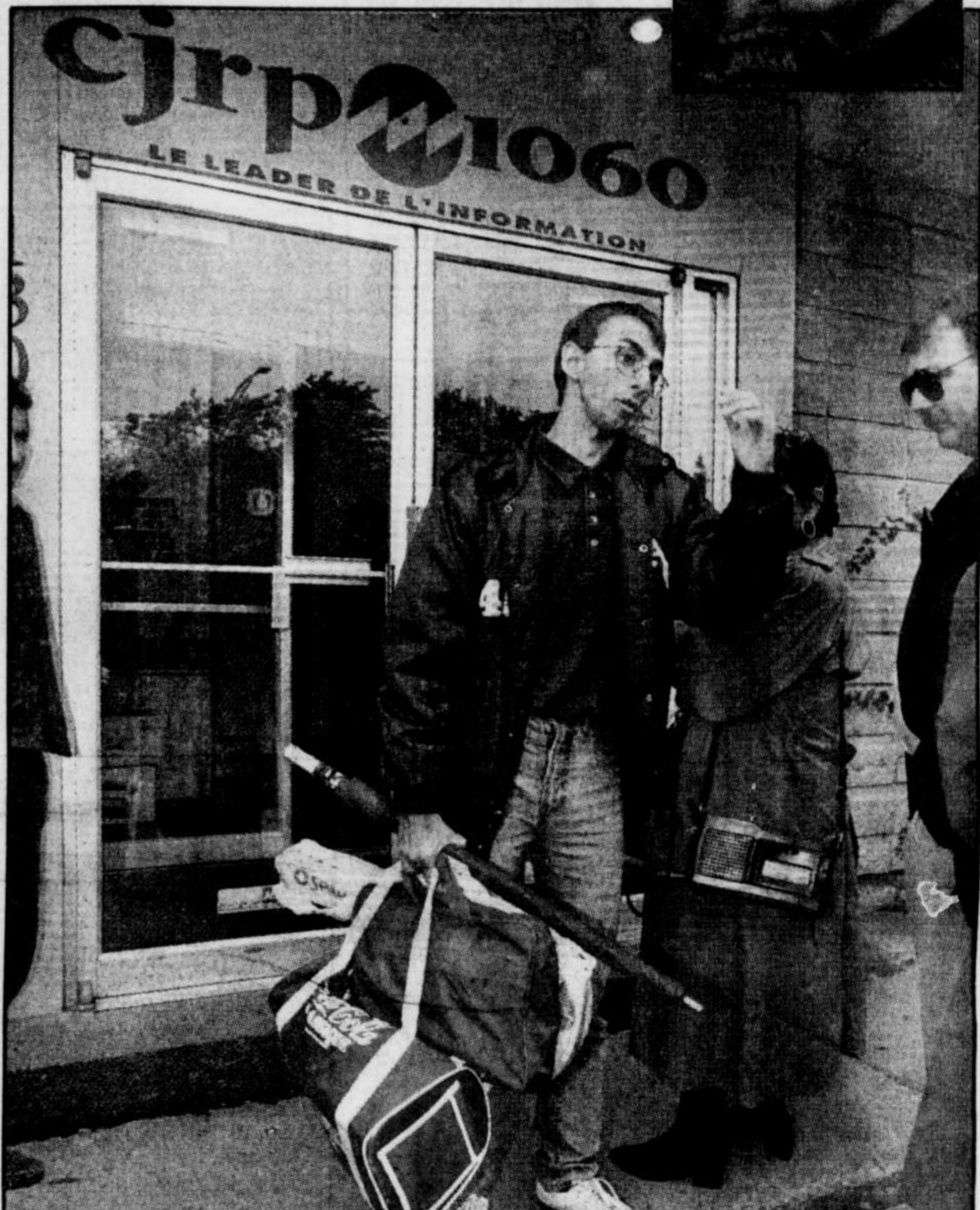
La station a fait entendre de la musique jusqu'à 11 h, puis MM. Philippe de Gaspé-Beaubien, président du conseil de Télémedia, et Normand Beauchamp, de Radiomutuel, ont tour à tour invoqué la chute des revenus publicitaires de 87 millions \$ à 58 millions \$ depuis 1987, pour expliquer cette décision radicale.

M. André Gagnon, patron de Radiomutuel à Québec, a refusé catégoriquement de parler aux journalistes qui ont fait le pied de grue pendant trois heures.

La nouvelle a eu l'effet d'une bombe. Personne n'avait pu prévoir l'ampleur du désastre malgré toutes les rumeurs de fermeture ou de fusion qui couraient depuis des mois.

Le sort des artisans vedettes reste imprécis. De nombreuses hypothèses ont été avancées. Mais il était trop tôt hier pour préciser l'emploi que tiendront lundi les André Arthur, Robert Gillet à

Québec. Comme les Gilles Proulx, Jean Lapierre, Jean Cournoyer et plusieurs autres dont les entreprises disparaissent ou survivent. La grille des programmes du nouveau réseau et de ses stations sera élaborée en fin de semaine, ont expliqué ces dirigeants.



Un des premiers à sortir de la station, Réjean Bergeron était encore sonné, comme ses collègues. D'autres, comme Robert Gillet (en haut) ont pointé du doigt les dirigeants de Radiomutuel et Télémedia.

- La fin de CJRP sème la consternation
- Un jour de deuil pour plusieurs
- La station CHRC moins affectée

pages A-2 et A-3

Le Casino de Montréal a dépassé toutes les prévisions Des profits de 160 millions \$ en un an

MONTRÉAL — Loto-Québec a gagné son pari avec le Casino de Montréal. En un an seulement, l'éléphant blanc de l'île Notre-Dame est devenu une vache à lait intarissable.

par VINCENT MARISSAL
LE SOLEIL

Il y a 12 mois à peine, Loto-Québec prévoyait un chiffre d'affaires annuel de 117 millions \$ et des profits de 50 millions \$ pour sa première maison de jeu. En réalité, les bénéfices atteindront 160 millions \$ sur des revenus de 300 millions \$.

Toutes les prédictions ont été largement dépassées : le Casino attendait 5000 personnes par jour, la moyenne quotidienne est plutôt de 13 500, avec des pointes de 16 000 joueurs. Plus de 4 millions

de visiteurs en moins d'un an. Et la clientèle joue en moyenne un peu plus que prévu.

Cet achalandage inespéré oblige Loto-Québec à revoir ses plans. Ainsi, contrairement à ce que le président Michel Crête affirmait il y a quelques semaines, il n'est pas impossible que le Casino fonctionne 24 heures sur 24. « Pour le moment, les 16 heures d'ouverture suffisent, mais il n'est pas exclu que le casino soit ouvert 24 heures sur 24, avance Vincent Trudel, président de la Société des casinos du Québec. Cela dépendra surtout de la concurrence des au-

tres casinos, comme celui de Windsor qui est ouvert 24 heures. »

Le nombre de tables de jeu est passé de 65 à 88, les machines à sous de 1200 à 1500, auxquelles s'ajoutent probablement 200 « slot machine » une fois les travaux d'agrandissement terminés.

Outre un nouveau stationnement souterrain de 1000 places, le Casino sera doté d'un hall d'attente, ce qui évitera aux clients de poireauter dehors dans les longues et fréquentes files. En attendant, le Casino doit offrir trois stationnements temporaires le long de l'autoroute Bonaventure, d'où partent les navettes de la compagnie Connaissance à 15 minutes d'intervalle.

Autre bonne nouvelle, le Casino emploie plus de 2000 personnes au lieu des 1200 prévues.

Une seule ombre au tableau : l'immense popularité du Casino n'arrive pas à dépasser les frontières du Québec malgré des dépenses en publicité aux États-Unis de 1,6 million \$ au cours des derniers mois.

Vincent Trudel est toutefois convaincu que son casino est très apprécié des Ontariens et des Américains. « Contrairement aux États-Unis, les joueurs qui viennent au Casino de Montréal peuvent en plus profiter d'une ville internationale et de tous ses services. De plus, les Américains payent un impôt sur le gain quand

ils gagnent plus de 1200 \$, ce qui n'est pas le cas ici. »

Quant au faible pourcentage de joueurs étrangers, M. Trudel s'empresse de préciser : « Nous avions prévu 9 % de touristes, mais basé sur un achalandage quotidien de 5000 personnes. Nous en avons maintenant 5 % sur 13 500. De toutes façons, c'était un mythe de croire que le casino allait remplir tous les hôtels de Montréal à lui seul, nous n'avons jamais dit ça. »

Dès cet automne, une quinzaine d'hôtels de la métropole offriront des forfaits sur l'hébergement et l'accès au Casino en collaboration avec Loto-Québec.

Dossier en A-21

Venez voir!



PLACE À LA RÉNOVATION AUTOMNALE
Du 29 septembre au 9 octobre 1994

Venez rencontrer les compagnies reconnues telles que : L'Atelier Avant-Garde, Teronet, Arcon, Fenexpert, Niagara, Revêtements Bathcrest, Electrolux, Vanités et Bains Décor, International Extérieur, Cabanons F.P.C. et Société d'habitation du Québec. Venez découvrir les nouveautés de Meubles Gemini, Design Faulkner, Plastique Conception, Pompes et Filtration N.E., Installation Demers et Roberge, et assistez aux démonstrations de Solution Idéale et R.S. Promotion.

MAIL OUEST — MAIL CENTRAL ET 3^e ÉTAGE
SERVICE À LA CLIENTÈLE: 651-5000

Le CRTC souscrit presque à la fusion

QUÉBEC — La fermeture de six stations radiophoniques québécoises a suscité hier un communiqué de 25 lignes du CRTC, qui reprend en bonne partie l'argumentation développée en matinée par les patrons du nouveau réseau Radiomédia.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

« Les dix dernières années ont été extrêmement difficiles sur le plan financier pour toute l'industrie de la radio privée au Canada et ses déficits répétés ont entraîné la fermeture d'une douzaine de stations à travers le pays, commente M. Keith Spicer, président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). La radio AM a été particulièrement touchée; elle a subi des pertes de plus de 100 millions \$ au cours des deux dernières années financières. »

Dans les propos attribués au président du CRTC, il n'y a pas la moindre opposition au fait d'avoir été presque placé devant un fait accompli.

Tout au plus, et dans le dernier paragraphe, le CRTC manifeste sa préoccupation pour les communautés touchées par les (six) fermetures d'aujourd'hui.

« Au cours des prochains jours, nous évaluerons les conséquences pour ces communautés afin de nous assurer qu'elles pourront continuer d'obtenir un niveau acceptable de service et une diversité de voix à la radio. Il faudra d'a-

Ondes de choc sur la radio québécoise

bord discuter avec Radiomutuel et Télémedia parce que, bien que ces deux sociétés nous aient informés de leur décision peu avant de la rendre publique, nous n'en connaissons pas encore tous les détails », conclut M. Spicer dans son communiqué.

Cependant, quelques lignes auparavant, le président du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada — mieux connue comme la Commission Spicer — reconnaissait que «...il vient un temps où, malgré les meilleures intentions du CRTC et de l'industrie, nous devons faire face à la réalité du marché, notamment le fait qu'en Amérique du Nord, les auditeurs écoutent de plus en plus la radio FM en raison de sa meilleure qualité sonore. »

L'organisme fédéral de réglementation des ondes estime avoir fait sa part en assouplissant au maximum les obligations imposées au milieu de la radio AM.



Jean Perron (en haut) est dans le même bain que ses confrères et consœurs de CJRP, même s'il ne sera probablement pas au chômage très longtemps. L'ancien entraîneur du Canadien et des Nordiques a évacué son stress en allant jouer au tennis, hier après-midi. Paul Burroughs, quant à lui, est définitivement mis de côté.



Un remue-ménage chez les sportifs

QUÉBEC — La fusion des réseaux Radiomutuel et Télémedia a des répercussions énormes chez les journalistes sportifs. Certains ont conservé leur place, mais malheureusement, d'autres ont reçu leur avis de congédiement.

par RÉAL LABBÉ
LE SOLEIL

Il y a encore des spéculations pour certains postes alors que les jeux sont faits dans d'autres secteurs.

Voici ce qui pourrait se passer dans le monde sportif. Danielle Rainville restera à l'animation de la tribune téléphonique à 17 h. André Bélisle aussi conservera son poste. Par contre, Michel Carrier et Claude Lavoie ont déjà reçu leur avis de congédiement. Du côté de l'ex-CJRP, Paul Burroughs, François Beaulé et Joe Hardy font partie des journalistes qui ont été laissés de côté.

Les spéculations maintenant sont au sujet de l'équipe de radiodiffusion des matchs des Nordiques. Hier, on y allait avec Alain Crête, qui gardait son poste à la description et Jean Perron qui devenait analyste en remplacement de Mario Marois. L'ancien joueur de la Ligue nationale n'était plus dans le portrait. Sauf que le président des Nordiques, Me Marcel Aubut, a mentionné lors d'une conférence téléphonique, hier après-midi, qu'il ne pensait pas que le personnel en place pour la radiodiffusion soit affecté.

M. Aubut, qui a appris la nouvelle alors qu'il était à New York, a souligné que le contrat des Nordiques pour la radiodiffusion des matchs était une entente signée avec un réseau et non un poste. Il faudra maintenant écouter les Nordiques à CHRC.

Les Harfangs de Beauport, de la Ligue de hockey junior majeur du Québec, détiennent aussi une entente avec CHRC pour la diffusion de 36 matchs pendant le calendrier régulier et les rencontres des séries éliminatoires. « Cette situation ne m'inquiète pas, a mentionné Jean-D. Legault. Nous, on a fait notre lit à CHRC. Par contre, nous sommes des gens parlables et nous avons toujours eu une bonne relation avec notre partenaire. Il est toujours possible de faire des arrangements. »

« C'est terrible, a-t-il continué, ce qui arrive aujourd'hui dans le monde de la radio. Très triste. C'est un vendredi noir dans le monde des communications. Je suis vraiment désolé de voir ça. Imaginez combien de personnes sont touchées, directement et indirectement, et surtout les jeunes qui aspiraient à une carrière radiophonique. C'est une situation vraiment malheureuse. »

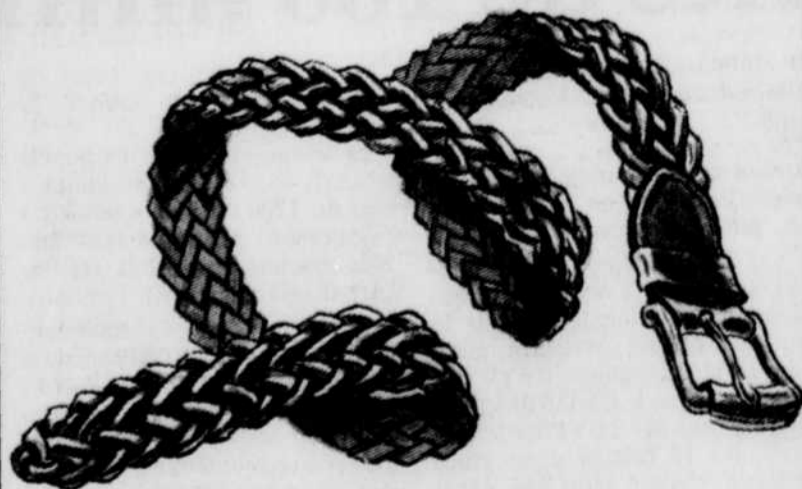
L E T R E N T E E T U N[®]



PURE LAINE SHETLAND

LE PULL EMPIÈCEMENTS SUÈDE 59.95

L'EXCLUSIVITÉ DU 31. LE PULL APRÈS-CHASSE IDÉAL! POCHE POITRINE LISÉE ET EMPIÈCEMENTS SUÈDE AUX COUDES. COLORIS UNIS DE KAKI, MARINE, BORDEAUX OU TRICOT TWEED EN CHARBON OU VERT. P.M.G.T.G. RÉG. 75.00



UN ITEM-CLÉ CET AUTOMNE

LA CEINTURE CUIR TRESSÉ 35.00

CUIR TRESSÉ ULTRA-SOUPLE, EN NOIR OU CHOCOLAT AVEC BOUCLE EN LAITON DÉPOLI, C'EST LA CEINTURE À PORTER AVEC TOUS LES JEANS ET PANTALONS VELOURS CÔTELÉ. 30 À 42.



LAINE ET CACHEMIRE

LE VESTON CARREAUX FEUTRÉS 199.95

SUPERBE TEXTURE POUR VESTON DROIT SIMPLE BOUTONNAGE. CARREAUX ATTENUÉS AUX SUBTILS COLORIS DE MARINE ET OLIVE OU FORÊT ET MARINE. 38 À 46. SUR GILET SHETLAND 75.00, PANTALON VELOURS CÔTELÉ 49.95

DÉFILÉS COLLECTIONS
LE TRENTE ET UN POUR HOMME

AUTOMNE-HIVER 94-95

AUJOURD'HUI

Samedi 1er octobre

Place Ste-Foy • Entrée centrale mail intérieur

13h00 • 14h00 • 15h00

ET DEMAIN

Dimanche 2 octobre

Galerias de la Capitale • Entrée centrale mail intérieur

13h00 • 14h00 • 15h00

la maison
simons

PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC



la maison
simons

PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

«Perdre son job en gang, maudit que c'est plate»



C'est Marie-Claire Ouellet, une employée d'un cabinet de relations publiques qui a surveillé l'entrée de la porte tout l'avant-midi et donné de l'information au compte-gouttes à la presse. Elle a renvoyé les médias à un numéro de téléphone de Montréal pour formuler des demandes d'entrevues.

QUÉBEC — « J'ai perdu ma job tout seul une fois. Tu t'en vas chez vous... Mais perdre ta job en gang, maudit que c'est plate. » Réjean Bergeron a été l'un des premiers employés de CJRP à sortir de la station, hier midi. Il était encore sonné, comme ses collègues, trois heures après l'annonce brutale de la fermeture de la station où il travaillait depuis quatre ans.

par GHISLAINE RHEAULT
LE SOLEIL

Les autres employés sont sortis un à un de la station peu après midi. Ils avaient eu le temps de refouler leurs larmes et de se dire au revoir derrière les portes closes gardées par un agent de sécurité.

« Il n'y a plus rien. Il y a déjà des journalistes sans emploi. On se rajoute au-dessus de la pile », a dit Réjean Bergeron, exprimant l'angoisse qui les étreignait tous.

« C'est triste et brutal. J'aurais aimé qu'on dise bonjour à nos auditeurs », a commenté Pierre Turgeon, l'un des membres de La bande à Gillet.

« Le pire, c'est de ne pas avoir pu dire au revoir à nos auditeurs. J'en profite pour leur dire merci. On n'a pas pu le faire. Ils nous ont coupé le sifflet à 9 h 15 », a ajouté Réjean Bergeron.

Ondes de choc sur la radio québécoise

Invité au *Grand Journal* de TQS, Robert Gillet en a aussi profité pour saluer ses auditeurs.

Patrons accusés

Animateurs et journalistes ont pointé les dirigeants de Radiomutuel et Télémedia d'un doigt accusateur. « Ce sont ces personnes qui ont administré les deux réseaux depuis de nombreuses années, a dit Robert Gillet. J'espère qu'ils vont être plus efficaces. »

« Je trouve ça injuste, dit Pierre Turgeon, l'un des cinq journalistes remerciés après quatre ans

au service de CJRP. Ceux qui ont pris les décisions et qui ont conduit CJRP à s'en sauver tous, et les travailleurs sont presque tous punis. »

Plusieurs employés ont dénoncé les décisions coûteuses prises par Mutuel, les changements de programmation aux trois mois et la folie de vouloir être numéro un à tout prix.

Les sacrifiés

Une trentaine d'employés, dont 20 permanents, sont rentrés chez eux avec un mois de salaire et deux semaines par année d'ancienneté.

« Je me sens comme si ma maison passait au feu, a dit Rachel Brillant. Je ne voulais pas pleurer devant les caméras. Je ne suis pas sortie quand il y avait un barrage de journalistes. »

« Ne venez jamais travailler avec moi, a dit Paul Burroughs. Ça fait trois fermetures que je vis après 15 ans de carrière. Il venait d'être embauché à CJRP il y a trois semaines.

Charlotte Lemieux a pour sa part animé *Neuf semaines et demie* le matin, pendant neuf jours et demie, a-t-elle fait remarquer avec ironie.

Simon Chouinard revivait aussi un cauchemar. Comme trois ou quatre collègues, il était parmi les employés de CKCV quand Télémedia a mis la clé dans la porte le 24 septembre 1990.

Les rescapés

Quelques contractuels, comme Jean Perron et Alain Crête, étaient assurés d'un emploi. « Mais c'est un jour de deuil, a dit Jean Perron avant d'annoncer qu'il s'en allait jouer au tennis « pour se défrustrer sur quelque chose ».

Quant à Robert Gillet, il devait avoir des discussions avec le vice-président en fin de semaine, mais il ne savait pas ce qui l'attendait lundi matin.

Gérard Roy, journaliste ayant 17 ans de service est le seul employé syndiqué rapatrié à CHRC.

La directrice de la station Marlène Simard et le directeur des programmes Daniel Plante démissionnent aussi à CHRC alors que leur ex-collègue Damien Rousseau doit quitter CHRC où il venait tout juste d'être embauché.

André Gagnon, vice-président de Mutuel à Québec, devient directeur général de CHRC alors que M. André Fleury, de CHRC prend la direction de CHOI-FM.

Le CRTC pointé du doigt

La fermeture de CJRP sème la consternation dans la région

QUÉBEC — La région de Québec a appris avec stupéfaction la fermeture de CJRP. On pointe du doigt le CRTC et le manque d'originalité de la radio pour la dégradation de la situation.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

« C'est une folie du CRTC d'avoir accordé autant de permis de diffusion, particulièrement avec le FM. Les stations manquent d'originalité, tout le monde se copie. Trois ou quatre heures de sport par jour, c'est beaucoup trop, sans compter les salaires payés aux chroniqueurs vedettes! Il y a un manque de sens commun », déplore Jacques LaRoche, fondateur de CJLR, le précurseur de CJRP.

Le propriétaire de Voyages Laurier a fondé CJLR en 1959 et l'a vendu 10 ans plus tard à Radiomutuel, au moment où cette compagnie créait son réseau. De 18 employés à sa fondation, la station en comptait 45 lors de la transaction. À sa fermeture, hier, il n'y avait plus que 20 permanents.

« Il y avait deux stations privées, CHRC et CKCV, toutes deux propriété de MM. Baribeau et Pratte, comme Télé-4. Les vieilles stations fermaient à minuit. J'ai

ouvert 24 heures et, avec nos unités mobiles, nous avons changé la manière de faire la radio à Québec », dit celui qui avait convaincu son ami Paul Desmarais d'installer des radios dans ses autobus : les véhicules ne syntoniaient que CJLR!

L'homme de radio-télévision Louis Fortin, lequel fut pendant 35 ans tour à tour animateur, gestionnaire et directeur de la station de Québec de Radio-Canada, déplore aussi la grande uniformité de la radio commerciale.

« C'est un moment difficile que vit la radio à Québec. Les stations se ressemblent beaucoup trop. Une personne-orchestre, des annonces, de la musique... très peu de contenu. Ce qui me peine le plus, c'est de perdre Robert Gillet. J'espère qu'une autre station va le récupérer », dit le retraité.

Les élus de Québec et Sainte-Foy sont également consternés.

« C'est un deuil, commente la mairesse de Sainte-Foy, Mme André Boucher. Nous avons déjà perdu CKCV il y a quelques années. La concurrence des stations de télévision y est pour quelque chose, les annonces se vendent presque le même prix! C'est trop tard maintenant : c'est avant d'émettre des permis qu'il faudrait réfléchir. Nous ne pouvons pas

nous immiscer dans la gestion de stations privées mais nous aurions dû être beaucoup plus vigilants quand Radio-Canada a fermé ses stations dans les régions. Cette fois-là c'était notre argent! »

Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, estime que la fermeture de la station est une mauvaise nouvelle pour le monde des communications et pour la démocratie. L'ex-ministre des Communications pointe du doigt le CRTC pour l'octroi de permis en aussi grand nombre aux stations FM.

« On vient d'enlever une voix différente des autres, c'est la radio régionale qui disparaît peu à peu avec la concentration de la presse. Le CRTC doit questionner l'abandon de cette licence d'exploitation : s'il tient des audiences à ce sujet, je vais analyser la question en détail et j'interviendrai sûrement », dit M. L'Allier.

Le chef de l'opposition à la ville de Québec, Jacques Jobin, a qualifié de « sauvage et d'inacceptable comme comportement », le geste des dirigeants de la nouvelle société formée par la fusion de Télémedia et Radiomutuel.

« Il n'y a eu aucun avertissement. Il faut voir avec les employés si on peut relancer la station », dit M. Jobin.



L'animateur Robert Gillet, au centre, a connu des jours meilleurs. Sur cette photo, on peut le voir lors de l'annonce de la signature de son contrat de cinq ans avec CJRP, en 1992. Il était alors entouré de Marlène Simard, qui était directrice de la station et qui est depuis hier matin directrice des ventes de CHRC, ainsi que de Damien Rousseau, à l'époque directeur des programmes de CJRP. M. Rousseau venait de passer à CHRC et a été le seul cadre licencié à cette station.

Survivante mais ébranlée CHRC espère sortir du marasme

QUÉBEC — Survivants de l'opération fusion dans la région de la capitale, les employés de la station CHRC ont eu des réactions ambivalentes hier, étant à la fois affectés par les pertes d'emploi et animés de l'espoir de pouvoir enfin sortir du marasme sévissant dans le monde de la radio AM.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Le bilan en fin de journée était de 12 mises à pied chez les syndiqués de la station du chemin Sainte-Foy, dont trois animateurs et trois journalistes. Chez les cadres, seul Damien Rousseau, directeur de la programmation depuis dix jours, a été officiellement remercié, l'incertitude planant cependant sur d'autres têtes.

Après un premier échange avec les nouveaux patrons, le président du syndicat des employés de CHRC, Paul Ouellet, a indiqué qu'il y aurait contestation des avis donnés par l'employeur relativement à l'abolition d'une douzaine de postes d'ici 30 jours.

« Il y a cinq personnes qui sont nommées dans une lettre d'entente qui dit qu'elles ne seront pas mises à pied, tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas de problèmes financiers mettant en péril la survie de l'entreprise. » Or, constate-t-il, loin d'être en péril, CHRC semble aujourd'hui en meilleure position qu'avant.

Conséquemment, même si les

animateurs Nap Gariépy, André Paillé et Pierre Aubé alias Jean-Pierre Tanguay, la chercheuse Lise Robitaille et le journaliste Robert Morisset ont été avisés que leurs postes étaient abolis, ils sont protégés, estime le dirigeant syndical. Ils pourraient, soit être impliqués dans une opération de plantation ou conserver tout simplement leur poste actuel, croit-il.

Pour ce qui est des autres, ils doivent se soumettre à l'opération « chaise musicale » en respectant l'ancienneté. Le journaliste Gérard Roy, seul rescapé de la station CJRP, s'insérera dans ce mouvement.

Arthur en flottement

Le sort de l'animateur vedette André Arthur sera par ailleurs tranché en fin de semaine. Les relations entre le roi des ondes AM à Québec ne sont pas particulièrement bonnes, ni avec Radiomutuel, ni avec Télémedia, et tout particulièrement avec le grand patron, Philippe de Gaspé Beaubien.

En ondes hier matin, le polémiste n'a d'ailleurs pas ménagé les responsables de la fusion, les blâmant pour les 100 mises à pied chez les artisans de la radio au Québec et pour le choix réduit d'options dorénavant offertes aux auditeurs.

« Je ne sais pas si le CRTC (Conseil canadien de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) va avaler ça facilement. »

Pour ce qui est de son avenir personnel, il reconnaissait que

« mon éventail de possibilités face à un patron qui me faisait faire des niaiseries... est aujourd'hui plus faible ».

Deux options s'offrent à lui, soit s'entendre avec la nouvelle équipe pour continuer à CHRC ou opter pour CKVL, où il est déjà entendu le midi. Il n'est effectivement plus concevable qu'André Arthur puisse concilier comme maintenant CKVL et CHRC, puisque l'achat de cette dernière station par Télémedia les place dorénavant en compétition directe.

Selon les informations obtenues de source syndicale, les dirigeants de Radiomédia ne courraient aucune risque, négociant avec Robert Gillet aujourd'hui, afin de s'assurer d'avoir au moins une vedette en ondes lundi matin en cas d'échec lors des négociations avec André Arthur demain.

Inquiets du sort de leurs collègues de CHRC et déçus de la fermeture de la station concurrente où chacun avait des amis, les employés de CHRC ne cachaient pas par ailleurs l'espoir de jours meilleurs.

« Nous travaillions sans aucun moyen depuis un moment. C'était tellement difficile comme conditions de travail qu'on a un certain espoir, expliquait le journaliste Gilles Laberge. Mais on va attendre les preuves », tranchait-il tout de même, sceptique devant ces nouveaux patrons qu'il connaît trop bien.

Le groupe Cadrin a vendu ses actions en grand secret mardi

QUÉBEC — Le groupe Cadrin-Verreault-Tanguay a vendu ses actions des Entreprises de radiodiffusion de la Capitale à Télémedia CHRC-CHOI-FM dans le plus grand secret, le mardi 27 septembre.

par GHISLAINE RHEAULT
LE SOLEIL

Mais comme Télémedia qui possède aussi CITF-FM, devra revendre CHOI-FM pour satisfaire aux exigences du CRTC, l'ex-président Michel Cadrin se dit très intéressé à racheter la station avec ses associés. « Mais ils vont me demander plus cher que ce que j'ai vendu », dit-il. C'est l'un des aspects cocasses de la transaction expliquée hier par M. Cadrin au cours d'une entrevue téléphonique. « C'est le redressement le plus spectaculaire et le plus rationnel que j'ai jamais vu en 20 ans de carrière, dit-il. Je lève mon chapeau à Mutuel et Télémedia. »

À la grande surprise de M. Cadrin, le 23 septembre, Télémedia a exercé toutes les options d'achat qu'elle détenait sur les actions des Entreprises de radiodiffusion de la capitale depuis février. « Je me doutais de ce qu'ils allaient faire ensuite. Mais je ne pensais jamais qu'ils avaient le "guttis" de faire ça », dit-il. Il n'a été mis au fait du plan d'ensemble qu'hier à 7 h, a-t-il dit.

M. Cadrin n'a pas voulu révéler le montant de la vente des Entreprises dont son groupe détenait 75 % des actions. Elle a été conclue finalement mardi. Mais il affirme que son groupe a fait des profits, « après avoir sauvé CHRC, retiré notre mise de fonds dans les Entreprises depuis 1983 et remboursé tous les actionnaires privi-

légiés des départs, le Rouleau, La liberté et compagnie. »

Au printemps dernier, la fusion de CHRC et de CJRP est venue à un cheveu de se réaliser, raconte M. Cadrin. Mais au lieu de cela, on a donné l'option d'achat à Télémedia qui s'engageait à assumer les pertes des Entreprises. Ces pertes se sont élevées à près de 600 000 \$ au cours de la dernière année, dit M. Cadrin.

M. Cadrin révèle aussi que le groupe CKVL-CKOI était intéressé à acheter CHRC et CHOI-FM pour constituer un réseau. Mais la situation financière du groupe de Pierre Béland n'était pas assez florissante pour conclure cette transaction.

C'est finalement Mutuel et Télémedia qui ont ramassé le morceau. Mais CJRP et cinq autres stations du Québec ont été sacrifiées dans l'opération.

CHEVROLET LUMINA VAN 1994

- 7 passagers • air climatisé
- régulateur de vitesse
- radiocassette AM-FM • volant ajustable



7 passagers AIR CLIMATISÉ

31994\$ par mois



Prêt-rachat Royal

- Frais de gestion, transport et préparation inclus, taxes en sus.
- Prix de vente de 19 526\$, financement de 48 mois à 9,25%.
- Obligation totale de 15 357,12\$, intérêt de 9929\$.
- Sujet à l'approbation du crédit par la Banque.
- La voiture achetée devra être remise à la Banque en remboursement du solde du prêt ou refinancement du solde du prêt.



FOURNIER
CHEVROLET GEO OLDSMOBILE INC.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND. TÉL. : (418) 687-5170

Bloquiste expulsé pour avoir traité Chrétien de menteur

OTTAWA (D'après PC) — Un député du Bloc québécois, Gaston Leroux, a été expulsé de la Chambre des communes hier après qu'il eut accusé le premier ministre Jean Chrétien d'avoir « menti » aux députés et « à des millions de Québécois » relativement au remboursement de la facture référendaire au Québec.

Invité à retirer cette accusation à quatre reprises par le président de la Chambre, Gilbert Parent, le député bloquiste n'a pas modifié d'un iota sa déclaration, ce qui lui a valu d'être évincé pour le reste de la journée.

« Compte tenu de l'ensemble des faits exprimés en cette Chambre, je crois que, comme député, je me mentirais à moi-même et à des millions de Québécois si je retirais mes paroles », a tonné le député de Richmond-Wolfe.



Le député du Bloc, M. Gaston Leroux, quitte la Chambre des communes après son expulsion.

« J'ai simplement dit tout haut ce que des millions de Québécois pensent tout bas », a-t-il encore affirmé, après que M. Parent l'eût exhorté une autre fois à faire amende honorable.

Devant un quatrième refus, le président a interpellé le député récalcitrant par son nom avant de lui ordonner de quitter la Chambre pour le reste de la séance.

En quittant son siège, M. Leroux a été copieusement chahuté par les députés libéraux.

Cette expulsion est intervenue au terme d'une période de questions houleuse qui a porté presque entièrement sur le dossier du remboursement au Québec des coûts référendaires de l'Accord de Charlottetown.

Ottawa a finalement accepté de rembourser 34,5 millions \$ au gouvernement québécois, jeudi soir, mais le Bloc dit avoir encore de nombreuses questions à poser au premier ministre Chrétien à ce sujet.

Mulroney

De son côté, l'ex-premier ministre Brian Mulroney, qui était à Paris hier, a soutenu que M. Chrétien aurait pu connaître sa version des faits beaucoup plus tôt s'il avait voulu éviter toute cette controverse.

« Je ne veux pas engager un dialogue public sur cette affaire. Le premier ministre m'a appelé. Je lui ai dit tout ce que je savais. (Mais) s'il m'avait appelé une semaine avant, je lui aurais dit la même chose. Un mois avant, ça aurait été exactement pareil », a-t-il déclaré.

Le « menteur »

Accusé de « menteur », d'avoir « une mémoire défaillante » et « de se contredire », M. Chrétien a tenté de parer aux attaques soutenues en disant qu'il avait agi « prudemment », « en bon père de famille », dans toute cette affaire puisqu'il s'agissait de l'argent des contribuables.

« Avant de dépenser 34 millions \$, un premier ministre prend tous les moyens afin de s'assurer que tout est bien connu de la part de tout le monde », a déclaré celui-ci. Habituellement absent des Communes le vendredi, M. Chrétien a tenté de se tirer de l'embaras.

M. Chrétien a même admis qu'il avait soulevé la question d'un remboursement à la réunion de son cabinet, également mardi.

Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, n'a pas manqué d'exploiter ces contradictions.

« Il y a ici une question grave qui concerne le comportement d'un premier ministre par rapport à la vérité qu'il doit à cette Chambre. Son affirmation (de mercredi) était de nature à confondre l'opposition pour l'empêcher de faire toute la lumière sur cette question », a soutenu le chef bloquiste.

Les précédents

La dernière fois qu'un député a été évincé de la Chambre des communes remonte à mars 1993. Le député néo-démocrate de la Colombie-Britannique Dave Barrett avait été expulsé après avoir accusé le gouvernement conservateur d'avoir menti.

L'ancien premier ministre conservateur Brian Mulroney a déjà aussi été accusé d'avoir sciemment induit les députés en erreur par le chef néo-démocrate Ed Broadbent, en mai 1986. Ce dernier avait également été expulsé.

Quant au premier ministre Jean Chrétien, ce n'est pas la première fois de sa carrière d'homme politique qu'il se fait traiter de menteur. En 1982, alors qu'il était ministre de la Justice, deux députés, le néo-démocrate Svend Robinson, qui est toujours en poste, et le conservateur John Crosbie avaient tour à tour accusé M. Chrétien d'avoir tenu des propos mensongers à la Chambre des communes relativement au comportement d'un juge de la Cour suprême de la Colombie-Britannique.

Le monde des FONCTIONNAIRES

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Parizeau reste en voiture

S'il impose à chacun de ses ministres de limiter à cinq le nombre de collaborateurs politiques dans les cabinets afin de diminuer de 18,5 à 16 millions \$ la masse salariale consacrée au personnel ministériel du gouvernement québécois, Jacques Parizeau entend conserver le même nombre d'aides de camp que son prédécesseur Daniel Johnson.

Au moment de quitter le « bunker », le chef libéral comptait sur un effectif de 21 employés politiques, excluant le personnel de soutien et les deux attachés politiques en poste au bureau de comté. Selon un document obtenu par LE SOLEIL, le personnel politique se partageait une masse salariale de 1,2 million \$. Le chef de cabinet, Pierre Ancil, était le plus haut salarié avec des émoluments annuels de 120 000 \$. Il était suivi du chef de cabinet adjoint, Jocelin Dumas, et du conseiller spécial, Pietro Perrino, qui touchaient un salaire de 95 000 \$.

La moyenne des salaires des membres du cabinet Johnson était d'environ 52 000 \$.

L'attachée de presse de Jacques Parizeau, Marie-Josée Gagnon, souligne que le cabinet du nouveau premier ministre pourrait employer autant de personnel que celui de Daniel Johnson en raison de la nouvelle structure des délégués régionaux. En effet, les ressources humaines qui appuieront le travail des 14 délégués régionaux seront puisées à même l'équipe des collaborateurs de Jacques Parizeau. Plus tôt cette semaine, le ministre d'État au Développement des régions, Guy Chevette, signalait que « quatre ou cinq » attachés politiques du bureau de M. Parizeau seraient mis à la disposition des délégués régionaux.

D'ici les prochains jours, le cabinet de Jacques Parizeau sera formé. Une dizaine de conseillers, dont l'épouse du premier ministre, Lisette Lapointe, sont déjà au boulot.

Des limousines toutes neuves

Il n'y a pas que de nouveaux ministres sur la colline parlementaire, mais aussi quelques nouvelles limousines. Le ministère de la Sécurité publique vient en effet de faire l'acquisition de quatre Chevrolet Caprice Classic, au coût unitaire de 23 000 \$, pour conduire les ministres aux quatre coins du Québec dans le cadre de leurs activités officielles.

Au ministère, on s'empresse d'affirmer que l'achat des quatre véhicules n'est surtout pas un « caprice » du nouveau gouvernement de Jacques Parizeau. « Cette dépense était prévue à la

programmation budgétaire 1994-95 », informe un porte-parole.

Avec le nombre de ministères qui diminue sans cesse depuis les mesures de compressions prises par Daniel Johnson et dont Jacques Parizeau n'a pas dérogé, le parc de limousines du gouvernement du Québec diminue tout autant. Dans les belles années des 30 ministres de Robert Bourassa, le nombre de « limos » frôlait la quarantaine. Aujourd'hui, le parc ne comprend que 30 Chevrolet Caprice Classic.

Au même moment où Québec achète quatre véhicules, il en revend neuf à un concessionnaire de Montréal pour la somme d'environ 9500 \$ pour chacune des limousines. « Un bon deal », clame le porte-parole du ministère de la Sécurité publique, en soulignant que l'on retire du circuit les limousines aussitôt qu'elles franchissent le cap des 120 000 kilomètres, soit au bout de deux ou trois ans d'usage. « Les véhicules bénéficient d'un programme d'entretien très privilégié. Ils sont dorlotés. Aucune égratignure n'est tolérée. »

Dans le Red Book, un Chevrolet Caprice Classic de l'année 1992 vaut au maximum 12 700 \$, selon le kilométrage. Selon Marcel Collard, journaliste affecté à la section Automobile du SOLEIL, le gouvernement ne réalise pas nécessairement le « deal du siècle » dans la revente de ses limousines. Il signale, par contre, que le modèle Chevrolet Caprice Classic n'est pas le plus couru en ville par les acheteurs.

Grief pour récupérer les agendas...

Au mois d'août, les médias ont fait état de la directive du Conseil du Trésor d'interdire aux ministères et organismes de fournir à leurs employés, pour l'exercice de leurs fonctions, des agendas ainsi que des mallettes et des porte-documents.

Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec n'a pas pris cette décision et vient de décider qu'il allait contester le diktat patronal par voie d'un grief collectif. Pour le SPGQ, il ne s'agit pas d'une affaire « anodine ». Il en va des conditions de travail des employés de l'État, soutient-on. « Aujourd'hui, les agendas, les mallettes et porte-documents, demain quoi d'autre ? » pose Isabelle Albermhe, première vice-présidente du SPGQ dans un bulletin syndical d'information.

Pour joindre l'auteur de ces lignes ou adresser vos communications : Tribune de la presse, a/s de Gilbert Leduc, 1050, rue Saint-Augustin, Bureau 22.2, Québec, G1R 5A4. Tél. : 644-4015. Télécopieur : 647-3461.

VENTE ANNIVERSAIRE!

3 JOURS SEULEMENT!

50% DE RABAIS

CHALLIS À partir de 449 m
100% rayonne, 115 & 145 cm.
Prix cour. jusqu'à 11,99m

1er - 2 - 3 OCTOBRE.

NOTRE NOUVELLE CIRCULAIRE EST EN MAGASIN

PROFITEZ-EN !!! ELLE DÉBORDE DE SUPER SPÉCIAUX!

GAGNEZ UNE SURJETEUSE ELNA LOCK 44DE
Coupons de participation disponibles dans tous les magasins.
Valeur de 729,00

50% DE RABAIS UNE SÉLECTION D'ACCESSOIRES DE COUTURE

PATRONS Vogue et Butterick

3 POUR 1
De valeur égale ou moindre. Aucune condition. Aucune carte de membre requise.

33 1/3 DE RABAIS TISSUS D'HALLOWEEN IMPRIMÉS 100% coton, 91cm 339 m

PATRONS Mc CALL'S 399 chaque!

...ET BIEN D'AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN!!!

DRAPERIES & TISSUS DÉCORATIFS!

Des milliers de mètres de NOUVEAUX tissus décoratifs dernier cri!

TISSUS À RECOUVERTEMENTS NOUVEAUX ARRIVAGES IMPORTÉS D'EUROPE!

COTONS IMPRIMÉS & COTONS UNIS ASSORTIS

TOUTE LA SÉLECTION DE COTONS DÉCORATIFS "VOGUE"

À PARTIR DE: 3.99 m "VOGUE"

NOS PRIX N'ONT ÉTÉ AUSSI BAS!

STORES VERTICAUX SUR MESURE BOUCLAIR

EN P.V.C. LAMELLES DE 2" ET 3 1/2" Couleurs et styles variés

GARANTIS À VIE!

40%

ÉPARGNEZ JUSQU'À

STORES HORIZONTAUX MINI 1" EN P.V.C.

BLANC, VERT FORÊT, GRANT, LILAS, NOIR, GRIS et IVORÉ

SPECIAL À PARTIR DE: 1.99 18" X 45"

24" X 45"	3,99	24" X 64"	6,49
27" X 45"	4,99	27" X 64"	7,99
31" X 45"	5,49	31" X 64"	8,99
36" X 45"	6,49	36" X 64"	9,99
40" X 45"	7,49	40" X 64"	10,99
44" X 45"	8,49	44" X 64"	12,99
48" X 45"	9,49	48" X 64"	13,99
54" X 45"	10,49	54" X 64"	15,99
60" X 45"	11,99	60" X 64"	17,49
64" X 45"	12,99	64" X 64"	18,99
72" X 45"	13,99	72" X 64"	19,99

*Ces grandeurs ne sont pas disponibles dans toutes les boutiques.

ENSEMBLES DE DRAPS

Percale 50% polyester / 50% coton, 180-200 fils au pouce

À PARTIR DE 19.99 JUMEAU

MARTEX CANNON L... P... UTICA L... P...

ÉPARGNEZ DE 20% 50%

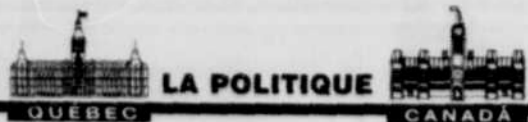
DOUILLETES ET ENSEMBLES DE DOUILLETTE

NOUS GARANTISSONS TOUT MÊME VOTRE SATISFACTION!

Bouclair

NOUVELLES HEURES D'OUVERTURE:
Nos magasins sont maintenant ouverts à compter de 10h du lundi au vendredi, le samedi de 9h à 17h et le dimanche de 12h à 17h.

Vanier: 365, Soumande • Ste-Foy: Place Laurier (Mail Nord) • 990, De Bourgogne • Québec: Galeries de la Capitale • Lévis: 95, Route Kennedy • Beauport: 3315, rue du Carrefour • Neufchatel: 4100, boul. de L'Auvergne • St-Romuald: 990, De la Concorde • Chicoutimi: 326, boul. Des Saquegnens • Jonquière: 3477, boul. St-François • Rimouski: 36, Montée Industrielle • Rivière-du-Loup: 276, Hôtel de Ville • Trois-Rivières: 3550, boul. des Forges • Shawinigan: 3493, boul. Royale • Victoriaville-Arthabaska: 1111, boul. Jutrass Est • Sherbrooke: 3300, Portland • 430, Belvédère Sud • Drummondville: 400, boul. St-Joseph.



Égalité dans Saint-Jean L'élection reprise le 24 octobre

QUÉBEC — À la suite des résultats du dépouillement judiciaire, qui donnait jeudi les candidats péquistes et libéraux à égalité, les électeurs de la circonscription de Saint-Jean seront de nouveau appelés aux urnes le 24 octobre.

par KATIA GAGNON
de la Presse canadienne

Le directeur général des élections, Pierre F. Côté, a passé tout l'après-midi en réunion, hier, afin de déterminer les modalités de la nouvelle élection. « C'est un précédent, c'est tout à fait particulier », lançait la porte-parole de M. Côté, Lise Dallaire.

Tout ce que la loi électorale prescrit, en cas d'égalité, c'est le début de la période de mise en candidature, qui se fera dans le cas de Saint-Jean à partir du 10 octobre, ainsi que le délai du scrutin.

Tous les autres détails du calendrier électoral — publicité, vote par anticipation, etc. — doivent être adaptés aux nouvelles circonstances. M. Côté devrait rendre publiques lundi les décisions qu'il aura prises, de concert avec le directeur de scrutin local, André Bellavance.

Le résultat du dépouillement judiciaire dans la circonscription de Saint-Jean, qui s'est terminé il y a deux jours, a donné un nombre scrupuleusement

égal de voix au libéral Michel Charbonneau et au péquiste Roger Paquin. Le décompte des votes individuels accordait 16536 voix aux candidats des deux principaux partis.

Le Directeur général des élections, Pierre F. Côté, indiquait jeudi que le scrutin dans Saint-Jean devra être obligatoirement repris aux termes de la Loi électorale. La reprise du scrutin est préférable, ajoutait-il, à cette pratique ancienne qui consistait à donner la victoire au candidat dont le nom était tiré d'un chapeau par un arbitre impartial.

Dès le début du dépouillement du scrutin, le décompte des votes se sera avéré plus qu'aléatoire. Le soir des élections, on accordait une majorité de 358 voix au péquiste Roger Paquin, pour se rendre compte plus tard qu'on avait fait une erreur de 300 votes, ce qui ramenait l'avance péquiste à 58 voix. Une demande de dépouillement judiciaire a été acceptée avec le résultat que l'on sait.

Litige dans le comté de Jean-Talon

Diane Lavallée pourra faire appel

QUÉBEC — Même si l'écart est revenu à 31 voix, la candidate péquiste Diane Lavallée a gagné une manche importante hier en obtenant le droit d'être entendue en appel sur une question cruciale.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Dans sa lutte devant le tribunal pour ravir le siège de député de

La cour d'appel a effectivement accueilli favorablement hier avant-midi la requête de ses procureurs de plaider sur la décision du juge François Godbout d'inclure dans les résultats du vote les bulletins de la boîte numéro 53, et ce, même si tous les talons n'ont pas été détachés des bulletins.

À la suite des plaidoyers qui se feront mercredi prochain, la cour d'appel pourrait conclure qu'elle n'a pas juridiction ou entériner le verdict rendu en cour du Québec. Cependant, si la cour renverse le jugement et annule tout le contenu de la boîte de scrutin litigieuse, la députée Margaret Delisle perdrait vraisemblablement son siège, en voyant disparaître d'un coup un avantage de 88 voix.

Principes fondamentaux

Selon les avocats Pierre Bellavance (Margaret Delisle) et Gilles Gaumont (Diane Lavallée), deux principes fondamentaux en matière électorale se retrouvent en opposition.

Le représentant de la candidate libérale plaide que la loi électorale cherche d'abord et avant tout à protéger les électeurs et à leur

permettre de s'exprimer. Gilles Gaumont oppose à ce principe, l'inviolabilité du secret du vote qui se trouve dans ce cas remis en question.

Même si le numéro inscrit sur le talon du bulletin ne correspond pas directement à un numéro inscrit à côté du nom du voteur, il constitue, selon Me Gaumont, une marque distinctive claire, permettant d'identifier l'électeur.

« Et ce n'est pas parce que toute la boîte contient des bulletins avec des talons que ça remet en question ce principe. Sinon à la prochaine élection, personne ne va faire attention au talon », fait valoir l'avocat Gaumont.

Son collègue Bellavance rappelle de son côté que la loi prévoit le cas d'un talon non détaché du bulletin et stipule que celui-ci peut être tout simplement détaché par le scrutateur au moment où la boîte est vidée pour dépouillement. « Ce n'est donc pas parce qu'on retrouve un bulletin avec le talon qu'il est invalide. »

Le vote des électeurs doit d'autant plus être inclus dans le résultat que les électeurs ont voté cor-

rectement et que la faute est celle d'un scrutateur, insiste-t-il.

Pour ce qui est de la révision des bulletins, elle s'est poursuivie hier. « Et nous sommes revenus à la case départ », constatait Gilles Gaumont en fin de journée, l'é-



La péquiste Diane Lavallée.

Jean-Talon à Margaret Delisle. Mme Lavallée détient maintenant une carte déterminante qui pourrait lui assurer une victoire instantanée.

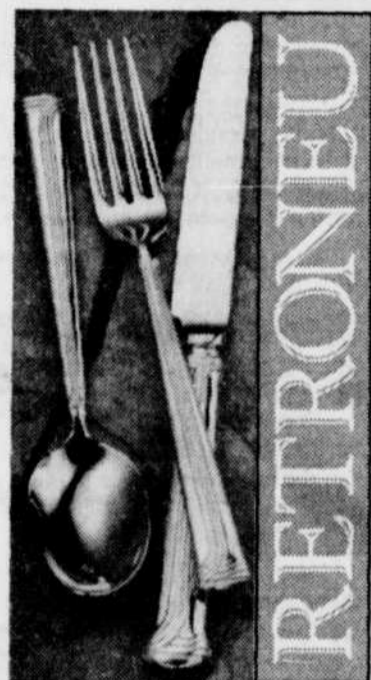


La libérale Margaret Delisle.

cart favorable à l'ex-mairesse de Sillery étant revenu à 31 voix, après avoir été réduit à 19 en début de semaine.

Quelque 112 boîtes sur 148 ont maintenant été réexaminées, et l'opération de dépouillement judiciaire, même si elle peut encore réserver des surprises, tire à sa fin.

Octobre, le mois de la COUTELLERIE chez Renaud!



Rabais de
15%
à l'achat
d'une coutellerie
de 8 ou 12 couverts

Offre valide sur tous les modèles en stock seulement jusqu'au 31 octobre 1994.

Renaud, le magasin qui, depuis plus de 100 ans, vous offre le plus beau choix de vaisselle, verrerie et coutellerie à Québec.

Renaud & cie
82, rue Saint-Paul
692-0122

Ouvert du lundi au vendredi, de 9h à 17h; samedi, de 9h 30 à 16h 30; section resto fermée.

«Mon Mac d'école» La plus grande vente de Macintosh!



IC 475 et StyleWriter II
Microprocesseur 68030 à 25 Mhz
4 Mo de mémoire vive, disque rigide de 160 Mo
Moniteur couleur Plus (20")
Cluster regular Apple II et souris
Imprimante à jet d'encre StyleWriter II (500 ppv)
Logiciel ClarWorks inclus

1949\$

Plusieurs autres ensembles disponibles

Obtenez plus chez Click!

3 heures de formation gratuite! • Possibilité de gagner votre achat! À l'achat d'un ensemble complet incluant ordinateur et imprimante

Click!
DIVISION DÉTAIL DE MICRO LOGIC

2786, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (418) 654-0506

Offre valide jusqu'au 9 octobre 1994 ou jusqu'à épuisement des stocks. Prix sujets à changement sans préavis. *L'achat d'un ensemble incluant ordinateur et imprimante, paiement minimum de 20\$, sujet à approbation de crédit. Plus d'informations en magasin. *Détails en magasin. Le gagnant aura à répondre à une question mathématique: Apple, le logo d'Apple, IC et StyleWriter sont des marques déposées d'Apple Computer Inc.

Clinique d'ophtalmologie Dr J.R. Clément m.d.

C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S
ophtalmologiste

Traitement de
la myopie
et de l'astigmatisme
au
LASER

**VERRES
DE
CONTACT**

PLACE DE LA CITÉ
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155
(418) 654-1488

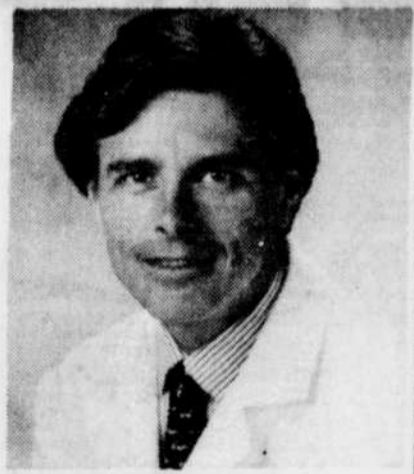
IMPLANTS DENTAIRES - Dr Pierre Dupont

Une dent perdue?
Deux dents perdues?
Trois dents perdues?
Toutes les dents perdues?

Nous avons
LA SOLUTION!
527-1850
1-800-268-1850

Regardez nos émissions à TQS
le dimanche à 12 h 30

Demandez notre guide illustré sur les implants dentaires lors de votre appel



Dr Pierre Dupont
chirurgien-dentiste
1379, chemin Sainte-Foy
bureau 201
Québec (Québec) G1S 2N2

J'ajapa ma réduction.
Vous le savez aussi par le Confort
et la volupté de ses vêtements
Uniquement Pour Vous

MAUDE

PLACE DE LA CITÉ

PSYCHOTHÉRAPIE intensive

- Dépression, burn-out
- Faible estime de soi
- Angoisse, panique
- Psychosomatisme
- Stress professionnel
- Problèmes sexuels

Hélène Matte psychologue
525-8861

Monique Robitaille
Animatrice diplômée
623-1173

AUTEUR DU LIVRE
DE LA PENSÉE
DANIEL SEVIGNY

SOIRÉE D'INFORMATION GRATUITE
La force de l'Esprit Le pouvoir d'autogestion
Passerport de la réussite Le choix de vivre
Découverte des pouvoirs du subconscient

DE LA PENSÉE
Sainte-Foy: Centre L'Ére du Cristal
2850, chemin Sainte-Foy
Coin route de l'Église
Le mardi 4 octobre à 19h30
Québec: YWCA, salle Reed
855, Holland, Québec
Le lundi 3 octobre à 19h30
Cherry: Place Cherry
à droite, entrée B sur le côté
Le mercredi 5 octobre à 19h30

LIQUIDATION DE NOS MODELES 1994



PONTIAC FIREFLY 1994
4 portes, transmission manuelle
Transport inclus **9694\$**
#950

PONTIAC GRAND PRIX 1994
Démonstrateur, 2 portes
DÉTAIL: 24 075\$
#914 SPÉCIAL **20 594\$**

GMC PICK-UP "S" 1994
4x4, cabine allongée
DÉTAIL: 22 500\$
#131 SPÉCIAL **19 894\$**

BOUCHARD
PONTIAC-BUICK
Boul. Sainte-Anne
Château-Richer
824-4201

Foi de Jean Garon, l'école de Batiscan rouvrira

BATISCAN (PC) — L'école de Batiscan, qui est devenue un enjeu de la dernière campagne électorale au Québec, rouvrira.

Le nouveau ministre de l'Éducation Jean Garon a « convaincu » hier les parties en cause de s'asseoir autour d'une même table et de négocier entre elles « d'ici quelques jours » la réouverture de l'école primaire de cette municipalité.

La fermeture de l'école avait été annoncée en avril par la Commission scolaire Samuel-de-Champlain qui se jugeait incapable financièrement de la maintenir ouverte.

Comme il s'agissait de la dernière école de cette petite municipalité de 900 habitants située 20 kilomètres à l'est de Trois-Rivières, les parents des 72 enfants qui la fréquentaient ont décidé de créer une école parallèle dans des locaux fournis par la municipalité.

Le ministre de l'Éducation Jean Garon, accompagné du député pé-

quistes local, Yves Beaumier, a rencontré tour à tour hier les autorités municipales de Batiscan, le comité des parents et les autorités de la commission scolaire.

À l'issue des délibérations, M. Garon a annoncé qu'il donnait quelques jours aux parties pour s'entendre afin que l'école demeure ouverte, menaçant d'intervenir si aucune entente ne se produisait.

Il a suggéré aux parties des pistes de solution dont il n'a pas voulu révéler la teneur.

Mais le maire de Batiscan, Denis Thiffault, a été moins discret. « Il y aura partage de biens, de services et d'équipements entre la municipalité et la commission scolaire », a-t-il déclaré. Ce partage réduira les coûts de tout le monde.

Par exemple, la municipalité déménagerait sa bibliothèque municipale, dont les locaux sont devenus trop exigus, dans une salle



Le nouveau ministre de l'Éducation Jean Garon visitait les gens de Batiscan, hier, qui ont mis sur pied l'école de la Solidarité afin de protester contre la fermeture de leur école de village.

de l'école louée à la commission scolaire. En échange, la municipalité assumerait les frais de déneigement de la cour de l'école.

« Il n'y a pas eu de tordage de bras mais j'ai clairement exprimé à la municipalité et à la commission scolaire la volonté du gouvernement pour le maintien de la dernière école du village », a dit M. Garon.

Le ministre a parlé d'un « état d'esprit » qu'il a voulu transmettre aux divers belligérants de ce con-

flit, à savoir « le partage de certains actifs ».

Il n'était pas question que le ministère injecte des fonds additionnels pour le maintien de l'école, a dit le ministre. Pour sa part, le maire Thiffault a déclaré qu'il n'était pas du rôle de la municipalité de verser directement des fonds à une commission scolaire, « à cause du dangereux précédent que cela créerait dans le monde municipal ».

C'est le député péquiste de

Champlain, Yves Beaumier, qui s'assurera au cours des prochains jours que les intervenants se rencontrent et s'entendent.

« Les gens ont beaucoup cheminé depuis le 12 septembre, et il y a eu ouverture de la part de tout le monde », a dit M. Beaumier.

La présidente du Comité pour la survie de l'école, Lucie Demers, a aussi manifesté sa satisfaction devant la façon dont le dossier serait réglé.

Partagec ne paiera plus de taxes foncières

OTTAWA (PC) — Des institutions comme la buanderie Partagec de Québec et la Buanderie centrale de Montréal ont le droit de se prévaloir des exemptions de taxes foncières et d'affaires accordées aux établissements publics.

La Cour suprême du Canada a en effet statué hier que le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain et la Buanderie centrale de Montréal, la résidence pour personnes âgées Notre-Dame de Bon-Secours et la buanderie Partagec de Québec n'ont pas à payer ces taxes pour les immeubles qu'ils utilisent.

Cette décision met fin à un litige qui oppose, depuis le milieu des années 80, ces établissements aux villes de Québec et de Montréal et aux communautés urbaines de Québec et de Montréal.

Créée en 1967, Partagec est une corporation à but non lucratif qui offre les services de buanderie surtout aux centres d'accueil et aux hôpitaux à partir d'un immeuble de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, à Québec.

La Buanderie centrale de Montréal est une institution similaire créée en 1979 et qui est exploitée à partir de l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine grâce à un bail à très long terme contracté par le CSSSRMM. Il n'y a que les hôpitaux et les centres d'accueil publics qui utilisent ses services communautaires de buanderie et de lingerie.

Partagec, la BCM et le CSSSRMM ont bénéficié jusqu'au milieu des années 80 d'une exemption des taxes foncières et d'affaires. En contrepartie, les villes et les communautés urbaines recevaient des subventions proportionnelles aux taxes qu'elles pourraient autrement percevoir auprès de ces institutions.

Mais en octobre 1985, le ministère des Affaires municipales informait la ville de Montréal que les subventions prendraient fin et que le Conseil régional et la Buanderie ne devraient plus bénéficier de l'exemption. La CUM en a pris acte et a modifié son rôle de taxe en décembre, la ville a fait de même en mars et les changements se sont multipliés.

En 1986, c'était au tour de Partagec d'être dans la ligne de mire. Encore une fois, c'est le ministère des Affaires municipales qui a mis fin aux subventions. Le 19 décembre, la Communauté urbaine de Québec a donc modifié les rôles fonciers et y a inscrit Partagec pour 1985, 1986 et 1987.

Les trois organismes ont aussitôt contesté ces décisions devant différentes instances mais sans aucun succès jusqu'à hier.

La Cour suprême a noté que ces organismes avaient été créés pour améliorer l'efficacité des buanderies hospitalières. Elle a souligné qu'elles étaient d'ailleurs installées dans des hôpitaux.

Éliminer l'exemption de taxe équivaldrait alors à aller à « l'encontre du but de réduction des coûts poursuivi par le législateur. D'ailleurs, et pour clore la question, le changement de politique du ministère des Affaires municipales n'a jamais trouvé son reflet dans la législation », a conclu sans détour le juge Charles Gonthier dans un jugement unanime.

Le cas de la corporation sans but lucratif Notre-Dame de Bon-Secours est différent. Établie en 1964 pour offrir des logements à prix modiques aux personnes âgées défavorisées, elle a construit à Québec un centre qui héberge 456 personnes dont l'âge moyen est de 83 ans.

En 1982, un évaluateur de la Communauté urbaine de Québec constatait que 89 % de la superficie de l'immeuble était composée de logements et que seulement 11 % servait aux activités d'hébergement et aux services communautaires. Il a alors réduit l'exemption accordée au centre à ce maigre 11 %.

La corporation a protesté et obtenu gain de cause aux premières instances. Mais la cour d'appel du Québec l'a déboutée.

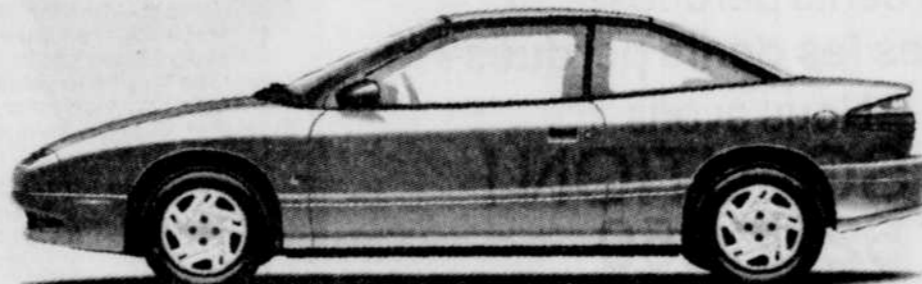
La Cour suprême a de nouveau donné raison à la corporation. Même si le centre n'a pas de permis de centre d'accueil pour l'ensemble de ses installations, ces dernières jouent en fait ce rôle, a constaté la cour.



La Saturn SL à partir de 11 995 \$°



La Saturn SW1 à partir de 13 895 \$°



La Saturn SCI à partir de 14 435 \$°

Trois formats pratiques, même saveur.

Quel que soit le format qui répond le mieux à vos besoins, chaque Saturn est avant tout une... Saturn ! Même conception intelligente de chaque détail, même construction soignée. Et chaque nouvelle Saturn voit son moteur gonflé à 100 chevaux sans qu'elle ne consomme une goutte de

plus. Un tableau de bord complètement repensé et un deuxième sac gonflable côté passager s'ajoutent aux caractéristiques qui rehaussent sa saveur incomparable sur la route.



Pour faire tout autrement.

STE-FOY SATURN SAAB
ISUZU
Ste-Foy
653-1312

SATURN SAAB ISUZU
RIVE-SUD
Lévis
835-1888

SATURN ISUZU DU SAGUENAY
Chicoutimi
549-3320

Ils forcent la ville de Québec à leur donner un STOP

QUÉBEC — Il aura fallu que 926 personnes apposent leurs signatures au bas d'une pétition pour que la ville de Québec accepte d'installer un nouvel ARRÊT dans le quartier Montcalm.

par JEAN-MARC SALVET
LE SOLEIL

Le panneau octogonal a été placé mardi à l'angle des rues des Érables et Père-Marquette par des employés de la voirie de la ville de Québec, qui acquiesce ainsi à une demande formulée par les citoyens.

« Sans pétition, nous n'aurions jamais obtenu notre STOP », croit Véronique Pelletier, convaincue que le poids des signatures a fait pencher la balance en sa faveur.

La pétition réclamant l'installation d'un arrêt a été présentée il y a quelques semaines au conseil municipal par elle et son conjoint, Mario Therrien.

Quelques jours plus tôt, un rapport produit par le service de l'urbanisme avait conclu qu'il n'était pas nécessaire d'installer un arrêt à cet endroit. Faisant fi de cette recommandation, l'administration du maire L'Allier a toutefois décidé qu'il valait mieux répondre favorablement à la requête des citoyens. Pourquoi se mettre à dos près de 1000 électeurs pour une histoire de stop ?

La lutte pour l'obtention du panneau a demandé peu de sacrifices au jeune couple. Véronique et Mario n'ont pas eu besoin de faire de porte-à-porte. Ni de brandir la moindre pancarte ou d'organiser une manifestation devant l'hôtel de ville.

Ils ont tout simplement installé

une table et un parasol en face de leur logement. Derrière, une immense pancarte invitait leurs voisins à signer la pétition déposée sur une table de jardin. Rien de plus.

Quand ils ont jugé suffisant le nombre de signatures obtenues, ils ont repris leurs feuilles comme on cueille un fruit mûr.

Véronique et Mario n'ont pas gagné à la loterie, mais c'est tout comme. Ce panneau, ils y tenaient mordicus. Le couple a deux enfants. L'aîné a trois ans et le benjamin moins d'un an. « C'est pour eux qu'on a fait ça ; pour eux et pour les autres enfants du quartier », explique Véronique.

Le couple avait reçu l'appui de Jean-Claude Matte, le prêtre de la paroisse Notre-Dame-du-Chemin, aussi soucieux de la sécurité physique de ses ouailles que de leur bien-être spirituel. Un dimanche, à la sortie de la messe, le curé a invité ses paroissiens à aller signer la pétition. « Les gens faisaient la queue sur le trottoir », relate Véronique.

Dans le quartier Montcalm, entre le boulevard René-Lévesque et le chemin Sainte-Foy, la rue des Érables était l'une des rares à ne pas être interrompue par un STOP. Pressés, les automobilistes l'empruntaient souvent à des vitesses déraisonnables. Ce n'est plus le cas.



Véronique Pelletier et Mario Therrien peuvent maintenant traverser la rue en toute sécurité.

**De nouvelles fenêtres ?
Portes d'acier ? Revêtements ?**

Ne vous fiez pas au premier venu !

Ayez au moins 2 ou 3 estimations

Depuis près de 32 ans en affaires au même endroit

32 ANS

«LES MEILLEURS PRIX EN VILLE»
Estimation gratuite

RENOVATION
DECOR Que. Inc. 522-2084 188, avenue Lamontagne Québec (près du Colisée)

KitchenAid

JUSQU'À 225 \$

DE REMISE†

↑ CUISINIÈRE KITCHENAID SEULEMENT: 60 \$ DE REMISE

↑ CUISINIÈRE KITCHENAID ACHETÉE AVEC UN LAVE-VAISSÈLE KITCHENAID: 125 \$ DE REMISE

↑ CUISINIÈRE KITCHENAID ACHETÉE AVEC UN RÉFRIGÉRATEUR KITCHENAID: 150 \$ DE REMISE

↑ CUISINIÈRE KITCHENAID ACHETÉE AVEC UN RÉFRIGÉRATEUR KITCHENAID ET UN LAVE-VAISSÈLE KITCHENAID: 225 \$ DE REMISE

Et d'autres offres sensationnelles. «Le Filon... En argent!» de KITCHENAID. Demandez les détails à votre dépositaire. L'offre prend fin le 15 octobre 1994.

PAYEZ DANS UN AN

MEUBLES CROTEAU

QUATRIÈME GÉNÉRATION

8929, boul. Henri-Bourassa (en face du McDonald's)
628-5610 Charlesbourg 628-3305

SEMAINE NATIONALE DES TEMPORAIRES
3 AU 7 OCTOBRE

Tous les bureaux de placement de personnel, membres de la Fédération des entreprises d'aide temporaire, s'unissent pour remercier tous leurs employés et leur souhaiter une bonne Semaine nationale des temporaires!

DRAKE INTERNATIONAL PERSONNEL
ECCOM
MANPOWER
PERSPECTIVE TRAVAIL INC.
quantum LES SERVICES KELLY

ACADÉMIE RENÉ-ALEXANDRE
30 années d'expérience

ÉCOLE D'ESTHÉTIQUE ET D'ÉLECTROLYSE
vous offre un enseignement des plus professionnels, à la fine pointe des technologies nouvelles.

ESTHÉTIQUE Jour: 9 janvier 95, 17 avril 95 Soir: 13 février 95	ÉLECTROLYSE Jour: 31 octobre 94, 9 janvier 95 Soir: 9 janvier 95	MASSAGE SUEDOIS SOINS DES PIEDS SPECIALISES COSMETOLOGIE
---	---	---

Diplôme de l'Académie scientifique de beauté - Paris (1928)
Diplôme de l'Académie René-Alexandre - Québec

ACADÉMIE RENÉ-ALEXANDRE
839, St-Joseph Est
(418) 522-0134 1-800-561-0857

MON NOUVEAU CHEZ-MOI

Phase III maintenant en location

- * Résidence spacieuse et confortable
- * Près de 150 logements de différents types
- * À deux pas de l'église St-Pascal et de l'hôpital l'Enfant-Jésus
- * Nombreux commerces et services à proximité
- * Activités socio-culturelles, chapelle, cour extérieure...

CHAMPFLEURY

Résidence pour personnes pré-retraitées et retraitées (autonomes)
1950, ave Champfleury, Québec Tél.: (418) 660-6011
Heures d'ouverture: 9h à 17h tous les jours incluant les fins de semaine

LA CELLULITE traitée par ACUPUNCTURE

Perte de tissu graisseux sous-cutané, réduction de la "peau d'orange", élimination efficace de l'eau...

Pour information:
Réjane Dufresne
acupuncteur
522-6891
233, Fraser (près de Cartier)

Acupuncture inscrite à la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

LASER VISUEL DE QUÉBEC

CORRECTION au LASER de la MYOPIE et de l'ASTIGMATISME

Dr Ghislain André Boudreau
Ophtalmologiste
Dr Gilles Lafond
Ophtalmologiste
687-3283

Nouvelle clinique spécialisée en **ORTHODONTIE**

Dr Donald Blais
Orthodontiste

Docteur Blais, originaire de Saint-Pierre de Montmagny, a obtenu son doctorat en médecine dentaire de l'Université de Montréal en 1985. Il a ensuite dirigé pendant 7 ans sa clinique de dentisterie générale à La Tuque en Mauricie.

De retour à Montréal en 1992, il a poursuivi ses études en orthodontie et obtenu son diplôme de spécialiste à la Faculté dentaire section orthodontie de l'Université de Montréal en juin 1994. C'est donc avec grand plaisir que le Dr Blais vous accueillera à son bureau situé à:

Place de la Cité
2600, boul. Laurier
9e étage, bureau 2910
Sainte-Foy (Québec)
G1V 4M6

Vous pourrez aussi le joindre au numéro suivant:
Tél.: (418) 656-1020

Plaisirs douilletts

Arrêtez le temps un jour ou deux...
Découvrez nos plaisirs douilletts!

À votre départ, nous vous remettrons gratuitement une robe de chambre douillette pour prolonger ces bons moments...

FORFAIT PLAISIRS DOUILLETTS
Incluant l'hébergement, le repas du soir et le petit déjeuner

89\$ p. pers. soc. double
Taxes et service en sus
* Une robe de chambre par séjour de deux personnes pour une nuit.
En vigueur jusqu'au 31 octobre 1994.

MANOIR
DU LAC DELAGE

Réervations: (418) 848-2551 ou 1-800-463-2841

«Mon Mac d'école»
La plus grande vente de Macintosh!

Faites vite! L'offre prend fin le 9 octobre!

AUCUN VERSEMENT, AUCUN INTÉRÊT AVANT FÉVRIER 1995*

LC 575 et StyleWriter II
Microprocesseur 68030 à 33 Mhz
8 Mo de mémoire vive, disque rigide de 160 Mo
Moniteur couleur intégré RGB Trinitron (26")
Clavier régulier Apple II et souris
Imprimante à jet d'encre StyleWriter II (860 ppp)
Logiciel GraphWorks inclus

2499\$ (Quantités limitées)
Plusieurs autres ensembles disponibles

Obtenez plus chez Click!
3 heures de formation gratuite • Possibilité de gagner votre achat!
* À l'achat d'un ensemble incluant ordinateur et imprimante, paiement minimum de 20%, suivi à partir de 10% de crédit. Plus d'informations en magasin. *Détails en magasin. Si le gagnant aura à répondre à une question marketing, Apple, le logo d'Apple, LC et StyleWriter sont des marques déposées d'Apple Computer Inc.

Click!
DIVISION DÉTAIL DE MICRO LOGIC

2786, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (418) 654-0506

Nouvelle politique du gouvernement fédéral

Les locataires de coopératives et de HLM menacés

QUÉBEC — Des mesures envisagées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) risquent de pénaliser sérieusement les locataires de HLM et de coopératives d'habitation si le gouvernement fédéral va de l'avant avec son projet.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

Ces locataires, des bénéficiaires d'aide sociale pour la plupart, subiraient une augmentation de loyer de l'ordre de 20 %, celui-ci n'étant plus basé sur une participation de 25 % de leurs revenus mais plutôt de 30 %, et les travailleurs à faibles revenus seraient à toutes fins utiles exclus de ces logements à loyer modique. Des immeubles seraient également vendus au plus offrant sans que la SCHL garantisse pour autant la création d'unités de remplacement.

« Cela signifie qu'il y aura des gens qui se priveront de lait ou d'aliments vers la fin du mois, faute d'argent », observe Sylvain Demers du Comité des citoyens de Saint-Sauveur.

Le document a reçu l'aval du ministre fédéral, David Dingwall,

mais il a été qualifié de « consultation bidon » par tous les porte-parole de coopératives et de logements subventionnés de la région de Québec, qui bénéficient de l'appui inconditionnel de la ville de Québec dans leur démarche.

« C'est un document technique, un débat de comptables où tout est déjà réglé à l'avance. On nous consulte pour la frime avec réponse dans trois semaines, alors qu'il provoque un débat de société ! Pourtant le ministre André Ouellet s'était engagé à maintenir le loyer des locataires à 25 % durant la campagne électorale fédérale », rappellent Régis Lorrain, du Groupe de ressources techniques, et Gary Lavoie, de la Confédération des coopératives d'habitation.

« Nos craintes sont réelles. Nous avons déjà d'interminables listes d'attente et des logements qui attendent pour être rénovés faute d'argent. Nous ne pouvons

pas faire porter sur le dos des plus démunis le sort des démunis », dit la présidente de l'Office municipal d'habitation de Québec, Pauline Gingras.

« La répartition de la richesse se fait mal dans notre société. On continue toujours de pénaliser les plus pauvres. À chaque fois que les citoyens les plus démunis se trouvent des façons originales d'améliorer leur situation en partageant leur logement ou en se trouvant de petits revenus d'appoint, on les coupe davantage », s'insurge le vice-président de l'exécutif de la ville de Québec, Jacques Fiset.

« Le gouvernement fédéral se désiste de ses engagements en logements sociaux et refile ses responsabilités aux gouvernements provinciaux qui les refilent à leur tour aux municipalités. La ville de Québec avec ses quartiers centraux assume déjà plus que sa part », dit le conseiller responsable de la basse-ville.

Présente à la conférence de presse, la nouvelle députée péquiste de Vanier, Diane Barbeau, a pris bonne note de ces observa-



Le Soleil, Yves Hénault

Si le gouvernement fédéral maintient sa nouvelle politique en matière de logement social, des coopératives comme celle qui avait ouvert ses portes en 1988 à Québec dans le quartier Saint-Jean-Baptiste (photo) ne verront plus le jour et ce sont les plus démunis qui en feront les frais.

tions. Quant à la députée bloquiste Christiane Gagnon, elle a émis un communiqué demandant

au gouvernement Chrétien de se doter d'une politique de logement adaptée aux plus démunis, rappelant que les libéraux dénonçaient justement ces mêmes coupes effectuées par les conservateurs.

CONFÉRENCE DE L'AMICALE
DES URSULINES

avec
NICOLE CÔTÉ

Psychologue



Thème :
**COMMENT COMPOSER
AVEC LE CHANGEMENT
DANS NOS VIES**

Date : 5 octobre 1994 à 20 heures
Lieu : École des Ursulines, 4, rue du Parloir
Coût d'admission : 10 \$

COURS D'ANGLAIS

Lundi matin de 9 h à 12 h

Diffidi International

Durée : du 17 octobre au 12 décembre 1994

10 classes - 30 h - 150 \$ matériel inclus

682-3617

LA NEURO-
LINGUISTIQUE

L'art de
communiquer, influencer et exceller.

Vous avez une base en PNL? Devenez

"Praticien(ne) en PNL"

avec

ANNE K. ENTUS, Ph. D. en psy

assistée de formateurs de

Réseau PNL Québec

DURÉE : 8 fins de semaine

de nov. 94 à juin 95

Form. de base : (30 h) 31 oct. au 4 nov.

Organisez votre groupe

et appelez-nous

Inf. : 527-8141

Françoise Marotte, M.ed.

RÉSEAU PNL QUÉBEC

820, rue Casot, Québec G1S 2X9

VRAIE AUBAINE
CÉRAMIQUE

12" x 12" Idéal cuisine, passage,

Choix de salle de bains, sous-sol

18 couleurs Prix : 139\$

Cour. : 2,49\$ Jule : 139\$

DECORATION JULIE

59, LANGEVIN, BEAUPORT 661-5210

CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE
SAINTE-FOY & LÉBOURGNEUF ENR.

CHIRURGIE
DE LA MYOPIE & DE L'ASTIGMATISME
AU LASER

MYOPIE

0 0 6 2 8 - 1 4 1 7 0 0 R

SEANCES D'INFORMATION GRATUITES

EXPOSITION ET VENTE

Les plus beaux tapis
persans et orientaux

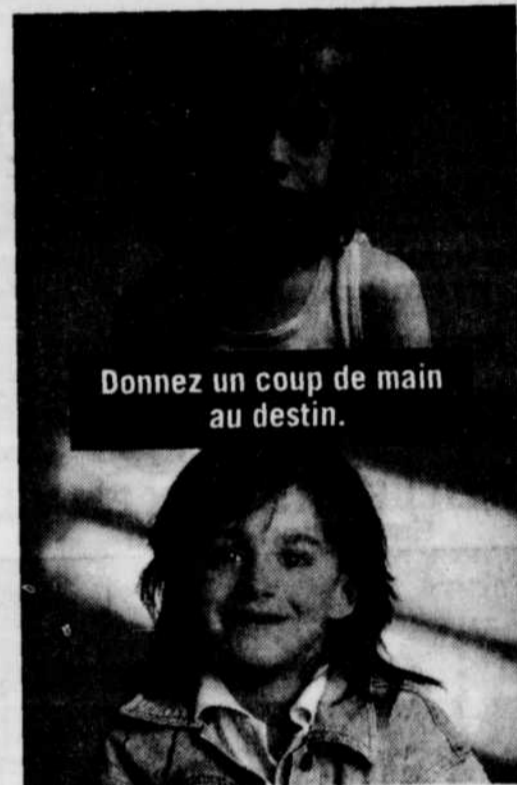
Authentiques tapis noués à la main en provenance d'Iran, du Pakistan, de la Chine, d'Afghanistan, de Turquie, de l'ex-URSS, etc., comprenant Tabriz, Kashan, Bokhara, Kashmiri, Heriz, Qum, Aubusson et plusieurs autres. Assortiment de couleurs et de grandeurs. Période d'information et de questions sur les tapis de 10 h 30 à 11 h 30. Vente de 11 h 30 à 17 h 30, le dimanche 2 octobre 94.

AU HOLIDAY INN SAINTE FOY,
3125, HOCHÉLAGA, SAINTE-FOY

Organisée par

TAPIS D'ORIENT BASHIR LTÉE

8461, boul. Décarie, Montréal (514) 735-7002



Donnez un coup de main
au destin.

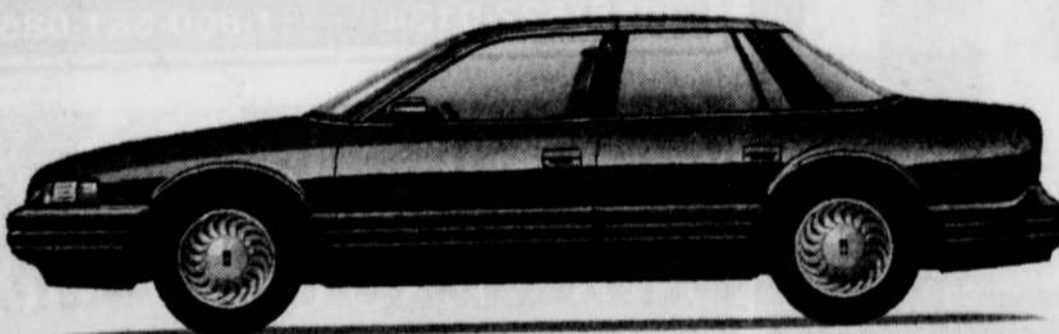


Centrale

Centrale Québec, 3100, ave. Bourge-Royal, bur. 101, Beauport (Qué.), G1C 5S7, Tél: (418) 660-2100

LE SOLEIL

Vous avez eu une
autre promotion ?



21 495\$
Oldsmobile Cutlass Supreme 1995

Nouvel habitacle

- Moteur 6 cylindres
- Boîte automatique 4 rapports avec surmultipliée
- Sacs gonflables
- Freins antiblocage (ABS)
- Radiocassette AM/FM stéréo avec 4 haut-parleurs
- Climatiseur; lève-glaces électriques
- Régulateur de vitesse; volant inclinable
- Groupe d'équipement sport avec roues de 16"
- et beaucoup plus!

Personne ne vous en offre autant !

GENERAL MOTORS
GARANTIE
TOTAL

Assistance
ROUTIÈRE

*Offre réservée aux particuliers et s'appliquant aux véhicules neufs 1995 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Préparation incluse. Transport (760 \$) et taxes en sus. **Selon la première éventualité. Tous les véhicules neufs Oldsmobile 1995 sont couverts par la garantie GM Total. L'Assistance Routière est offerte sur les modèles Oldsmobile 1995. Durée : 3 ans ou 60 000 km, selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.
L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Geo Oldsmobile du Québec.

MONT
SAINT-CASTIN

L A C - B E A U P O R T

BILLET DE SAISON EN SOIRÉE

La station est fermée les dimanches et lundis en soirée

Prix unique 89\$

BILLET DE SAISON

6 ans et moins GRATUIT*

7 à 15 ans et âge d'or 125\$

16 à 23 ans 190\$

24 ans et plus 265\$

* Avec achat d'au moins un billet de saison adulte de la même famille ou d'un cours de ski.

BILLET DE SAISON FAMILIAL

1 membre 265\$

2 membres 485\$

3 membres 595\$

4 membres et plus 689\$

* TAXES
EN SUS

Paiement mensuel sans frais jusqu'au 1er mars

Paiement comptant avec escompte de 5 %

SAISON 1994-1995

BILLET DE SAISON MENSUEL

(Mini billet de saison)

DÉCEMBRE, JANVIER, FÉVRIER OU MARS

7 à 15 ans et âge d'or 78\$

16 à 23 ans 88\$

24 ans et plus 98\$

* TAXES
EN SUS

Nous
acceptons
la marchandise
seulement
les 8 et 9
octobre

849-1893

SKI BAZAR

LA VENTE AURA LIEU LES
15, 16, 22, 23, 29 ET 30 OCTOBRE

Quand les amis des Petits frères des pauvres sont reçus à l'hôtel de ville...

QUÉBEC — Les amis des Petits frères des pauvres ont été reçus, hier, à l'hôtel de ville de Québec, accompagnés de leur frère ou de leur sœur. Parce qu'ils se déplacent difficilement avec leur canne ou leur marchette.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

Quand le journaliste a demandé à Édouard (prénom fictif) quel était son âge, il s'est mis à pleurer. Non pas qu'il soit si vieux, il avait à peine 79 ans, mais Édouard vit seul et s'ennuie à mourir. La maladie l'a affaibli, on dirait qu'il avait 10 ans de plus. Mais son drame, c'est que sa femme est atteinte de la terrible maladie d'Alzheimer : elle ne le reconnaît plus. « Pensez, nous sommes mariés depuis 55 ans », a-t-il expliqué.

Édouard n'a pas d'enfants, ses frères et sœurs sont décédés. Ses neveux et nièces ne vont jamais le visiter. Il sort bien rarement la nuit car il a peur. Même si le quartier Saint-Sauveur n'est pas un endroit pire qu'ailleurs. Tiré à quatre épingle, les jambes hésitantes, il craint d'être une proie facile.

« Je suis très seul. Heureusement les petits frères viennent me voir, ils me transportent aux activités, ils m'encouragent », explique-t-il.

C'est pour honorer ces personnes âgées et bien seules que le maire Jean-Paul L'Allier les a reçues hier dans la salle du conseil avec de bons vins et un petit goûter. Les invités ont signé le livre d'or de la municipalité, une façon de remercier les bénévoles et ces anciens qui ont contribué à faire de Québec la ville qu'elle est aujourd'hui.

Il faut bien parfois une journée internationale des aînés pour se rappeler qu'ils existent. La comédienne Diane Jules et le ténor Yves Cantin étaient de la partie, pour parler en leur nom



Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, a reçu les amis des Petits frères des pauvres lors d'une réception à la salle du conseil de l'hôtel de ville. Pour Marguerite Flset, 94 ans, c'était une première visite, elle qui est née dans la rue Sainte-Anne, juste à côté. À droite, Edgar Payette, du quartier Saint-Sauveur, a bien apprécié sa visite.

ou pour leur chanter la pomme.

« Les petits frères s'engagent à nouer une relation d'amitié profonde avec une personne, à l'accompagner dans des sorties à l'occasion : ce peut-être une simple visite d'amitié, l'aider dans son épicerie. Ce sont des personnes seules, des femmes surtout », explique Serge Loiselle, président du conseil des Petits frères des pauvres.

L'organisme vit de dons et de bénévolat sauf pour deux employés permanents. Pas de sub-

ventions. Il loue un logement au 297, rue Saint-Luc, dans le quartier Saint-Sauveur. « Nous voulons notre maison bien à nous. Cet automne, nous lançons une campagne de souscription de 200 000 \$ », dit M. Loiselle.

À l'arrière, le chef de l'opposition fulminait à l'entrée. « Le maire ne m'a pas invité. Il nous invite de plus en plus rarement quand il fait des réceptions », dit Jacques Jobin qui n'a pas manqué de croiser le fer avec le

maire quelques instants plus tard.

« C'est l'exécutif qui recevait les invités, pas tout le conseil ! Quant aux réceptions, c'est vrai que nous les avons coupées de moitié comparativement au temps du Progrès civique », rétorque Jean-Paul L'Allier.

Les têtes blanches et grises sont reparties comme elles étaient arrivées, furtivement, sur la pointe des pieds. Et la politique a repris ses droits à l'hôtel de ville...

FRUITS ET LÉGUMES

Le JARDIN MOBILE

EN VIGUEUR JUSQU'AU 02 OCTOBRE 1994

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE

<p>PATATES 10 livres Produit du Québec</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">95¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">sac 10 livres</p>	<p>LAITUE EN POMME Produit du Québec, gr.18</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">45¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">chacune</p>
<p>BANANES CHIQUITA, produit importé</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">35¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">77¢ le kilo la livre</p>	<p>FRAISES OU FRAMBOISES Produit des États-Unis</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">1.25\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">le casseau</p>
<p>TOMATES ROUGES Produit des États-Unis, gr.6X6, préemballées</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">95¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">2,09\$ le kilo la livre</p>	<p>BROCOLI Produit du Québec, gr.14</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">95¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">chacun</p>
<p>CHAMPIGNON Blanc, frais, de l'Ontario</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">95¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">la chopine</p>	<p>PIMENT ROUGE Produit du Québec, extra fantaisie, préemballé</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">95¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">2,09\$ le kilo la livre</p>
<p>POMMES LOBO SAC DE 4 LIVRES, produit du Québec</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">1.95\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">sac 4 livres</p>	<p>CANTALOUPE Produit des États-Unis, gr.23</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">85¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">chacun</p>
<p>CAROTTES 10 livres NANTAISE, produit du Québec</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">1.55\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">sac 10 livres</p>	<p>CHOUX DE BRUXELLES Produit du Québec</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">95¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">la chopine</p>
<p>EPINARD Produit frais du Québec, sac 10 onces (284gr)</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">95¢</p> <p style="font-size: 0.8em;">sac 284g</p>	<p>MELON MIEL Produit des États-Unis, gr.9</p> <p style="font-size: 2em; font-weight: bold;">1.45\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">chacun</p>

10 JARDINS MOBILES

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	CHARLESBOURG 1047, boul du Jardin 627-0344	STE-FOY 3440, de la Péraie 857-7717	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909
LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	BEAUPORT 344 Seigneuriale 661-7997	CHARLESBOURG 4145, 11ère Avenue 622-2291	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473
STE-FOY 2700 chemin Ste-Foy 651-2717	BERNIÈRES 585 Route 116 831-4611	NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS, SPÉCIAUX EN VIGUEUR DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.	

GAGNEZ VOTRE NETTOYAGE POUR 1 AN!

VOTRE NETTOYEUR

BETTY BRITE

L'ART DE PLAIRE!

NETTOYAGE À SEC • LAVAGE • IMPERMÉABILISATION • ENTREPOSAGE DE FOURRURES
RÉPARATION DE VÊTEMENTS • NETTOYAGE DE CUIR ET SUÈDE

DU JAMAIS VU!

Lors de votre prochaine visite chez votre nettoyeur Betty Brite, complétez le bon de participation et courez la chance de gagner votre nettoyage pendant un an.*

NOUVEAU ET EXCLUSIF À BETTY BRITE!

COMMENT ÉCONOMISER SUR VOTRE BUDGET CHAUSSURES?
FAITES-LES RAJEUNIR!

- Avec IMPEC, elles seront comme neuves!
- IMPEC le robot qui rajeunit les chaussures
- Venez le voir en action à notre magasin des Galeries Charlesbourg
- Service disponible dans tous les Betty Brite de la région de Québec

IMPEC

CLINIQUE DE LA CHAUSSURE

UN SEUL NUMÉRO: 661-2940

DÉJÀ 12 SUCCURSALES POUR MIEUX VOUS SERVIR!

• Les Galeries Charlesbourg 4332, 1ère Avenue, Charlesbourg	• Place Bourg-Royal 1010, 80e Rue est, Charlesbourg	• École de couture Lysette 1022, boul. du Jardin, Charlesbourg	• Place Sainte-Foy 2452, boul. Laurier, Sainte-Foy	• Carrefour Masson-Hamel 3930, boul. Hamel, Les Saules	• Place Seigneuriale 590, rue Cambronne, Beauport
• Place Lebourgneuf 5500, boul. des Gradins, Lebourgneuf	• 230, Marie de l'Incarnat ion, Québec	• 244, Crémazie ouest, Québec	• 250, rue Saint-Louis, Loretteville	• Place Val-Bélair 1065, boul. Pie XI nord, Val-Bélair	• Carrefour Rochette 480, boul. Rochette, Beauport

DES AUBAINES INCROYABLES!

<p style="font-size: 3em;">4\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">Avec tout nettoyage de 10\$ ou plus recevez un rabais de 4\$.</p> <p style="font-size: 0.8em;">VALABLE JUSQU'AU 15 OCTOBRE 1994</p> <p style="font-size: 0.7em;">*Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion.</p>	<p style="font-size: 3em;">5\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">Lors de votre prochain nettoyage de manteau, recevez un rabais de 5\$.</p> <p style="font-size: 0.8em;">VALABLE JUSQU'AU 15 OCTOBRE 1994</p> <p style="font-size: 0.7em;">*Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion.</p>
--	---

Port de Québec

Il survit miraculeusement à une chute de 10 mètres

QUÉBEC — Un soudeur de 39 ans a survécu miraculeusement à une chute de plus de 10 mètres, hier matin, alors qu'il travaillait sur une barge amarrée au port de Québec. Le travailleur, perché sur le pont, a perdu pied et est tombé sur une dalle d'acier au fond de la cale.

par JEAN-MARC SALVET
LE SOLEIL

« Il aurait pu se tuer. C'est un miracle qu'il soit encore vivant », lance l'un de ses compagnons de travail, heureux que la chute n'ait pas causé « plus de dégâts ». En tombant, Richard Vachon s'est infligé des blessures au bassin et aux coudes. Les médecins ne craignent pas pour sa vie.

M. Vachon, employé du Groupe Océan depuis cinq ans, a pris son quart de travail à 7 h hier sur la barge Betsiamites, qui fait l'objet d'importantes transformations depuis mai au quai 31.

Perché sur le haut de l'immense embarcation de 130 mètres, du côté intérieur, le travailleur a tenté de prendre ses outils de soudure qui se trouvaient du côté extérieur. Il a posé un pied sur le caoutchouc du convoyeur tout juste installé. La surface avait été mouillée par la pluie.

Le soudeur a perdu l'équilibre et glissé. Personne ne l'a vu tom-

ber. Allongé au fond de la cale, il a lui-même prévenu ses compagnons de la culbute qu'il venait d'effectuer.

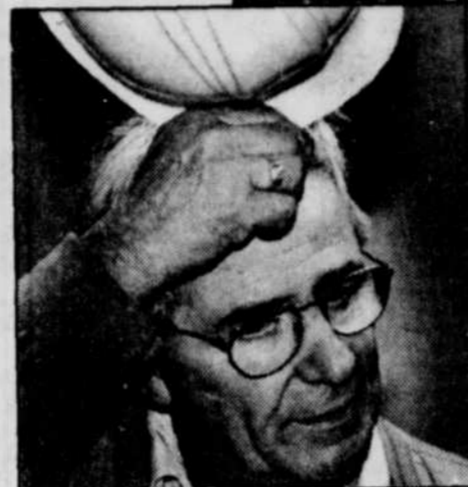
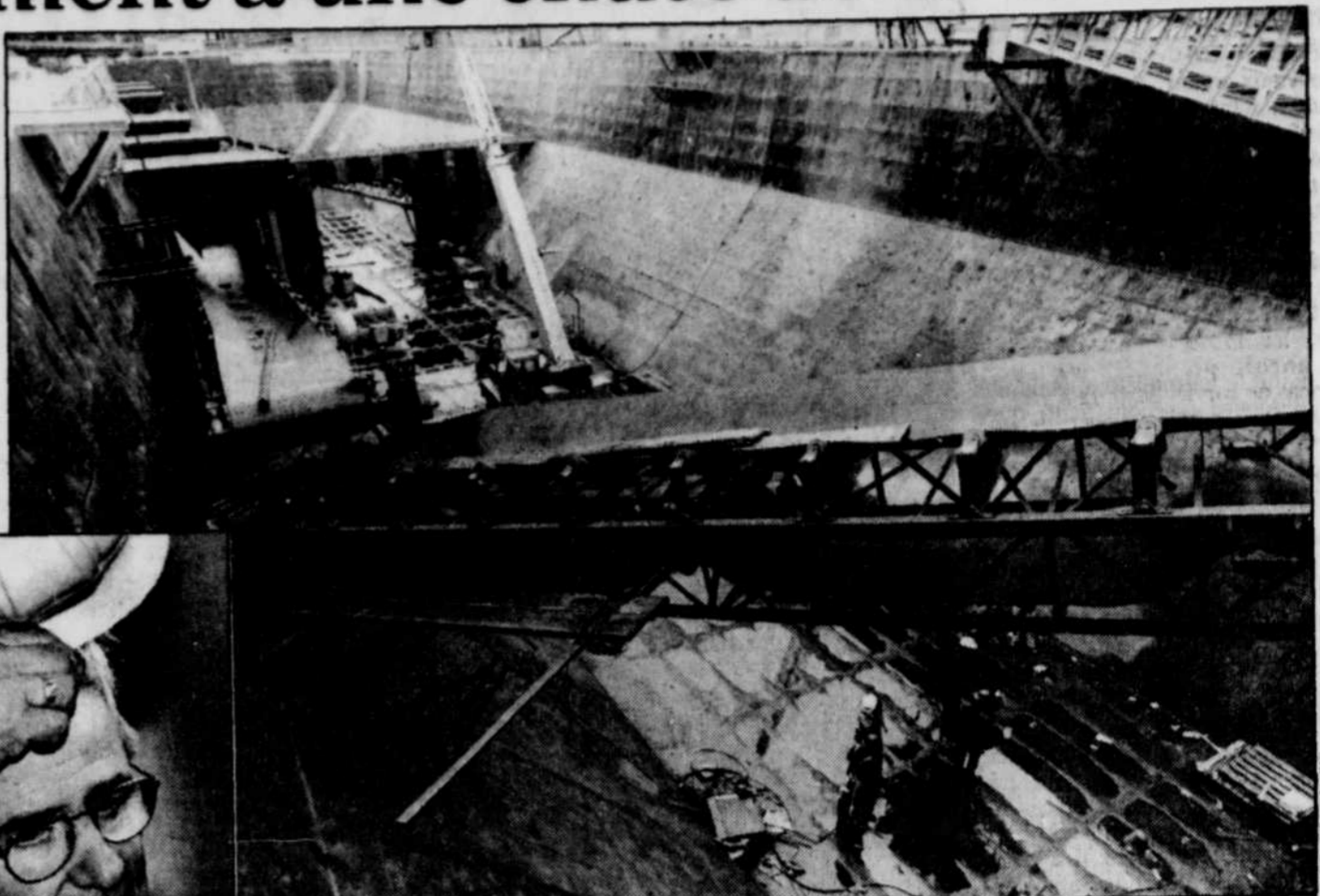
« Il n'a jamais perdu connaissance. C'est lui qui a crié pour alerter tout le monde », dit le surintendant Raynald Tremblay, qui a accompagné le blessé en ambulance à l'Enfant-Jésus.

M. Vachon ne portait pas son harnais de sécurité au moment de sa chute. « Il était en train de s'installer quand l'accident est survenu, plaide le surintendant. Heureusement, Richard est en vie. »

La Commission de la santé et sécurité au travail a ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances entourant cet accident de travail.

Construite en 1969, la barge Betsiamites doit reprendre son cabotage sur le Saint-Laurent sous peu, lorsque les travaux de modernisation auront été terminés.

Des compagnons de Richard Vachon examinent l'endroit où le soudeur est tombé. Son surintendant, Raynald Tremblay (ci-dessous), semble soulagé que le soudeur de 39 ans s'en soit sorti sans plus de dommages que des blessures au bassin et aux coudes.



En Bref

■ Accident mortel

QUÉBEC — Un homme a perdu la vie au volant de sa voiture à Saint-Martin de Beauce entre 2 h et 6 h, hier. L'accident est survenu en face du 291, route 204. La victime, Richard Champagne, 35 ans, de Saint-Martin, a perdu la maîtrise de son véhicule à la sortie d'une courbe peu prononcée.

■ Incendie suspect

BERTHIER-SUR-MER — Un incendie d'origine criminelle a causé pour 50 000 \$ de dommages à un chalet du boulevard Blais, à Berthier-sur-Mer, vers 21 h jeudi. Le chalet, appartenant à un citoyen de Sillery, était inoccupé au moment du sinistre.

■ Comparutions

PERCÉ — Cinq hommes de Chandler, Grande-Rivière et Bonaventure ont été mis en accusation hier relativement à un trafic de drogue, aux palais de justice de Percé et de New Carlisle, à la suite d'une opération policière menée jeudi. Ils demeureront en prison jusqu'à leur enquête sous cautionnement, lundi. La présumée tête du réseau, Yvon Langelier, 28 ans, de Chandler, fait face à deux accusations de complot et de possession dans le but de faire le trafic du haschisch. Son frère Daniel, 26 ans, de Grande-Rivière, est accusé de complot dans le but de faire du trafic, tout comme Luc Langelier, 29 ans, de Chandler, accusé de bris de condition et de probation. Jean-Rock Duguay, 33 ans, de Chandler, est accusé de complot, de trafic de stupéfiants, d'entreposage illégal d'une arme à feu, de possession d'arme prohibée et de bris de probation, alors que Réjean Cyr, 33 ans de Bonaventure, doit répondre à des accusations de trafic et de possession simple de stupéfiants.

**OUVERT
au PUBLIC**

...à
VANIER

Succursale No. 18!
265, boul. Wilfrid-Hamel
tél.: 687-0053

Angle rue DuPont Scott,
en face de l'hôpital

LE PLUS GRAND FABRICANT AU PAYS
VOUS OFFRE LE PLUS GRAND CHOIX:

**15,000 STYLES et
COULEURS**
PAS de TAXE!

...PRÊTS en MOINS de

24h et

OUVERT LES
**Mercredis soir
jusqu'à 21h!**

OUVERT LES
**Dimanches
12h-17h!**

**STORES
HORIZONTAUX**



HORIZONTAUX 1" EN PVC «en stock»
Liquidation jusqu'à épuisement du stock!
Choix de grandeurs et couleurs variées.

57¢
le pi. ca.

**VERTICAUX en
TISSU 3 1/2"**

Choix de 10 belles couleurs! N'importe quelle grandeur jusqu'à 144" de large.

\$375
le pi. ca.

**STORES
VERTICAUX**



**TOILES de
FENÊTRE**



**STORES OPAQUES
BLANCS «en stock»**
Modèle uni

Choix de 13 grandeurs.
Produit de 1re qualité!

75¢
le pi. ca.

ACHÉTEZ VOS STORES en TOUTE CONFIANCE... **TOUT CE QUE NOUS VENDONS est GARANTI à 100%**

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER
Établie depuis 1954

DISTRIBUTEUR
AUTORISÉ DE
STORES DE QUALITÉ
SUPÉRIEURE



HEURES D'OUVERTURE
LUN. et MAR.: 9h-18h
MER. au VEN.: 9h-21h
SAM.: 9h-17h
DIM.: 12h-17h

VOYEZ!
**LE MEILLEUR
TÉLÉVISEUR
AU MONDE**
**GAOO
DE PANASONIC**
Meilleure image,
meilleur son,
meilleure qualité,
meilleur design.

PRIX
SPECIAUX
D'INTRODUCTION
DES NOUVEAUX
MODELES 1995

À PARTIR DE: **579⁹⁵⁵**
SEULEMENT CHEZ:



600, Belvédère, Québec 687-4545

En Bref

■ Une dispute entre vieux amants tourne mal

QUÉBEC — Une dispute entre deux vieux amants de Québec qui résident dans un des logements du 165, Grande Allée Est, a tourné au drame, hier, vers 19 h 45. Une femme de 65 ans a frappé d'un couteau son conjoint de 67 ans. Ce dernier, conduit à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, souffre d'une blessure jugée très sérieuse à son côté droit. Au moment d'écrire ces lignes, les médecins ne s'étaient pas encore prononcés sur ses chances de survie. La dame a pour sa part été conduite au poste de la sûreté municipale de Québec, où des policiers l'ont interrogée toute la soirée.

■ Resto-bar trop peuplé

SAINTE-FOY — Les policiers de Sainte-Foy ont arrêté quatre mineurs lors d'une descente réalisée, hier soir, dans le bar au sous-sol du restaurant Normandin, situé au 2500, chemin Sainte-Foy. La dizaine de policiers qui ont investi cet établissement ont compté au moment de leur arrivée, à 18 h 40, 189 clients, soit 62 de plus que ne l'autorise le permis de ce bar.

■ Poids lourd renversé, circulation perturbée

GRANDE-VALLÉE — Un accident a perturbé la circulation durant plusieurs heures, hier, sur la route 132, près de Grande-Vallée. Vers midi, le conducteur d'un camion-remorque, aux prises avec un problème mécanique, s'est dirigé sur le bas-côté de la chaussée au lieu de s'engager dans une pente abrupte se terminant par une courbe prononcée. Le poids lourd, propriété de Daniel Lepage de Sainte-Anne-des-Monts, s'est renversé lors de la manoeuvre. Il a fallu vider la remorque de son contenu, des copeaux de bois, avant de la remettre sur ses roues. L'opération, compliquée par un épais brouillard, s'est terminée en début de soirée. Personne n'a été blessé.



Jeune trafiquante de PCP arrêtée à Charlesbourg

QUÉBEC — Une adolescente de 17 ans qui écoulait entre 1 et 1,5 kilo de PCP par mois a été confiée à la Direction de la protection de la jeunesse par l'escouade du crime organisé de la Sûreté du Québec. La jeune femme a été arrêtée jeudi à Charlesbourg au terme d'une longue enquête.

coupés avec d'autres substances. Les agents de la municipalité ont prêté main-forte à leurs collègues de la SQ lors de son arrestation.

La jeune femme, dont l'identité ne peut être dévoilée en raison de son âge, a comparu hier devant un tribunal de la jeunesse sous des accusations de trafic de stupéfiants.

Le PCP, ou chlorhydrate de phencyclidine, est une drogue synthétique réputée économique. Une fois mélangé à d'autres substances, le gramme de PCP se vend entre 15 \$ et 20 \$ sur le marché noir.

Le jeune homme qui s'était jeté dans le feu de la Saint-Jean sur les plaines d'Abraham il y trois ans était sous l'influence du PCP.

par JEAN-MARC SALVET
LE SOLEIL

L'adolescente se livrait à son manège depuis plusieurs mois. En dépit de son jeune âge, elle avait déjà acquis une certaine notoriété dans le milieu des trafiquants, des petits revendeurs et des acheteurs. Elle avait réussi à développer un marché qui faisait l'envie de ses principaux concurrents.

« Pour que les voisins s'inquiètent de l'intense va-et-vient dont

ils étaient témoins à son logement, il fallait que le trafic soit important, affirme l'agent Réal Ouellet, de la Sûreté du Québec. Pour être connue d'autant de consommateurs à la fois, elle devait être impliquée depuis assez longtemps dans ce commerce. »

L'adolescente habitait un logement d'un immeuble situé au 2101 des Tours, à Charlesbourg, qu'elle partageait avec son frère. Lors de leur perquisition, les policiers ont mis la main sur 63 grammes de PCP à l'état pur, c'est-à-dire non

La politique de l'autruche

Refusant d'envisager le danger qui le menaçait, Keith Morison, un photographe du Brandon Sun, un journal de la ville de Brandon au Manitoba, s'est approché quelque peu d'un couple d'autruches qu'un marchand de la ville s'était procurées pour des fins publicitaires. D'un sourire qui en disait long au début, le photographe a vite compris qu'il n'était pas le bienvenu.

■ 77 appareils de loterie-vidéo saisis

JONQUIÈRE — L'escouade du crime organisé de la Sûreté du Québec à Chicoutimi a dû retenir les services d'une entreprise en camionnage pour ramasser le fruit des saisies qu'elle a réalisées hier après-midi, soit 77 appareils illégaux de loterie-vidéo. Ces machines étaient entreposées dans deux locaux d'Amusement Saguenay, un des plus grands joueurs de l'industrie dans cette région, dirigée par Martial Naud, un homme d'affaires de Jonquière.

Cet automne, réchauffez votre intérieur avec nos nouvelles collections de meubles et accessoires tout rotin



ENSEMBLE 3 PIÈCES STYLE ANTIQUE

1 causeuse, 1 table de centre, 1 chaise

Disponible en 4 couleurs : naturel, vert forêt, brun antique, miel doré

Photo à titre indicatif, styles variés

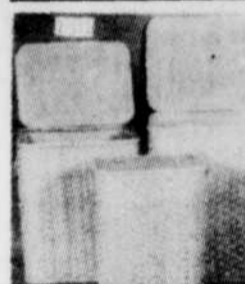
575\$



CHAISES BLANCHES

à partir de

69⁹⁵\$

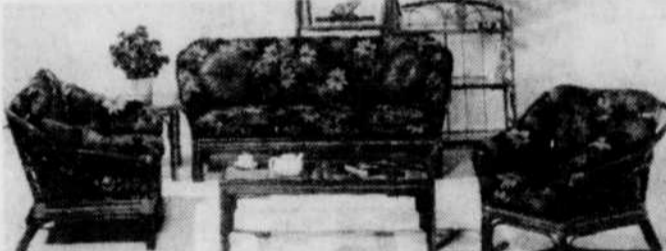


MALLES À LINGE

à partir de

19⁹⁵\$

naturel et blanc



ENSEMBLE COLLECTION MAUI

sofa, causeuse, chaise, table à café, table de côté, rotin de première qualité, coussins imperméabilisés

à partir de

1999\$

Le plus vaste magasin de rotin à Québec
STATIONNEMENT PLACE CARTIER
(2 heures gratuites avec achat)

2000
LA MAISON DU ROTIN

• Photos à titre indicatif
• Styles variés
740, BOUL. CHAREST EST (PLACE CARTIER) QUÉBEC
647-1997

Logements idéaux pour gens du 3^e âge

Vous constaterez que nos résidences offrent tous les services afin d'offrir une qualité de vie digne de nos aînés.

De plus, nos deux «Logidor» sont situés dans des quartiers à proximité des circuits d'autobus, d'hôpitaux, centre médical, centre commercial, pharmacie et dépanneur.

Vous trouverez votre future demeure des plus fonctionnelles car : tous nos logements sont semi-meublés (poêle et réfrigérateur) et contiennent une salle de bains complète et adaptée ainsi qu'un casier de remisage. Deux grands balcons sont situés à chaque étage et un stationnement est disponible pour vous-mêmes et vos visiteurs.

Vous ne vous sentez pas en sécurité ?

Chez Logidor, notre personnel de confiance demeure SUR PLACE pour votre surveillance 24 heures sur 24. De plus, tous nos appartements sont munis de boutons d'urgence avec lesquels vous aurez une assistance immédiate en cas de malaise. Deux fois par semaine, un médecin visite les clients qui le désirent. L'entrée principale est munie d'un système intercom relié à votre logement et vous ouvrez vous-mêmes à vos visiteurs. Notre résidence de 3 étages est entièrement à l'épreuve du feu et bien entendu, nous avons un ascenseur.

Vous ne savez plus quoi manger ?

Nos chefs cuisiniers d'expérience sauront combler vos estomacs et nos menus du jour vous seront servis à la table. De plus, nous vous offrons des menus à la carte si vous désirez un autre mets que le menu de base, et ce, SANS SUPPLÉMENT. À chaque repas, vous aurez le choix entre une soupe ou un potage. Divers desserts sont au choix également et le bar à salades est garni à souhait. Pour les aînés qui ont une diète restreinte : vous ne serez pas oubliés car une diététicienne a prévu des mets sans sel et sans sucre pour vous.

Fin! le ménage!

Une fois par semaine, notre personnel courtois se fera un plaisir d'exécuter les tâches ménagères telles que passer la balayeuse et laver votre salle de bains. Nous ferons aussi le lavage de votre literie aux quinze jours. Vous pourrez faire votre lavage personnel à la buanderie qui se trouve sur votre étage.

Au Logidor, on ne s'ennuie pas!

De nombreuses activités sont animées pour vous telles que le bingo, culture physique, tai-chi, danse, cartes, sacs de sable, conférence, etc. Bien entendu, la messe est célébrée une fois par semaine. Un salon de coiffure est également à votre disposition. À l'extérieur, notre terrain est aménagé pour des activités telles que le mini-golf et le croquet ou simplement pour la détente.

Vous avez besoin de plus de services ?

À Sainte-Foy, une unité d'hébergement pour les gens en perte d'autonomie a été installée et, bien entendu, une équipe de soins infirmiers veille 24 heures sur 24. Tous les services énumérés précédemment sont inclus.

- PLUS :**
- petit déjeuner ainsi que deux collations
 - assistance aux soins d'hygiène
 - préparation et administration des médicaments
 - aide à l'habillement et au déplacement
 - lavage personnel
 - divers traitements dispensés par nos professionnels de la santé

Chaque appartement est muni de deux boutons d'urgence.

NOS COÛTS ?

- Pour nos clients autonomes**
Studio à partir de 915\$ par mois
2 1/2 à partir de 1140\$ par mois
- Pour nos clients semi-autonomes**
Chambre avec salle de bains mitoyenne à partir de 1500\$ par mois
Studio à 1895\$ par mois

Venez nous rencontrer!

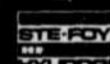
Depuis 12 ans, Logidor accueille des gens du 3^e âge. Venez constater par vous-mêmes notre expérience dans le domaine et vous verrez que votre vie sera agréable et moins monotone, et ce, avec l'ambiance familiale que nous avons su créer au fil des années.

On vous attend lors de notre **JOURNÉE PORTES OUVERTES** le dimanche 2 octobre, de 13 h à 16 h
Contactez-nous au **628-7729**
Charlesbourg

LOGIDOR CHARLESBOURG

4220, place Orsainville, Charlesbourg

N^o 1 au Canada



Service ouvert tous les soirs

Encore en 1994, Sainte-Foy Hyundai a vendu, à ce jour, plus de véhicules neufs que tout autre concessionnaire Hyundai au Canada. Il doit bien y avoir une raison.

ELANTRA 1994



DÉMONSTRATEUR

jusqu'à **2000\$** de rabais moins de 9500 km

RABAIS JUSQU'À 1200 \$

EXCEL 94



à partir de **7988 \$**

SCOUPE



à partir de **10 488 \$**

SONATA 1995



transmission automatique gratuite **14 995 \$**

Transport et préparation en sus

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX TIERS 24 HEURES HYUNDAI

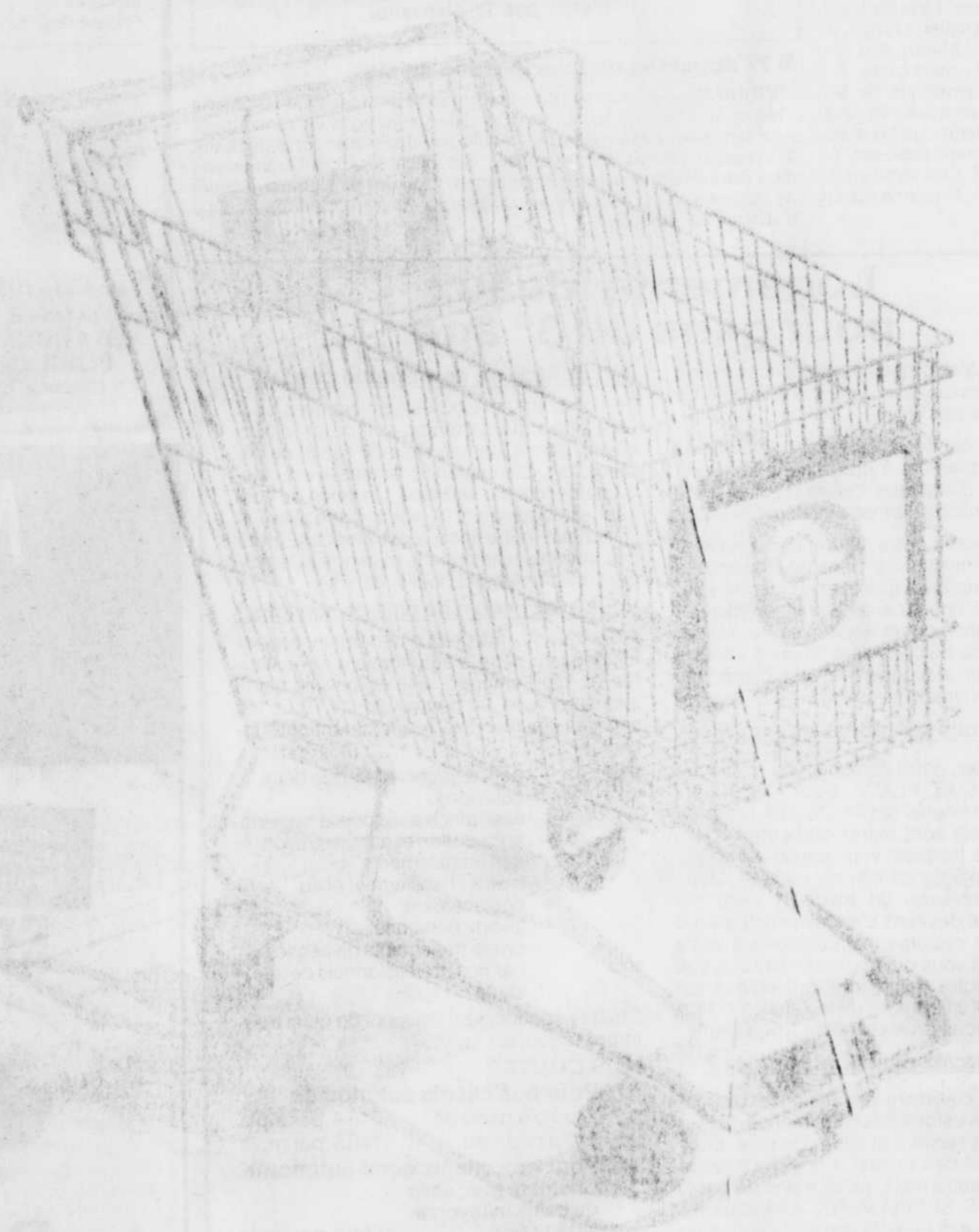


STE-FOY HD HYUNDAI



2650, Dalton parc Colbert Sainte-Foy 654-9292

Véhicule récréatif



Cet automne Provigo transforme votre panier d'épicerie. Nous avons tout plein d'activités surprenantes en magasin: des festivals qui vous feront faire des découvertes gastronomiques, des concours originaux, des promotions alléchantes, des lancements de produits exclusifs, des dégustations et bien sûr, des offres inégalables sur quantité de produits. Surveillez ce quotidien, l'automne Provigo se mettra en route bientôt.

provigo!
Laissez-nous vous surprendre

Le Canada honore 19 militaires et 9 civils



Le général Colin Powell reçoit sa médaille des mains du gouverneur général.

QUÉBEC (PC) — Neuf civils et 19 militaires, dont l'ancien chef d'état-major des États-Unis le général Colin Powell et le major-général des Forces armées canadiennes Roméo Dallaire, ont été décorés, hier, par le gouverneur général du Canada Ramon John Hnatyshyn à la Citadelle de Québec.

Les décorations remises sont la Croix du service méritoire, la plus haute distinction, et la Médaille du service méritoire.

La plus haute distinction civile a été remise à David Kootook, décédé dans des circonstances pénibles à l'âge de 14 ans en 1972 après avoir sauvé la vie d'un pilote d'avion lors d'un écrasement à 415 kilomètres au nord-est de Yellowknife.

Plus de 20 ans plus tard, ce sont la mère et le frère du jeune héros autochtone qui sont venus finalement recevoir la décoration des mains du gouverneur général.

Le général américain Colin Po-

well a été décoré de la Croix du service méritoire militaire pour sa contribution aux relations canado-américaines, les services qu'il a rendus au contingent militaire canadien durant la guerre du Golfe et au groupement canadien à Sarajevo en 1992, en Somalie, plus tard, et par son aide aux opérations de sauvetage consécutives à l'écrasement de l'appareil de la station des Forces canadiennes Alert, en 1991.

« Les services qu'il a rendus au Canada et aux forces canadiennes sont inappréciables », a noté le gouverneur général.

Une médaille de service méritoire été remise à un militaire na-

tif de Bas-Caraquet au Nouveau-Brunswick, l'adjudant Roch Lanteigne.

Au cours d'une attaque ennemie contre les installations portuaires de Mogadiscio en Somalie en juin 1993, l'adjudant Lanteigne a défié la mort pour ravitailler en munitions les membres de son pe-

loton. Par trois fois, il a affronté le feu nourri d'armes légères et de fusils de tireurs embusqués.

Parmi les civils qui ont reçu la médaille du service méritoire, notons les noms de M. James Haberl, de Saint-Hubert, et de M. Richard Weber, de Chelsea, une autre municipalité du Québec.

Diane Marleau aux USA

Le système de santé à la base de l'unité du pays

WASHINGTON (PC) — La ministre canadienne de la Santé, Diane Marleau, n'a pas hésité hier à exhorter les politiciens américains à examiner de près le système canadien de soins de santé, dont le succès est reconnu à l'échelle planétaire.

Quelques jours à peine après que le Congrès eut mis fin à toute possibilité de réforme des soins de santé aux États-Unis, Mme Marleau a affirmé devant un groupe d'officiels US que le système du Canada a non seulement contribué au bien-être de la population, mais qu'il a aussi été bénéfique pour l'unité nationale du pays.

« Notre système de santé universel fait partie intégrante de notre identité », a-t-elle déclaré au cours d'une allocution prononcée au Centre d'études stratégiques internationales de l'université Johns Hopkins.

« Beaucoup parmi vous ont rencontré des Canadiens qui ont défendu avec acharnement notre système et vous-vous êtes peut-être demandé pourquoi nous prenons cette question tellement à coeur. Et la réponse est que ça fait partie de ce qui nous distingue en tant que nation.

« C'est un exemple criant du partage de nos valeurs fondamentales — des valeurs, entre autres, de justice et de responsabilité. »

Mme Marleau a expliqué qu'elle voulait dissiper tout mythe

entourant le système canadien de soins de santé, des mythes qu'exploitent ceux qui sont opposés à l'établissement d'un système de santé de style canadien aux États-Unis.

Elle a affirmé qu'il n'y avait rien de vrai dans les prétentions voulant qu'un système de soins de santé administré par le gouvernement requerrait la mise en place d'une énorme bureaucratie.

« Il n'a jamais été nécessaire d'établir une bureaucratie particulière dans la capitale nationale », a-t-elle soutenu.

« En fait, il y a moins de 25 fonctionnaires qui sont chargés d'administrer la Loi canadienne sur la santé. »

Elle a ajouté que les histoires au sujet de longues listes d'attente pour des interventions urgentes sont tout à fait fausses.

« Je suis ici pour vous dire que, oui, il est vrai que nous avons des listes d'attente mais que ces listes-là ne sont pas longues. Elles n'existent que pour des interventions de moindre importance, surtout pour celles qui sont facultatives. »

ASPIRO-MATIC
SUPER OFFRE DE NETTOYAGE

TPS TVQ

(EN PRÉSENTANT CETTE ANNONCE)

PRIX SPÉCIAUX POUR P.M.E.

MAISON COMPLETE 5 pièces, 12 marches, 2 vestibules **74\$**

4 PIÈCES DE TAPIS mur à mur **49\$**

1 CANAPÉ 1 FAUTEUIL **55\$**

2 PIÈCES DE TAPIS mur à mur **28\$**

CARPETTES DE LAINE à l'atelier, transport inclus **70¢**

Pour rendez-vous: **654-5050**

CETTE OFFRE SE TERMINE LE 12 OCTOBRE.

RÉSULTATS
loto-québec

La Mini Tirage du 94-09-30

NUMÉROS	LOTS
928377	50 000 \$
28377	5 000 \$
8377	250 \$
377	25 \$
77	5 \$
92837	1 000 \$
9283	100 \$
928	10 \$

Quotidienne Tirages 94-09-24 au 94-09-30

JOUR	NUMÉROS	LOTS
SAMEDI	864	9745
DIMANCHE	919	5191
LUNDI	943	4294
MARDI	608	9309
MERCREDI	964	4753
JEUDI	114	5195
VENDREDI	389	7677

Banco Tirage du 94-09-30

10	11	18	20	24
27	29	32	34	36
38	39	41	42	53
56	63	64	65	68

INTER Tirage du 94-09-30

NUMÉROS	LOTS
589943	250 000 \$
89943	2 500 \$
9943	250 \$
943	25 \$
43	10 \$

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

ENFIN LE MAXIMUM POUR VOTRE VOITURE

À l'achat d'un véhicule chez J.D., nous vous payerons, à l'échange de votre voiture, le prix de détail proposé dans le "CANADIAN RED BOOK".

LIQUIDATION DES MODELES 94

N.B.: Les véhicules accidentés subiront une dévaluation proportionnelle aux dommages. Offre applicable à la plupart des véhicules.

J.D. Dodge CHRYSLER
à deux pas de la Chute Montmorency
5740, boul. Sainte-Anne, Boischatel 822-2424 ou ligne sans frais 1-800-567-0699

UNE DIFFÉRENCE QUI SE VOIT

MANTEAU TROIS QUARTS DE SUÈDE

Col et rebord de poche en cuir.

SEULEMENT 239 \$

couleurs variées P.M.G.

Supplément pour taille forte.

Fabriqué dans notre atelier

Nous faisons les réparations et les retouches

LES CUIRS CURZO

1720, avenue Lapierre Saint-Émile 843-1936
Ouvert aussi le dimanche, de midi à 17 h

POUR UN RÉVEIL À LA HAUTEUR!

POINT

JACK & JOHN

CHOI 98,1 FM

EN SEMAINE, LE MATIN DE 6H À 9H

Moisan marketing



Le président du Tribunal populaire international des droits en Haïti, M. Ed Broadbent.

Tribunal populaire Des Haïtiens témoignent de leurs misères à Ed Broadbent

MONTREAL — « Des militaires sont venus chez moi. Ne m'ont pas touché. Ils ont pris ma femme qui attendait un bébé. L'ont battue. Ils répétaient : "On va te montrer comment une femme peut accoucher par le nez". »

par MONIQUE GIGUÈRE
LE SOLEIL

Monsieur X s'est présenté, hier, devant le Tribunal populaire international des droits en Haïti, qui tient jusqu'à ce midi des audiences au cégep du Vieux-Montreal, le visage masqué, le chef couvert d'un feutre à larges rebords. Deux autres témoins, un couple, ont pris les mêmes précautions en après-midi.

C'est que, même à Montréal, Monsieur X ne se sent pas totalement en sécurité. Le FRAPH (Front révolutionnaire pour l'avancement du peuple haïtien), un puissant groupe paramilitaire allié des putschistes, revendique une cellule jusqu'ici. Hier, sur l'autoroute Ville-Marie, le FRAPH avait écrit en grosses lettres sur le parapet du tunnel : FRAPHQ (FRAPH au Québec).

« Le FRAPH a des activités au Canada, aux États-Unis, même en France. Aux États-Unis, des militants favorables au président Aristide ont été assassinés », assure Monsieur X, membre du Syndicat de l'électricité d'Haïti, arrêté par l'armée à l'intérieur du siège social de son syndicat. « Les soldats sont venus, m'ont traité de terroriste, ont levé leurs armes et m'ont mis en joue. J'ai réussi à garder mon sang-froid. Cela les a calmés. Finalement, ils m'ont jeté en prison », dit l'homme dans la jeune trentaine qui estime devoir sa libération après seulement trois jours à la campagne de dénonciation orchestrée par son propre syndicat en collaboration avec la CSN et la FTQ au Québec et la CGT à Paris.

Invité par les membres du tribunal, présidé par Ed Broadbent, à décrire la vie syndicale sous la junte militaire, « Oh mon Dieu !, c'était la terreur, s'est exclamé le témoin. Les militaires s'acharnaient sur les employés de l'électricité, ils ont démolé le véhicule du syndicat, tiré sur le secrétaire général, qui a dû se réfugier à l'ambassade du Mexique ».

Comme Monsieur X, Paul Jollet, qui traîne une main déformée des suites de sévices subis aux mains de la police, est contre une amnistie générale qui permettrait aux auteurs des crimes commis sous la junte militaire d'échapper à leurs responsabilités. « Même si l'amnistie politique est votée pour les auteurs du coup d'État de 1991, les responsables des massacres doivent être jugés », insiste le paysan qui a oeuvré au sein de multiples organismes de défense des droits de la personne en Haïti, dont les Petits frères de l'Incarnation et Amnistie internationale.

Ardent, passionné, M. Jollet a rendu un témoignage si véhément qu'il a réussi à arracher des sourires aux membres du Tribunal malgré la gravité des faits racontés. « Les attachés qui ont commis des crimes, qu'on nous donne 24 heures, et on les aura tous attachés », a-t-il lancé avant d'ajouter qu'il ne comprenait pas bien ce que faisaient les Américains avec ces gens-là.

Et le petit homme d'instruire le Tribunal sur les paysans maltraités, volés, décapités, pendus. « On venait et volait leur bétail. Mon propre frère a été décapité », explique celui qui avait pour mission d'alerter les organismes de défense chaque fois qu'un paysan

était arrêté et amené. Lui-même a goûté à la prison en 1991. « J'ai été neuf jours sans boire ni manger, entassé dans une petite pièce avec 500 autres détenus. J'ai été sauvagement battu », dit le témoin en montrant sa main paralysée au bout de son bras.

Plus tôt dans la journée, le journaliste Jean-Gilles Gesler, de Télé-Haïti, avait raconté l'intimidation dont la presse a été victime au lendemain du coup d'État du 30 septembre 1991, il y avait hier exactement trois ans. « Une voix téléphonait et disait : "on connaît ton domicile". Ça signifiait : "ça va se gêner un petit peu du côté de chez toi" », explique-t-il. Personnellement, M. Gesler a connu au moins trois journalistes qui ont été assassinés. Quant à ceux qui ont dû vivre cachés ou s'exiler, « c'est l'ensemble des correspondants en province », assure-t-il.

Pour tous les témoins entendus hier, il ne fait aucun doute que c'est la petite oligarchie haïtienne qui est à l'origine du renversement du père Aristide. Une oligarchie « appuyée par de puissants intérêts étrangers » et effrayée par l'annonce par le président d'une hausse du salaire minimum de 3 \$ US à 5 \$ US par jour qui devait entrer en vigueur le 1er octobre 1991.

Qualifiant cette petite bourgeoisie qui contrôle tout en Haïti, « ce sont des avarés, des suceurs, des corrompus », a dit M. X. « Des riches qui ne paient ni leurs taxes, ni leurs comptes d'électricité ».

Sociologue à l'Université de Québec à Montréal, Franklin Midy a associé les crimes commis par les auteurs du coup d'État aux crimes contre l'humanité. « Ils ne sauraient bénéficier d'impunité, a-t-il insisté. Autrement, ce serait la victoire du crime contre le droit. »

Portrait de famille



Entrez dans
la grande famille du
Mont-Sainte-Anne,
abonnez-vous tout de suite !

SKI ILLIMITÉ
740\$
SKI DE SOIRÉE
195\$

Nous vous proposons toute une panoplie de formules d'abonnement abordables offrant une foule d'avantages propres au Mont-Sainte-Anne.

	INDIVIDUEL			
	ADULTE DE PLUS DE 20 ANS ET DE MOINS DE 65 ANS	LES 14-20 ANS	LES 7-13 ANS	LES 65 ANS & +
20 visites	515,00 \$	425,00 \$	275,00 \$	305,00 \$
30 visites	665,00 \$	560,00 \$	340,00 \$	380,00 \$
Illimité	740,00 \$	625,00 \$	380,00 \$	425,00 \$
Soir	195,00 \$	195,00 \$	195,00 \$	195,00 \$
Semaine	425,00 \$	360,00 \$	210,00 \$	235,00 \$

	FAMILLE	
	3 PERSONNES DEUX ADULTES ET UN DÉPENDANT	4 PERSONNES & PLUS DEUX ADULTES PLUS DEUX DÉPENDANTS ET PLUS
50 visites	1 065,00 \$	65 visites 1 265,00 \$
70 visites	1 370,00 \$	85 visites 1 565,00 \$
		115 visites 1 670,00 \$
Illimité 3 membres	1 510,00 \$	Illimité 4 membres 1 690,00 \$
		Illimité 5 membres et plus 1 820,00 \$

	COUPLE		
	DEUX ADULTES DE PLUS DE 20 ANS ET DE MOINS DE 65 ANS	UN ADULTE ET UN DÉPENDANT DE 14-20 ANS	UN ADULTE ET UN DÉPENDANT DE 7-13 ANS
35 visites	855,00 \$	810,00 \$	720,00 \$
55 visites	1160,00 \$	1085,00 \$	950,00 \$
Illimité	1330,00 \$	1235,00 \$	1040,00 \$

Taxes en sus sur tous les prix

826-SKIS (Région de Québec)
1 800 567-SKIS (Extérieur de Québec)

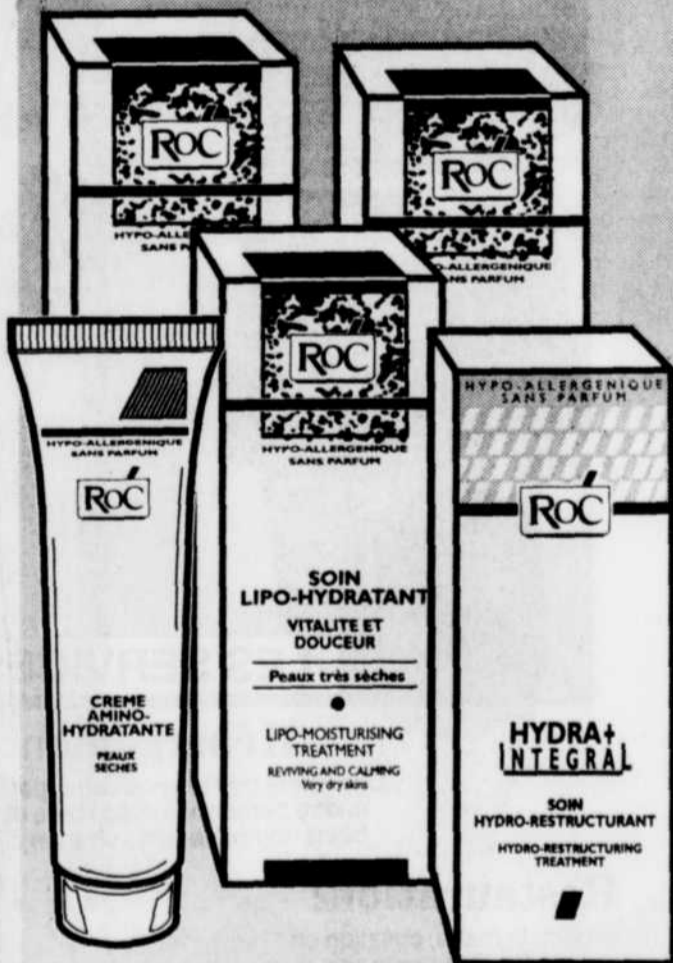
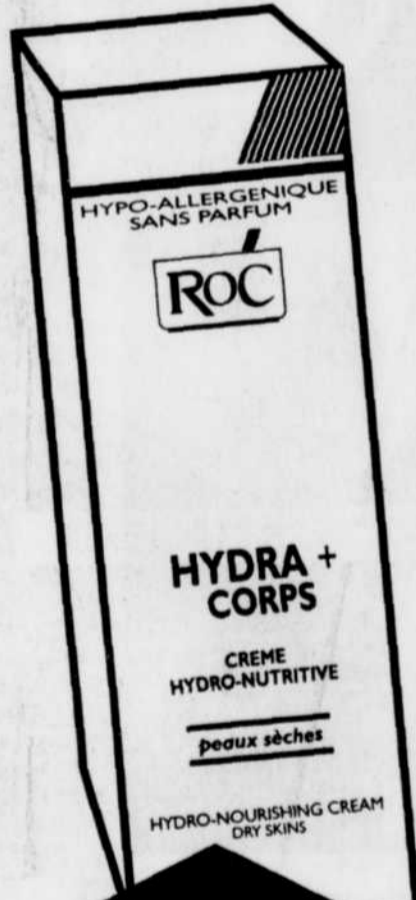


Mont-Sainte-Anne

ROC

Hydratant Hypo-allergénique Sans parfum

Pour une peau souple et jeune, ROC a formulé 4 crèmes hydratantes spécialement conçues pour répondre aux besoins de chaque type de peau.



**CADEAU
AVEC ACHAT**
Valeur de 21,50\$
Recevez
GRATUITEMENT

Crème hydra + corps, 125 ml à l'achat d'une crème hydratante visage de votre choix.

- Hydra + intégral, 40 ml
Prix PJC: 24,77\$
- Crème hydratante, 50 ml
Prix PJC: 17,99\$
- Crème Amino-hydratante, 50 ml
Prix PJC: 17,99\$
- Crème Lipo-hydratante, 50 ml
Prix PJC: 24,77\$

JEAN COUTU

Dans les succursales participantes. Valable du 1er au 7 octobre 1994 ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

LE MONDE

Combats de rue à Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE (d'après AFP, AP et Reuter) — Le centre de Port-au-Prince était transformé hier en champ de bataille, à la suite d'affrontements meurtriers entre des manifestants soutenant le président Aristide, renversé dans un putsch il y a trois ans pour jour, et des partisans de régime militaire.

Au moins cinq personnes ont été tuées et plusieurs blessées dans ces incidents, qui se sont déroulés sans que les forces américaines, pourtant présentes massivement dans la capitale haïtienne, essaient d'y mettre un terme. Quelques heures plus tôt, ces mêmes troupes américaines avaient par contre pris le contrôle des principaux médias haïtiens.

Bien qu'ayant mis en place dans la nuit un dispositif de sécurité spécial comprenant neuf blindés Sheridan dans le centre, à quelques centaines de mètres de la zone où se sont déroulées les escarmouches, aucun soldat américain n'était visible sur les lieux mêmes, au grand dam des manifestants pro-Aristide qui levaient les bras vers le ciel en direction des hélicoptères américains survolant la zone.

Un porte-parole militaire américain, le major Simon Manuel,

s'est montré incapable de dire pourquoi les soldats américains n'avaient rien fait. « Je ne sais pas vraiment pourquoi », a-t-il dit.

Les incidents ont éclaté lorsque la tête d'une manifestation pro-Aristide de plusieurs milliers de personnes, en grande majorité des jeunes gens, est arrivée à proximité du siège du Front révolutionnaire pour l'Avancement et le Progrès Haïtiens (FRAPH), un groupuscule de militants néo-dualistes violemment opposés au retour d'exil du président Aristide.

Des deux côtés, on affirmait que c'est l'autre camp qui a déclenché les hostilités. Pendant deux bonnes heures, militants du FRAPH regroupés devant le siège de leur organisation et armés de machètes, de couteaux, de bâtons et d'armes à feu — essentiellement de vieux revolvers et fusils, mais aussi au moins un fusil automatique — ont livré une bataille rangée à quelques centaines de mani-

festants leur lançant des pierres depuis les rues environnantes.

Des scènes d'une grande sauvagerie se sont alors déroulées. Un homme a ainsi été lynché par les manifestants qui l'accusaient d'être un « attaché » (auxiliaire civil de l'armée et de la police) et d'avoir tiré sur eux. De l'autre côté, un homme a été froidement exécuté de plusieurs balles dans la tête par un membre du FRAPH sans aucune raison apparente.

Précédée la veille par un attentat à la grenade contre une manifestation pro-Aristide qui avait fait au moins sept morts et 50 blessés, cette journée anniversaire avait débuté par une messe dans la cathédrale à la mémoire de toutes les victimes du coup d'État du 30 septembre 1991 et de la répression féroce qui avait suivi. L'ONU estime le nombre de ces victimes à environ 3000.

Prévoyant des incidents après l'attentat à la grenade de la veille, les troupes américaines avaient notamment pris à l'aube le contrôle de la radio et de la télévision d'État, privant ainsi le régime militaire de son principal outil de propagande. Les radio et télévi-

sion nationales haïtiennes avaient été contrôlées sans interruption par les militaires depuis le coup d'État de septembre 1991.

Une tentative de contrôle des médias d'État effectuée en septembre 1993 par le gouvernement du premier ministre Robert Malval, nommé par le président Aristide, s'était soldée par un échec. Des civils armés avaient empêché les nouveaux responsables nommés par le ministre de l'Information de M. Malval, Hervé Denis, d'occuper les locaux.

Hier matin enfin, à proximité du port, quelque 300 personnes ont pillé un magasin de produits alimentaires.

Là aussi, plusieurs véhicules militaires américains sont passés devant le magasin pillé, qui se trouve sur le boulevard la Saline, mais sans intervenir.

Depuis Washington, le président Aristide s'est inquiété des risques d'une nouvelle flambée de violence au cas où les dirigeants militaires seraient complètement amnistiés.

« Il faudra travailler très dur pour contenir ceux qui seraient en



Un partisan du régime militaire tient une colombe entre ses dents tout en menaçant les partisans du président Aristide avec une pierre et un poignard. Le blanc volatile avait été capturé plus tôt alors qu'il servait de symbole de paix aux manifestants pro-Aristide qui commémoraient le 3e anniversaire du coup d'État militaire.

colère », a-t-il dit lors de l'émission *Today* de la chaîne de télévision américaine NBC.

Jean-Bertrand Aristide doit re-

tourner en Haïti aux environs du 15 octobre, date-limite fixée pour le départ du général Raoul Cedras et des autres dirigeants militaires.

Sept personnes auraient trempé dans l'assassinat de Ruiz Massieu au Mexique

MEXICO (d'après AFP) — Sept personnes au moins ont participé au complot pour assassiner Francisco Ruiz Massieu, dirigeant du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI — au pouvoir) et proche du président mexicain Carlos Salinas, a affirmé hier la presse mexicaine.

Le quotidien *Ultimas Noticias de Excelsior*, affirme que quatre autres personnes, toutes connues de la police, en plus des trois évoquées par le procureur général Humberto Benitez, seraient impliquées, dont Maria Eugenia Ramirez, l'épouse de Rodriguez Gonzalez, actuellement en fuite, le

logueur de l'assassin présumé, Daniel Aguinar Trevino, 28 ans, avec qui il a passé un contrat en vertu duquel ce dernier recevrait 16 000 \$ US pour la mort de Massieu.

Selon le même communiqué, ce meurtrier a précisé avoir été contacté par un ami, Carlos Cantu, et qu'ensuite le contrat avait

été passé avec son logeur à Mexico, Fernando Rodriguez Gonzalez.

Un troisième complice, Carlos Angel Cantu, se trouvait dans une voiture en stationnement à proximité du lieu de l'attentat.

Fernando Rodriguez et Carlos Angel Cantu ont réussi à prendre la fuite.

Selon des sources proches de l'enquête sur le meurtre de Ruiz, l'assassin pourrait avoir agi pour le compte de trafiquants de drogue.

Aujourd'hui vous faites quoi?

5 millions\$ un samedi ça vous le dit?



Ça change pas le monde. Sauf que...



Le temps des fêtes à l'Auberge du Mont

Venez vivre en famille, loin des soucis et des tâches quotidiennes, quelques jours de vacances, et venez profiter de nos services, de notre accueil et du décor exceptionnel dans lequel se situe l'Auberge du Mont.

LES SÉJOURS

• Du 24 au 26 décembre • Du 28 au 30 décembre • Du 31 décembre au 2 janvier



LES SERVICES

Hébergement:

Chambres privées pour une, deux, trois ou quatre personnes avec literie et salle de bains complète dans chaque chambre.

Restauration:

Brunch le matin, collation en après-midi, souper le soir et réveillon ou goûter en soirée le jour de l'arrivée.

Activités sur place:

Accès au gymnase et à certains équipements, accès aux sentiers de ski de fond et de raquette, accès à la glissade en chambre à air.

Animation:

Visite du Père Noël, musique, films pour enfants, jeux de société, etc.

Activités à proximité:

- à 20 minutes du centre de ski Stoneham
- à quelques minutes du Village des Sports
- à trente minutes du centre-ville



RÉSERVATION OBLIGATOIRE

L'AUBERGE DU MONT

844-3771 (DU LUNDI AU VENDREDI)

200, BOUL. SAINT-SACREMENT SAINT-GABRIEL-DE-VALCARTIER (Québec) G0A 4S0 (418) 844-3771 Télécopieur: 844-2517

Karadzic se dit prêt à céder des territoires en Bosnie

BELGRADE (d'après AP et AFP) — Sous la pression des Occidentaux et de ses anciens alliés de Serbie, le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, s'est dit prêt hier, pour la première fois, à rendre des territoires et à participer à une union bosniaque avec ses adversaires musulmans et croates.

Dans une interview à l'agence de presse serbe SRNA, M. Karadzic précise qu'il est prêt à « participer à une Union de Bosnie-Herzégovine si cette union est du type de l'Union européenne ».

Il ajoute qu'il accepterait ce « compromis » si l'Union bosniaque comprend des « États souverains disposant de leur propre monnaie, d'une politique étrangère indépendante et de liens économiques » sur le modèle de l'Union européenne.

Le chef des Serbes de Bosnie affirme en outre qu'il se contenterait de « beaucoup moins » de territoires. Les Serbes bosniaques contrôlent actuellement 70 % de la Bosnie. « La qualité des territoires est plus importante que leur quantité », a-t-il souligné.

Les Serbes bosniaques avaient

jusqu'à présent refusé de prendre part à la confédération croato-musulmane car cela aurait conduit, selon eux, à abandonner leur rêve d'indépendance.

Il faut dire que l'un des principaux partisans de M. Karadzic en Serbie vient d'être arrêté et écroué pour « offense à une personnalité officielle ».

Le dirigeant ultra-nationaliste Vojislav Seselj, président du Parti radical serbe (SRS), a été arrêté jeudi à Belgrade et condamné quelques heures plus tard à un

mois de prison ferme. M. Seselj, député et chef du groupe parlementaire du SRS, avait craché mardi dernier sur le président de la Chambre des citoyens du Parlement fédéral yougoslave, Radoman Bozovic, et l'avait insulté parce que M. Bozovic ne laissait pas la parole à un député du SRS.

Vojislav Seselj, 40 ans, ancien responsable universitaire communiste, est un partisan de la « grande Serbie ». Son parti, le SRS, est la deuxième formation politique de Serbie après le Parti socialiste

serbe (SPS) du président Slobodan Milosevic.

Après avoir été pendant longtemps le principal soutien du régime de M. Milosevic, M. Seselj s'est éloigné de lui lorsque Belgrade a commencé à faire pression sur les Serbes bosniaques pour qu'ils acceptent les solutions proposées par la communauté internationale pour la Bosnie-Herzégovine.

Vojislav Seselj est un adepte des méthodes musclées et des déclarations provocatrices, notam-

ment au Parlement, où il a déjà été à l'origine de nombreux incidents.

Défenseur proclamé d'une « grande Serbie » comprenant, outre la Serbie et le Monténégro, de nombreux territoires situés en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, chef d'une milice paramilitaire de plusieurs milliers d'hommes qui ont combattu dans ces anciennes républiques yougoslaves, M. Seselj figure sur la liste des criminels de guerre établie en 1992 par le département d'Etat américain.

En Bref

Mission archéologique

CAP CARNAVERAL (d'après AP) — La navette spatiale Endeavour a décollé hier à l'aube de la base de Cap Canaveral, en Floride, équipée d'un puissant radar qui devrait notamment permettre d'explorer l'itinéraire de la route de la soie de Marco Polo. Il s'agit du deuxième voyage dans l'espace pour ce radar de 366 millions \$ et capable de « voir » à travers les nuages, la végétation, le sable et la glace. « Nous avons réussi ! » s'est exclamé Daniel Bursch, l'un des six astronautes. L'une des missions du radar est en effet de retracer des murs anciens enterrés sous les sables du désert de Taklamaka dans le Nord-Ouest de la Chine, qui auraient ponctué la route de la soie explorée par Marco Polo. Le radar peut détecter des objets à quatre mètres de profondeur dans le sable.

Nouveau président

NAIROBI (d'après AFP) — Sylvestre Ntibantunganya, un Hutu de 38 ans, a été élu hier soir président de la République burundaise, six mois après l'assassinat de son prédécesseur Cyprien Ntaryamira, tué le 6 avril en même temps que son homologue rwandais dans un avion à l'aéroport de Kigali par un tir de missile. Ce double assassinat a servi de détonateur et de prétexte aux massacres de toutes sortes commis au Rwanda depuis ce temps. En sa qualité de président de l'Assemblée nationale, M. Ntibantunganya a assuré l'intérim de la présidence de la République, en essayant de rassembler une classe politique déchirée et un peuple désorienté. De graves incidents ont éclaté, des dizaines de personnes ont été tuées dans des affrontements à caractère ethnique, mais l'explosion généralisée a jusqu'à présent été évitée.

Divorce et ras le bol

LE CAIRE (AFP) — La justice égyptienne a accepté une demande de divorce présentée par une femme après que son mari l'eut obligée pendant 18 ans à se raser le crâne, a rapporté hier le quotidien al-Akhbar. Dans sa plainte, l'épouse, dont l'identité n'a pas été divulguée, affirmait que depuis leur mariage en 1976, son époux ne cessait de la forcer de se raser les cheveux.

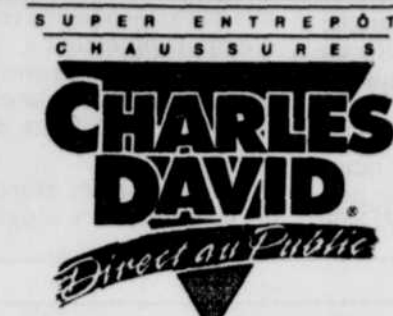
Camion fou

MASNA (Liban) (AFP) — Six Syriens et deux Libanais ont été hier après qu'un camion immatriculé au Koweït eut embouti une file de voitures en attente devant le poste-frontière libano-syrien de Masna. Cinq autres personnes, dont un Syrien, ont été blessées, certaines grièvement, a-t-on ajouté de même source. Huit voitures ont été endommagées dans l'accident qui s'est produit après que les freins du camion transportant un conteneur frigorifique eurent lâché, selon les premières informations recueillies auprès de la police.

Excuses allemandes

MOSCOU (AFP) — L'Allemagne a présenté ses excuses à Moscou pour avoir « diffusé des informations » selon lesquelles des substances nucléaires enrichies saisies à plusieurs reprises en Allemagne cette année provenaient de Russie, a indiqué le service russe de contre-espionnage (FSK), cité hier par l'agence Interfax. Ces excuses ont été présentées au cours d'un entretien téléphonique jeudi entre le directeur du FSK Sergueï Stepaçhine et le secrétaire d'Etat à la Chancellerie Bernd Schmidbauer, coordinateur des services spéciaux allemands, a précisé le chef du service des relations publiques du FSK Alexandre Mikhaïlov. Une polémique entre Bonn et Moscou sur le danger des exportations illégales de substances radioactives en provenance de Russie avait suivi plusieurs saisies de ces substances en Allemagne cet été.

GRANDE NOUVELLE POUR QUÉBEC ET SES ENVIRONS



1400, boul. Saint-Jean-Baptiste

APRÈS AVOIR SERVI LES GENS DE QUÉBEC DURANT 20 ANS, NOUS AVONS DE SÉRIEUX PROBLÈMES FINANCIERS ET SOMMES MALHEUREUSEMENT FORCÉS DE FERMER NOS PORTES. 1,059,000.00\$ MARQUES RECONNUES DE CHAUSSURES ET ACCESSOIRES POUR DAMES ET POUR HOMMES DOIVENT ÊTRE LIQUIDÉS. TOUT DOIT ÊTRE ÉCOULÉ. PREMIER ARRIVÉ !... PREMIER SERVI !...

« DU JAMAIS VU ET COMME VOUS N'EN VERREZ PLUS »

GRANDE VENTE DE FERMETURE

OUVERT DIMANCHE JUSQU'À 17h
LA VENTE SE CONTINUE LUN., MAR., MER.

1400, Boul. St-Jean-Baptisté

877-5500

HEURES D'OUVERTURE
Lun. à mer.: 9h à 18h
Jeu. et ven.: 9h à 21h
Sam. et dim.: 9h à 17h



L'état de santé de Boris Eltsine reste un mystère

MOSCOU (d'après AFP et AP) — Les problèmes de santé du président russe Boris Eltsine, qui a dû annuler hier à Shannon, en Irlande, sa rencontre avec le premier ministre Albert Reynolds, après un malaise dans l'avion qui le ramenait des États-Unis, font depuis des années l'objet d'innombrables rumeurs, mais de très peu d'informations confirmées.

M. Eltsine, âgé de 63 ans, a ressenti un « léger malaise » dû, selon son médecin personnel, au « surmenage » après son voyage aux États-Unis, a indiqué un porte-parole de la présidence russe.

Les subites absences de M. Eltsine, dont la raison officielle, généralement un « refroidissement », ne paraît souvent pas justifier la durée, son visage souvent marqué ou bouffi, sa démarche parfois hésitante, ont donné naissance aux rumeurs les plus diverses. Certains parlent de problèmes cardiaques, ou même de cancer. D'autres, surtout parmi ses adversaires, blâment un penchant pour les boissons fortes.

Seul véritable problème de santé reconnu par le président russe : les problèmes de dos dont il souffre de temps à autre depuis une opération de 1990. M. Eltsine s'est toujours refusé à laisser publier des bulletins de santé officiels comme le font par exemple les présidents américains.

Lors de sa visite ces derniers jours d'abord à Londres, puis à New York et Washington pour le sommet avec Bill Clinton, Boris Eltsine est apparu en forme.

« Je vais vous dire la vérité : le voyage a duré 18 heures, et j'ai simplement dormi. Mes gardes du corps, qui auraient dû me réveiller, ne l'ont pas fait. C'est cela qui s'est passé », a-t-il déclaré aux journalistes à son arrivée hier à l'aéroport de Vnoukovo.



M. Laurent Fabius au moment de son arrivée à la cour de justice, hier à Paris.

Sang contaminé: Fabius inculpé

PARIS (d'après AFP) — L'ancien premier ministre français Laurent Fabius a été inculpé, hier, pour complicité d'empoisonnement dans l'affaire du sang contaminé par le virus du sida.

Cette mise en examen a été notifiée à M. Fabius par la Commission d'instruction de la Cour de justice de la République, un tribunal récemment créé et réservé aux ministres.

M. Fabius, premier ministre de juillet 1984 à mars 1986, est la troisième personnalité de l'ancien gouvernement socialiste à être mise en examen cette semaine dans cette affaire, après l'ancien secrétaire d'État à la Santé, Edmond Hervé, et l'ancien ministre des Affaires sociales, Georgina Dufoix.

L'affaire du sang contaminé par le virus du sida, révélée en septembre 1991, a provoqué un très vif émoi en France.

Les plus hauts responsables de la santé publique en France ont laissé en circulation au premier semestre 1985 des lots san-

guins dont ils savaient qu'ils étaient tous contaminés par le virus du sida. 1200 hémophiles ont contracté la maladie et plus de 300 en sont morts depuis.

M. Fabius a souligné hier que « la seule question dont j'ai été saisi comme premier ministre est celle du caractère obligatoire du test de dépistage du sida. En conscience et dans le contexte de sous-estimation de la maladie qui était celui de l'époque, j'ai pris la décision qu'il fallait et je l'ai prise rapidement ».

M. Fabius, ainsi que M. Hervé et Mme Dufoix, sont tous trois mis en examen pour « complicité d'empoisonnement », un chef d'accusation extrêmement grave qui pourrait théoriquement leur valoir jusqu'à 30 ans de réclusion criminelle.

Les principaux responsables de la transfusion sanguine ont

été déjà condamnés. Mais les associations d'hémophiles et des familles de victimes réclamaient que les responsables politiques au moment des faits soient également jugés.

M. Fabius, qui fut le premier ministre le plus jeune de France en prenant ses fonctions à l'âge de 37 ans, est mis en cause dans l'affaire du sang contaminé depuis maintenant trois ans. Présenté à une époque comme l'un des candidats potentiels les plus prometteurs du camp socialiste à la Présidence de la République, M. Fabius a dit et répété qu'il espérait que les poursuites menées à son encontre lui permettrait de prouver son innocence, dans une affaire qui, selon certains, le « hante ».

Le caractère dramatique des accusations portées contre lui lui enlève toute chance pour l'élection présidentielle de 1995 et pourrait peser encore pour la prochaine en 2002.

POURQUOI C'EST PAYANT DE PASSER À LA CAISSE.

UNE ÉCONOMIE
ANNUELLE DE **85\$**



Parce que le climat économique continue d'étouffer tout le monde, nous considérons que les détenteurs d'un prêt hypothécaire ont le droit de respirer un peu. C'est pourquoi, en 1994, nos membres qui auront à renouveler leur prêt hypothécaire pourront encore le faire **SANS FRAIS***.

Contrairement à la plupart des institutions financières, la caisse populaire Desjardins ne facture ni frais de renouvellement hypothécaire ni frais de gestion mensuels à ses membres. Cela représente en moyenne une économie de **85,00\$ par année**. Voilà pourquoi c'est payant pour vous d'être membre d'une caisse populaire Desjardins.



La caisse populaire
Desjardins

* Offre disponible dans les caisses populaires participantes affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec au moment du renouvellement d'un prêt hypothécaire résidentiel (trois logements ou moins) venu à échéance, dont le terme est d'un an ou plus.



Desjardins L'incroyable force de la coopération.

Affaire Longuet Balladur au pied du mur

PARIS (AFP) — Le premier ministre Édouard Balladur confronté à la pression des milieux politiques et des médias, dans l'attente de la démission pratiquement inéluctable de son ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, impliqué dans une affaire de corruption, est contraint de rompre son silence, estiment les analystes.

M. Balladur, qui n'a pas encore commenté la crise larvée qui secoue son gouvernement, subit une forte pression des événements qui devrait l'amener à donner les raisons de sa décision de conserver, encore pour un mois, un ministre bien encombrant.

Il pourrait s'en expliquer publiquement à l'occasion du discours qu'il doit prononcer aujourd'hui devant les députés libéraux (UDF) réunis à Vittel, ville d'eaux du centre de la France ou bien directement à la télévision.

Outre ses problèmes personnels concernant la construction de sa villa sur la Côte d'Azur, qu'il aurait sous-payé de 240 000 \$, M. Longuet est impliqué dans l'enquête en cours sur le financement du Parti républicain (PR) dont il est le président.

M. Longuet a confirmé hier, au *Figaro* qu'il démissionnera « par respect et solidarité pour Édouard Balladur » s'il est inculpé à l'issue de l'enquête préliminaire en cours. Mais il entend bien mettre à profit le sursis qui lui est accordé pour apporter les preuves de sa bonne foi.

Mais les soucis de M. Balladur ne se cantonnent pas au cas de M. Longuet et la mise en cause, dans une affaire de financement occulte, du PR qui est une importante composante de la majorité conservatrice, avec 107 députés, pourrait sérieusement perturber la stratégie de conquête du pouvoir du premier ministre, à moins de huit mois des élections présidentielles.

Le gouvernement doit tirer les conclusions d'un rapport de police sur le financement du PR qui devait être remis hier au ministère de la Justice et décider ou non l'ouverture d'une procédure judiciaire.

Ce rapport concerne la société Constantine propriétaire des locaux du PR, constituée par M. Longuet, deux autres ministres, François Léotard (Défense) et Alain Madelin (Développement) et Jean-Pierre Thomas, trésorier du parti.

Si l'enquête devait aboutir à une inculpation des ministres concernés, ce que certains analystes n'excluent pas, les implications en seraient encore plus graves que l'affaire Longuet, avec la perspective d'une démission de MM. Léotard et Madelin.

L'équilibre interne de la majorité en serait alors bouleversé et un remaniement ministériel devrait intervenir dans les pires conditions pour M. Balladur.

Un fébrilité croissante gagne ainsi les milieux politiques français, en proie aux supputations, aux rumeurs, aux calculs plus ou moins intéressés et qui visiblement s'attendent à des développements importants.

La peste atteint la ville de New Delhi

NEW DELHI (d'après AFP et AP) — La peste a fait deux morts à New Delhi, les premiers décès dans la capitale indienne, tandis que la découverte, hier, de possibles cas de peste en Grande-Bretagne, démentie par la suite, faisait craindre que la maladie n'ait franchi les frontières.

Les autorités sanitaires britanniques ont annoncé que huit personnes, qui s'étaient rendues en Inde récemment, présentaient des symptômes pouvant être ceux de la peste. Les tests se sont finalement révélés négatifs.

L'actuelle flambée de peste a fait 52 morts et envoyé près de 1500 personnes dans les hôpitaux.

Huit pays ont rejoint hier la liste déjà longue des nations qui ont pris des mesures pour contrôler l'arrivée des voyageurs en provenance d'Inde et le président togolais Gnassingbe Eyadema, en visite en Inde, a préféré écourter son séjour.

Plusieurs milliers de personnes sont bloquées en Inde par l'annulation des vols de plusieurs compagnies aériennes.

Le gouvernement indien, inquiet de cet isolement croissant, a lancé un appel au rétablissement immédiat des liaisons aériennes et a invité les touristes étrangers à ne pas annuler leurs voyages.

Le ministère du Tourisme a affirmé que la peste n'a rien d'exceptionnel, que c'est une maladie qui se soigne et qu'en tout état de cause l'Inde en serait débarrassée d'ici dix jours.

Selon des témoins, les agences de voyage et les bureaux des compagnies aériennes dans la capitale ont été pris d'assaut par des tou-

ristes qui souhaitent écourter leur séjour en Inde.

Les États du Golfe ainsi que l'Égypte, le Yémen et la Malaisie ont interrompu leurs liaisons aériennes avec l'Inde. D'autres pays, comme la Chine, Taiwan, le Bangladesh, les Philippines, le Népal ou le Pakistan ont imposé certaines restrictions aux voyages vers l'Inde.

À New Delhi, les autorités sanitaires ont confirmé hier la mort dans un hôpital de la ville d'un jeune homme de 18 ans et d'un garçon de cinq ans, qui ont tous deux succombé à la peste pulmonaire.

Les deux victimes habitaient la capitale et les médecins n'ont pas encore déterminé comment ils ont contracté la maladie.

Une vingtaine de cas de peste ont été confirmés à New Delhi, où les écoles et les cinémas ont été fermés pour au moins deux semaines afin de limiter la propagation de la maladie.

Le Dr N.K. Shah, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a estimé inquiétant que des habitants de New Delhi soient victimes de l'épidémie, dont le centre se trouve à 925 km de la capitale.

À Ottawa, Santé Canada conseille aux Canadiens d'éviter de se rendre dans les régions où des cas



La chasse des rats s'intensifie à Bombay. Un spécialiste de médecine traditionnelle conseille de placer à l'entrée des maisons des feuilles de Neem, un arbre qui a de nombreuses propriétés dont celles de jouer le rôle d'insecticide naturel. La peste est souvent propagée par les puces du rat. Il recommande aussi de brûler de la bouse de vache pour écarter la contagion.

ont été signalés jusqu'à ce que la situation dans les régions en question soit clarifiée, ou à tout le moins de discuter de l'à-propos d'une prophylaxie antibiotique avec leur médecin.



Explosion à Milan

Au moins six personnes ont été tuées et 12 autres blessées, hier, dans l'effondrement d'un immeuble de sept étages à Milan, a annoncé la police qui s'attend à un bilan plus lourd. « Nous sommes pratiquement certains qu'il y a eu une explosion au 5e étage (...) peut-être quelqu'un a-t-il laissé le gaz ouvert », a déclaré Biaggio Longo, un responsable des services de gaz. Trois des victimes sont des passants qui se trouvaient devant l'immeuble au moment de l'explosion sur la Viale Monza, une rue fréquentée de la capitale lombarde. Les voitures garées devant ont été aplaties sous les débris et les maisons et véhicules situés dans un rayon de 100 mètres ont été recouverts d'une épaisse poussière.

Maxwell tué par le Mossad

JÉRUSALEM (AFP) — Le Mossad, service israélien de renseignements, a tué le magnat de la presse britannique Robert Maxwell, affirme un de ses anciens agents, Victor Ostrovsky, dans un livre dont des extraits ont été publiés par le quotidien « Yediot Aharonot ». Maxwell est mort mystérieusement sur son yacht en 1991. Il aurait menacé, pour obtenir des fonds du Mossad, de révéler plusieurs projets de ce service visant notamment à renverser Mikhaïl Gorbatchev, et à assassiner l'ancien président Bush.

CONGRÈS PÉDAGOGIQUE
de l'Association Rudolf Steiner de Québec
7, 8 et 9 octobre 1994
Entre école et société, l'importance de la famille pour le jeune enfant

Conférencière invitée:
Madame ROSITA MAHÉ
conseillère pédagogique Waldorf

Vendredi soir
La nature profonde du petit enfant
Samedi matin
De l'enfance à la jeunesse
Dimanche matin
Influence de l'enfant sur le développement de l'adulte

SPECTACLE
Eurythmie
présenté par
Le Groupe artistique de Montréal
SAMEDI 8 OCTOBRE
20 h
Côté: 14 \$ tous
10 \$ étudiants (taxes incl.)

La groupe artistique d'Eurythmie de Montréal vous permettra de vivre visuellement le mouvement des paroles poétiques, musicales et parfois humoristiques.

SALLE JEAN-PAUL TARDIF
COLLEGE SAINT-CHARLES-GARNIER
Entrée: 950, rue Joffre, Québec
Côté: 165 \$ tous 85 \$ étudiants (taxes incl.)
Renseignements: 627-2197, 849-3174
Au profit du Jardin d'enfants Waldorf de Québec

ÉCOUTEZ

Avant de faire l'acquisition d'une chaîne haute-fidélité, venez entendre ces petites merveilles.

BOSE

Vos yeux seront éblouis et vos oreilles n'en reviendront pas. De plus, vous ne payez que dans 1 an*.

* Sur approbation du service de crédit

IMMAX
ÉLECTRONIQUE
600, Belvédère, Québec
G1S 3E5

UN ARGUMENT CONVAINCANT...



POUR UN ABONNEMENT!

L'ACCÈS DIRECT

Avec l'ouverture du nouveau tronçon de l'autoroute 73 jusqu'à Stoneham, vous êtes encore plus près du meilleur ski au meilleur prix.

Que vous veniez de l'est, de l'ouest ou de la rive Sud, vous accédez directement et encore plus rapidement aux meilleures conditions de ski de la région. Par la 40, Henri IV, Duplessis ou de la Capitale, plus aucun feu ou arrêt obligatoire ne vous retarde de skier à Stoneham, la station la plus animée.

L'ABONNEMENT À PÉAGE SUR 6 MOIS

Stoneham sort des sentiers battus et vous offre la possibilité d'étaler le paiement de votre abonnement sur 6 mois grâce aux paiements préautorisés.

TARIFS DE PRÉVENTE - VALIDES JUSQU'AU 1^{er} NOVEMBRE 1994

ABONNEMENT INDIVIDUEL		
	Tarifs (taxes excl.)	Mensualités (frais et taxes incl.)
Adultes	595\$	116,80\$
Étudiants (16-22 ans)	460\$	91,16\$
Enfants (7-15 ans)	300\$	60,77\$
65 ans et plus	300\$	60,77\$
Enfants de 6 ans et moins	gratuit	gratuit

ABONNEMENT FAMILIAL		
2 membres	1 080\$	208,91\$
3 membres	1 270\$	245,00\$
4 membres	1 440\$	277,28\$
5 membres ou plus	1 510\$	390,57\$
ABONNEMENT SEMAINE ET SOIR	315\$	63,62\$
ABONNEMENT SOIR	210\$	43,68\$

Tarifs sous réserve de modifications sans avis préalable. Règlements complets disponibles à la station.

LA COURBE DE L'ÉCONOMIE

Votre abonnement* à Stoneham fera fluctuer la courbe de vos économies tout au long de la saison. En voici la preuve:

- 10 à 30% de réduction dans plusieurs services de la station, dont l'hébergement, le restaurant et l'atelier de réparation
- 20% de réduction sur tous les cours de l'école de ski (en groupe ou privés)
- une journée de ski gratuite dans 10 centres à travers le Québec
- 25% de rabais dans plusieurs centres à travers le Québec
- 50% de rabais dans les stations du groupe Mont Saint-Sauveur
- 2 billets de remontée gratuits pour vos invités
- un cirage gratuit pour une paire de skis à l'atelier de la station
- du ski à l'infini sur 140 jours et 120 soirs
- paiement sur 6 mois sans intérêt
- un téléphone cellulaire gratuit du Centre cellulaire Charest, un Centre cellulaire Plus Bell Mobilité!

* Tous les détails sont disponibles à la station. Certains de ces privilèges sont réservés aux abonnés « pleins privilèges ».

LA GARANTIE HASARD DE SKI

Stoneham garantit votre abonnement contre le hasard du ski. En effet, si vous ne skiez pas le nombre d'occasions prévu pour rentabiliser votre abonnement, Stoneham vous créditera la partie non utilisée sur l'achat de votre prochain abonnement. Tous les détails à la station.

PAR QUATRE CHEMINS

Vous pouvez vous abonner à Stoneham par téléphone, par télécopieur, par la poste ou à la station les samedis et dimanches entre 10h et 16h. Ouvert le lundi de l'Action de Grâce.

Stoneham

1420, avenue du Hibou, Stoneham (Québec) GOA 4P0

Téléphone: (418) 848-2411 Télécopieur: (418) 848-1133

POUR LE SKI. POUR LE PRIX. PAR L'AUTOROUTE.

L'ouverture de la porte avant a causé le naufrage de l'«Estonia»

STOCKHOLM (d'après AP, AFP et Reuter) — Le naufrage du traversier « Estonia », qui a fait environ 900 morts et dont l'épave a été localisée hier, en fin d'après-midi, a été au moins en partie provoqué par l'ouverture et peut-être l'arrachage de la porte de chargement avant.

Certains éléments indiquent que la porte avant a été arrachée juste avant le naufrage, selon le président de la commission d'enquête constituée en Finlande, Kari Lehtola, cité par l'agence suédoise TT.

« Apparemment, la porte a été perdue dans la dernière phase » avant le naufrage, a précisé le directeur de la sécurité maritime suédoise, Bengt Erik Stenmark, au cours d'une conférence de presse à Stockholm. « Mais elle était probablement ouverte lorsque le bateau a atteint la haute mer ». Cette porte permettait de faire entrer et sortir voitures, autocars et camions à bord. Le naufrage s'est produit au cours d'une tempête.

L'un des rescapés, en effet, a déclaré avoir vu le bateau sombrer sans sa porte avant, et un autre affirme qu'il avait de l'eau jusqu'aux genoux lorsqu'il se trouvait sur le pont réservé au stationnement des véhicules.

Un membre de la commission d'enquête a d'ailleurs bien souligné qu'il ne s'agit que « d'une théorie, une théorie parmi d'autres ». Qui devra être confirmée

par les explorations de l'épave du navire qui devraient avoir lieu prochainement : un sous-marin finlandais équipé d'un sonar a localisé l'« Estonia », qui se trouve dans une zone connue pour être un cimetière à bateaux. Un robot équipé d'une caméra vidéo a été mis à l'eau hier pour prendre des images et explorer l'épave qui repose par 80 mètres de fond.

Enfin, deux jours après la tragédie, les langues commencent à se délier sur les conditions de sécurité qui entourent la navigation des ferries en mer Baltique. M. Stenmark a annoncé qu'un autre ferry très emprunté par les Scandinaves, le « Mariella » — qui s'était dérouteré pour porter secours à l'« Estonia » mercredi — n'avait pas été autorisé hier à quitter le

port de Stockholm parce que le système de fermeture de la porte avant était défectueux. Jeudi soir, des compagnies maritimes suédoises et finlandaises ont reconnu avoir tu six incidents graves dans le passé, touchant chaque fois au fonctionnement de cette porte avant.

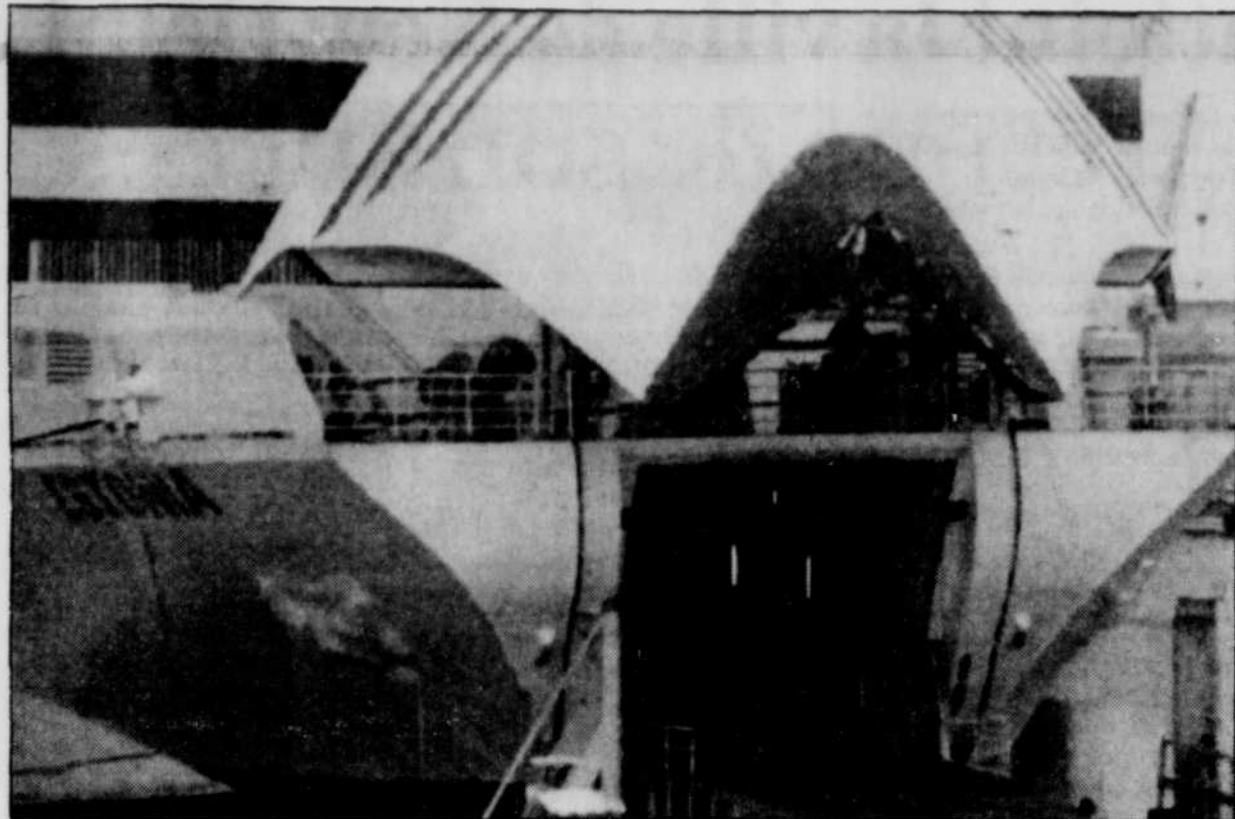
Les inspecteurs maritimes suédois ont donc entrepris jeudi et hier d'examiner toute la flotte de ferries. « Il s'agit d'une inspection très complète et il faudra du temps pour en venir à bout », a déclaré Benkt Noren, l'un des inspecteurs.

Ces révélations ont provoqué un choc en Scandinavie, où l'idée générale était que les traversées en ferry ne présentaient pas de danger particulier.

L'identification des 85 corps retrouvés a commencé entretemps à Helsinki. Ils seront restitués aux proches et rapatriés dans leur pays d'origine.

■ Rescapé chanceux

STOCKHOLM (AP) — Per-Arne Persson, un routier de 37 ans, peut remercier son ange gardien. L'année dernière, il a manqué de dix minutes le départ d'un ferry qui a été pris dans une tempête avant de chavirer, faisant 54 morts. Cette semaine, il n'a pas manqué l'« Estonia », mais fait partie des 140 survivants de la catastrophe. Après avoir passé quatre heures dans l'eau glacée, il a été récupéré par un hélicoptère. « Depuis le premier accident, Per-Arne dort tout habillé si le temps est mauvais. Et il s'assure qu'il a un gilet de sauvetage à portée de la main », a expliqué sa femme Susanna.



Sur cette photo de l'« Estonia » prise en février dernier avec sa porte de chargement avant béante, on comprend pourquoi le naufrage fut si rapide : les flots se sont engouffrés dans le bâtiment qui a coulé en moins de cinq minutes alors qu'aucune cloison interne ne permettait de les contenir.

MAISON
GUY Poirier

1 200, avenue Germain-des-Prés, Sainte-Foy, Québec 418-658-8814

Moi mes SALOMON vont encore randonner !

Salomon vous fera redécouvrir les randonnées de votre enfance dans le confort. Les bottes de randonnée pédestre Salomon possèdent une semelle à haut degré d'adhérence, des pare-chocs à l'avant du pied, une structure de mi-semelle renforcée. Avec Salomon vos randonnées redeviendront un pur plaisir.

DEMERS
BICYCLETTES ET SKIS DE FOND

1044, 3^e avenue
Québec
529-1012

De 65 \$ à 189 \$
SALOMON

Pour un automne tout en beauté

DÉCOUVREZ LE SOIN ÉCLAT-VITALITÉ ADN/ARN

pour retrouver jeunesse, vitalité et bien-être

10\$

de rabais sur le facial ADN/ARN

Cour. : 45 \$

35\$

L'effet est immédiat et spectaculaire : la peau est lisse, l'ovale du visage restructuré. Votre visage est éclatant et reposé. Rendez-vous sans tarder dans votre Centre de Beauté. Nos esthéticiennes diplômées vous attendent. Offre valable jusqu'au 23 octobre 1994

PLACE STE-FOY
654-9334

GALERIES DE LA CAPITALE
623-9338

PLACE LAURIER
652-2355

GALERIES CHAGNON
835-5321

PLACE FLEUR DE LYS
649-7111

TOUT EST RÉDUIT À L'OCCASION DE LA

VENTE PRIVILÈGE

DE LA LIBRAIRIE LAURIER ET LUI D'ELLE

PROFITEZ DES AUBAINES AVANT LES FÊTES

25%

50%

35%

25%

sur tous les LIVRES, DICTIONNAIRES ET CADEAUX

sur les CARTES DE SOUHAITS

sur la PAPETERIE COMMERCIALE ET SCOLAIRE

sur les CALCULATRICES ET AGENDAS ÉLECTRONIQUES

LES PLUS GRANDS SPÉCIALISTES DE LA PAPETERIE ET DU LIVRE À PLACE LAURIER !

LIBRAIRIE LAURIER
Place Laurier
1er étage, Mail central

LUI D'ELLE
Place Laurier
1er étage, Mail central

DOSSIER

Le Casino de Montréal victime de son succès

□ La révolte gronde parmi les employés; une bonne note pour la sécurité

MONTREAL — Un an après son inauguration, le Casino de Montréal retient surtout l'attention par son incroyable popularité. Mais derrière ce succès-story se cachent la colère et la désillusion des employés qui ont la désagréable impression de faire les frais de l'achalandage monstre de la première maison de jeu légale du Québec.

par
**VINCENT
MARISSAL**
LE SOLEIL

Les employés de Resto-Casino, une filiale de la Société des casinos qui gère les restaurants et les bars, se plaignent du manque de personnel, d'espace et de matériel, de la surcharge de travail, des horaires changeants et de l'absence de règles de santé et sécurité au travail.

Sous le couvert de l'anonymat, des employés des bars, de la cuisine et des restaurants parlent de climat de peur, d'atmosphère malsaine et d'organisation de « broche à foie ». Trop, c'est trop, disent les 360 salariés qui ont décidé de se regrouper sous la bannière CSN. La demande d'accréditation a été déposée le 1er septembre.

« Au début, les gens marchaient sur le prestige d'avoir été choisis parmi les milliers de candidatures et le casino jouait là-dessus en disant : vous êtes l'élite de la restauration, indique un serveur. Pendant des mois, nous pensions que la situation allait s'améliorer, mais on a finalement compris qu'il valait mieux former un syndicat si on voulait vraiment se faire entendre. »

Presque tout le monde travaille plus que leurs huit heures pour arriver à compléter leur boulot sans toucher de temps supplémentaire, ajoute un employé de la cuisine. « On n'est même pas capables de prendre nos "breaks" sans nous mettre dans le jus... »

Pour les serveurs, il est évident que la direction de Resto-Casino est complètement dépassée par les événements. « Nous ne sommes pas organisés pour servir 1800 repas par jour au restaurant La bonne carte et 150 au restaurant haut de gamme Nuance, ajoute le serveur. Resto-Casino a engagé des occasionnels, mais ils travaillent tous 40 heures par semaine. Impossible donc de se faire remplacer quand on est malade. »

Autres récriminations : les coupons de jeu des joueurs de la section VIP peuvent échanger

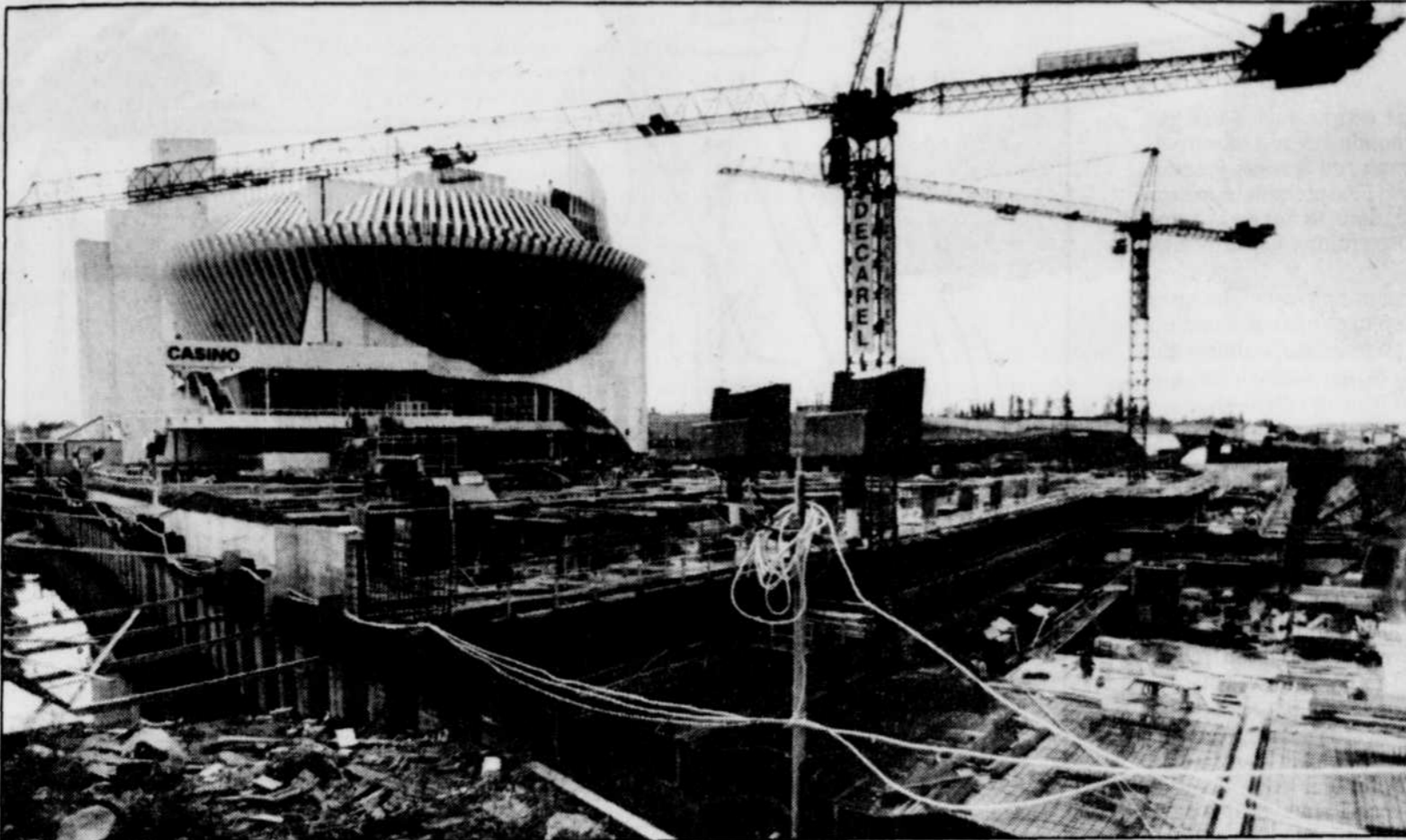
dans les restaurants changent de valeur pratiquement tous les jours, ce qui amène inévitable-

ment des erreurs de facturation à la charge des serveurs. Même chose quand un client profite de

la configuration des lieux pour se sauver sans payer ou quand le réseau de caisses enregistreuses

électroniques « saute », ce qui se produit pratiquement à chaque sursaut de courant. « Et comme il

y a présentement des travaux au casino, cela arrive presque tous les jours », dit le serveur.



Les travaux de rénovation vont bon train au Casino de Montréal dans l'île Notre-Dame.

Une bête moins monstrueuse que prévu

MONTREAL — Un an et 5000 tests de profils de comportement plus tard, la Sûreté du Québec peut maintenant affirmer que le Casino de Montréal n'est pas le monstre vicieux et pervers que l'on craignait.

À part quelques accidents de parcours, comme la fameuse histoire du Keno « déjoué » ou la visite de tricheurs « professionnels », les 10 agents de la SQ affectés au module casino de Montréal n'ont pas grand-chose à signaler sur la maison de jeu de l'île Notre-Dame.

Le capitaine Richard Bélanger constate toutefois que le Casino est « une belle place pour le blanchiment d'argent. Mais ce n'est pas une surprise, nous l'avions dit avant l'ouverture. »

« Des gens arrivent au casino et échangent de l'argent contre des jetons, explique M. Bélanger. Ils passent une demi-heure au casino, puis ils échangent ces jetons contre un reçu. C'est sûr qu'il y a beaucoup d'argent qui circule et nous savons qu'il y a aussi des criminels connus au Casino, mais il y en a aussi au Forum ou ailleurs. »

Selon le lieutenant-détective Mario Gisoni, du poste 33 du Service de police de la CUM, « il

ne faut pas croire que ce sont des mafiosi ou des membres du crime organisé qui blanchissent de l'argent au Casino. Ce sont bien plus les travailleurs au noir. De toutes façons, quelqu'un qui viendrait trois fois par semaine pour blanchir 100 000 \$ serait très rapidement identifié. »

« Avec les systèmes de sécurité que nous avons mis en place, les joueurs qui arrivent au casino avec beaucoup d'argent sont tout de suite repérés », confirme Vincent Trudel, le président de la Société des casinos du Québec.

En effet, le Casino a mis le paquet sur la sécurité : 200 employés y sont affectés, des caméras ont été placées partout et des agents de la SQ travaillent à l'intérieur du Casino. Si ça ne suffit pas, le directeur général de l'établissement, Ron Sheppard, est lui-même un ancien agent de la GRC, son adjoint a travaillé plus de 20 ans à l'escouade de la moralité du SPCUM et le nouveau directeur de la sécurité, Jac-

ques Grilli, a lui aussi fait carrière dans la GRC.

Malgré tout, quelques audacieux filous réussissent à sévir dans la forteresse. Pas longtemps, faut-il toutefois préciser. Ce fut le cas, entre autres, d'un groupe d'Italiens, « tricheurs professionnels de calibre international », qui ont testé le Casino de Montréal. Connus et suivis par tous les corps policiers du monde, ils ont été rapidement épinglés.

Même chose pour un escroc de moindre envergure qui profitait de la cohue pour voler des jetons aux tables de black jack. Manque de pot, les préposés à la sécurité ont filmé et enregistré son manège quatre fois...

À part ça, de la routine : quelques cas de cartes de crédit falsifiées ou volées, des sacs à main volatilisés, des accrochages dans le stationnement...

Quant à la prostitution, « il y a eu des tentatives pour entrer quand le Casino a ouvert, mais on a réagi, dit le capitaine Bélanger. Il y en a encore, comme partout dans les grands hôtels, mais ce n'est pas majeur. De toutes façons, ce n'est pas ce que le joueur recherche. »

En fait, ce qui occupe le plus les agents du module casino, ce sont les tests de profil de comportement auquel doivent se soumettre tous les employés et les fournisseurs du Casino.

La SQ en a fait 5061 pour Montréal, 1000 pour Charlevoix et prévoit en faire encore 5000 pour le casino de l'Outaouais.

Les policiers de la SQ se sont préparés de longue date à l'arrivée de casinos au Québec : cours au centre de formation du New-Jersey et avec le Dr Robert Ladouceur de l'université Laval sur le jeu pathologique, contacts soutenus avec les corps policiers européens, ontariens et américains, séminaires à Vancouver sur les casinos en territoire autochtones et à Las Vegas sur le jeu asiatique, question d'« apprendre à connaître les philosophies », précise le capitaine Bélanger.

Et l'île Notre-Dame ? « C'est un bon choix, conclut M. Bélanger. Le site même crée une restriction sur le jeu, il faut prendre le transport public ou son automobile pour s'y rendre, alors que si le Casino était en plein centre-ville, les gens pourraient aller n'importe quand, sur l'heure du midi, par exemple. »

De plus, le personnel se sent épié par les omniprésentes caméras vidéo et se plaint des problèmes de santé et sécurité au travail, particulièrement les serveurs du bar à jus, qui collectionnent les tendinites au poignet...

Rien ne va plus

À l'instar de leurs confrères de Resto-Casino, les 700 croupiers en sont arrivés à la conclusion « que la seule façon de négocier avec la direction était de former un syndicat », explique Roger Leclerc, président du comité exécutif temporaire du syndicat des croupiers SCFP-FTQ.

« Au début, les conditions de travail semblaient correctes : vacances, fériés, tout ce qui semble alléchant, raconte M. Leclerc. On a commencé dans un casino d'une grosseur raisonnable, mais il a pris de l'expansion et la direction n'était pas prête à ça. Cela a amené un surplus de travail. À la demande du casino, nous avons donc formé un comité de travail qui avait pour but d'énumérer tout ce qui ne marchait pas. Mais toutes nos demandes ont été refusées. »

Le président du futur syndicat constate que le « climat malsain » dans lequel travaillent les croupiers commence à miner le moral des plus enthousiastes. M. Leclerc et ses confrères se plaignent surtout de ne pouvoir profiter de leurs jours fériés à cause du manque de personnel.

« Les règles du jeu ne sont pas encore établies pour le système de promotion ou le choix des horaires, déplore-t-il. Loto-Québec a vendu le casino par son service à la clientèle, mais à date ils (la direction) ne nous donnent pas un gros coup de main pour que l'on puisse suivre. »

Un droit démocratique

Le président de la Société des casinos du Québec, Vincent Trudel, n'est pas peu fier des résultats de sa maison de jeu. Il admet toutefois que la popularité du casino dépasse largement toutes les prédictions, ce qui amènera nécessairement des ajustements.

« Nous avons connu quelques difficultés, dit-il, il faut maintenant stabiliser le bateau. »

Pour ce qui est de la syndicalisation prochaine de ses employés, il répond, diplomate : « C'est un droit démocratique de se syndiquer, nous ne sommes pas contre, mais nous sommes persuadés que les conditions de travail que nous offrons seront reconnues par n'importe quel arbitre. »

Un sentiment d'urgence habite l'équipe Parizeau

QUÉBEC — « Monsieur Parizeau ne gouvernera pas comme s'il était là pour 20 ans. C'est donc la pédale au fond qu'on va gouverner », confiait hier un proche du nouveau premier Jacques Parizeau.

par
**Donald
CHARETTE**



Il flottait en fait un petit air de 1976, quand le premier gouvernement péquiste avait secoué le Québec et le Canada, lors de la prestation de serment du conseil des ministres, lundi, au salon rouge de l'Assemblée nationale.

La composition du conseil des ministres a surpris, le ton pris par Jacques Parizeau et la teneur de son discours ont étonné. Un sentiment d'urgence habite le nouveau gouvernement québécois qui garde en tête le référendum pour 1995. Avant cet incontournable rendez-vous, le PQ veut convaincre les Québécois qu'il peut vaquer efficacement aux affaires de l'État.

D'ici les Fêtes, voici ce que devraient être les priorités du gouvernement :

● **Loi 142** : M. Parizeau a promis d'abroger cette loi qui déreglementait le secteur de la construction résidentielle (huit logements

ou moins). C'est la ministre à la Concertation et à l'Emploi, Louise Harel, qui regarde la façon d'y arriver. Au PQ, on est convaincu qu'on peut régler ce nouveau secteur et obtenir des parties patronales et syndicales qu'elles concluent une convention collective (depuis des années, le gouvernement décrie ces conditions). On prévoit, s'il le faut, tenir un bref sommet de la construction.

● **Le Fonds de démarrage de nouvelles entreprises** : annoncé en campagne électorale, ce fonds devrait voir le jour rapidement. C'est Daniel Paillé, ministre de l'Industrie, Commerce, Science et Technologie, qui va piloter ce programme de 300 millions \$ sur deux ans. Basé sur des garanties de prêts, il prévoit d'avancer 50 000 \$ par entreprise dans le secteur manufacturier et 25 000 \$ dans les autres secteurs. Les institutions financières participantes devraient consentir un congé d'intérêt pendant trois ans.

● **Les écoles de village et de quartier** : le cas de Batiscan a pris valeur de symbole et le « Gens de

Batiscan, tenez bon ! » va se traduire par une politique. Le gouvernement ne prévoit pas débloquer des fonds pour parvenir à garder les écoles ouvertes, mais va demander aux commissions scolaires de remplir cette mission.

● **Lois 102 et 198** : Parizeau a demandé cette semaine à la ministre Pauline Marois de trouver des « alternatives » aux lois 102, qui gelaient les salaires des employés de l'État, et 198, qui comprimait de 20 % (cadres) et 12 % (syndiqués) l'effectif de la fonction publique. Selon une source sûre, il ne s'agit pas d'abolir ces lois — ces économies ont été budgétées en partie — mais de trouver avec les syndicats la façon de réaliser des compressions sur une base volontaire en modifiant des façons de travailler.

● **Les privatisations** : le gouvernement a annoncé ses couleurs dans le cas du zoo et de l'Aquarium de Québec. Dans celui du Mont-Sainte-Anne, on devrait annoncer la formation d'un comité d'experts indépendants chargé de scruter la transaction. Si elle n'est pas nette, le gouvernement péquiste devra songer à une loi pour exproprier, sinon il va laisser passer.

Le gouvernement n'a pas encore décidé s'il y a un minibus-

get ou si on va attendre au printemps. Selon les premières indications, la situation « est pas si pire » en ce qui regarde les revenus gouvernementaux.

Miser sur les régions ou les acheter ?

Le premier ministre affirmait lundi que « les régions sont arrivées à Québec » et a présenté les délégués régionaux comme des « empêcheurs de centraliser tranquille », le contrepoids naturel du conseil des ministres.

On ne distingue pas clairement la portée de cette structure nouvelle et dérangeante. Au PQ, on y voit la clé de voûte de tout l'appareil de l'État. Certains estiment qu'il s'agit d'une « gimmick » temporaire destinée à débloquer des fonds et acheter le vote des régions en prévision du référendum.

Au bureau du premier ministre, on affirme plutôt qu'il s'agit de donner aux régions un accès direct au pouvoir, en sachant bien que c'est M. Parizeau qui devra faire des arbitrages au bout de la ligne. « C'est exagéré de dire que c'est pour le référendum seulement. On fera un bilan dans un an. Si le référendum passe, ça va nous permettre d'opérer une vraie décentralisation. Il faut bien noter aussi que ces délégués vont nous parler de ce qui passe chez eux 'at large' et qu'ils auront un rôle à jouer, par exemple dans le pro-

blème de pénurie de médecins », confie un conseiller de M. Parizeau.

Ces postes de délégués, qui sont en fait des adjoints parlementaires modifiés, ont été conçus par le comité de transition et notamment Guy Chevrette, qui est devenu justement le ministre d'État au Développement des régions. Les budgets seront les mêmes — 300 millions au total — qui transitaient par les Fonds décentralisés de création d'emplois mis en place sous les libéraux.

On ne pense pas pour l'instant à créer une « Chambre des régions » au Québec.

Des ordres

Malgré toutes les spéculations, le nouveau cabinet a stupéfié. Personne n'avait imaginé Jean Garon à l'Éducation.

On voulait éviter de faire en sorte que celui qui agissait comme critique officiel dans l'opposition hérite du même dossier au gouvernement et se fasse rappeler des déclarations embarrassantes. Richard Le Hir a déjoué tous les calculs et Camille Laurin, Mr Bill One-O-One, dirigera un comité chargé de relever Montréal.

Mais ce qui a surpris beaucoup d'observateurs, c'est le texte de Jacques Parizeau. D'abord, on n'avait jamais vu un premier ministre donner des instructions en

direct à ses ministres à la télévision : « gardez nos buts », « trouvez un moyen, je vous donne deux ans », « le dossier des BPC traîne depuis deux ans, réglez-le » ; et ainsi de suite.

Puis cet appel à une souveraineté qui englobe tous les Québécois, car « nous sommes déjà un pays dans nos têtes et dans nos coeurs, pourquoi ne pas le dire tout haut, le proclamer à nos enfants et au monde ? »

M. Parizeau a d'ailleurs ouvert un nouveau front politique en incitant les souverainistes libéraux et les partisans de Mario Dumont à réfléchir à leur plate-forme politique après un OUI à la souveraineté car le PLQ devra alors définir sa gestion d'un Québec souverain.

Pour le reste, le gouvernement Parizeau gère comme si le référendum devait avoir lieu dans quelques mois. « On ne peut pas laisser flotter la possibilité qu'il peut être retardé. D'ailleurs, on va le tenir et le gagner », certifie un de ses proches.

Entre-temps, le PQ a lancé les hostilités avec Ottawa et empoché 34 millions \$ en trois jours. Avec un gouvernement péquiste à Québec, il faudra se réhabituer à voir le Canada comme une caisse centrale, un système de redistribution de millions, avec lequel on fait affaire quand c'est « payant ».

ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur
GILBERT LACASSEÉditorialiste en chef et adjoint à l'Éditeur
J.-JACQUES SAMSONRédacteur en chef
GILBERT LAVOIEDirecteur de l'information
ANDRÉ FORGUESLumière sur
des « maux
de femmes »

Au congrès qui réunissait cette semaine des gynécologues et obstétriciens du monde entier à Montréal, les vedettes ont été plusieurs « maux de femmes », selon la formule vieillotte utilisée par l'ex-premier ministre Daniel Johnson qui avait oublié, dans le feu de la campagne électorale, le nom d'interventions chirurgicales spécifiques aux femmes...

Les femmes auront certainement noté que, quelques semaines à peine après la conférence internationale du Caire, organisée par les Nations unies sur le thème du développement et de la population, ce congrès leur a, à nouveau, permis de faire la « une » des médias.

Au Caire, la querelle entre intégristes et libéraux sur le droit à l'avortement avait rejeté dans l'ombre bien d'autres problèmes de santé des femmes du Tiers-Monde. À Montréal, quelques gynécologues, venus de ces coins du monde, ont débatté les multiples entraves qui nuisent à la santé des femmes des pays qui voudraient prendre la voie du développement. Les mutilations sexuelles, la sélection des foetus selon le sexe, la négligence médicale et la mauvaise alimentation qui sont le lot des filles ont été particulièrement mises en relief.

Ces femmes « partent » de si loin... Tant que la vie d'une femme n'aura pas partout la même valeur que celle d'un homme, leurs problèmes de santé resteront sous le boisseau, compromettant leur vie, le bien-être de leur famille et le développement de leur pays. C'est le raisonnement auquel en sont arrivés la plupart des pays industrialisés qui orientent de plus en plus l'aide internationale en direction des femmes.

En Amérique du Nord, la naissance d'une fille est une joie et elles performent mieux que les garçons à l'école. Pourtant, l'Institut canadien de santé infantile relevait qu'elles sont souvent stressées et peu sûres d'elles. À l'âge adulte, 65 % d'entre elles travaillent hors de la maison alors qu'elles ont charge d'enfants en bas âge et qu'elles ne gagnent souvent que les deux tiers du salaire d'un homme. Elles sont aussi nombreuses à élever seules leurs enfants. Se préoccupe-t-on suffisamment des répercussions que ces conditions de vie peuvent avoir sur leur santé ?

Bref, l'attitude de notre société est-elle si différente alors que même les « maux de femmes » de nature médicale ne sont eux-mêmes que difficilement reconnus comme des problèmes majeurs de santé ?

Ce n'est qu'il y a huit ans, par exemple, qu'un groupe de femmes a mis sur pied, dans le sous-sol d'une résidence, la Fondation canadienne pour le cancer du sein. C'est aujourd'hui le groupe qui fait le plus de promotion en faveur de la recherche et de l'éducation sur cette terrible maladie.

Personne n'avait auparavant senti le besoin de soutenir de façon particulière la recherche sur ce cancer qu'on diagnostique chez 16 000 femmes chaque année et qui cause 5400 décès par an. Est-ce parce qu'il s'agit non seulement d'une maladie de femmes mais aussi d'un cancer qui frappe surtout de « vieilles » femmes de plus de 55 ans ?

La Fondation canadienne du cancer du sein veut faire d'octobre le mois de la sensibilisation à cette maladie. Reprenant un symbole connu, c'est en portant un ruban rose au revers de sa veste qu'on manifeste son appui. N'y manquons pas !

MARIE CAQUETTE

Bloc-notes

La radio au bout
de son rouleau

Journée sombre pour la radio québécoise, hier. Six stations AM ont quitté les ondes abruptement, dont quelques fleurons de l'histoire des médias : CJMS à Montréal, CJRP à Québec et des stations à Hull, Chicoutimi, Trois-Rivières et Sherbrooke.

Les lois du marché ont gagné. Le passage graduel mais constant de l'auditoire de la bande AM à la bande FM a frappé dur. La fusion des chaînes Radiomutuel et Télémedia prive le public d'un choix, certes, mais il ne fallait pas s'attendre à autre chose.

Déjà les deux réseaux avaient dangereusement dégraissé leurs salles de nouvelles : il est toujours plus facile de congédier des journalistes que des animateurs-vedettes aux salaires dépassant tout entendement.

Les responsables ne l'admettront sans doute pas ouvertement mais la course aux grands noms, pour ne pas dire trop souvent aux grandes gueules et aux « sportnalistes » a coûté cher, très cher. La chasse aux cotes d'écoutes aura fort contribué au massacre d'hier.

La multiplication des chaînes spécialisées sous la houlette du CRTS a cassé le marché publicitaire : la radio AM a perdu 60 millions \$ depuis cinq ans, disait hier le grand manitou de Télémedia, Philippe de Gaspé Beaubien.

En région, surtout, la multiplication des radios FM sans augmentation des ressources publicitaires globales ne permettait pas la survie de l'ensemble des AM.

Même les concurrents survivants s'attristent des événements d'hier. Les entreprises pourtant ne perdent pas tout : leurs propriétés sur la bande FM attirent un public de plus en plus large et la restructuration annoncée hier ne les concerne pas.

Les propos lenifiants sur la création d'une nouvelle chaîne d'information cachent mal la réalité : les Québécois se retrouvent moins bien informés ce matin qu'ils l'étaient hier, et personne ne tire profit de cette situation.

Des voix qui s'éteignent, une centaine de chômeurs en plus, la radio telle que nous la connaissions a atteint le bout de son rouleau.

RAYMOND GIROUX



La longue marche de Bernard Landry

Lil y a une catégorie d'hommes politiques dont les talents ou les mérites justifient les plus hautes ambitions, mais qu'une sorte de fatalité empêche d'atteindre le sommet. Des hommes comme Adlai Stevenson dans les États-Unis d'après-guerre. Ou Michel Rocard dans la France d'aujourd'hui.

Pendant des années, Bernard Landry a été témoin des vains efforts de son ami Rocard, dont les dernières chances d'accéder à la présidence de la République semblent s'être définitivement envolées. Et il doit se demander s'il ne sera pas lui-même victime de ce mauvais sort.

M. Landry était visiblement satisfait, lundi dernier, au Salon rouge. Le nouveau ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, également responsable de la Francophonie, sera indiscutablement le numéro 2 du régime Parizeau.

Sauf que pour lui, ce n'est pas suffisant. Il n'a jamais caché qu'il voulait devenir premier ministre du Québec. Ce qui est parfaitement légitime. Déjà en mars 1984, bien avant qu'il soit question de la retraite de René Lévesque, il s'était porté volontaire pour lui succéder avec une franchise rare dans ce genre de situation.

« Quand on fait de la politique, c'est pour aller au maximum de ses capacités, avait-il déclaré. Je me tiens en forme physique, intellectuelle et morale et, à 47 ans, je sais que je suis capable d'atteindre la première place ». Dix ans plus tard, je suis sûr qu'il le pense encore, mais ça commence à presser.

Sa première tentative, en 1985, n'a pas été très glorieuse. Quand il s'est rendu compte qu'il risquait de finir troisième, loin derrière Pierre Marc Johnson et même Pauline Marois, il a abandonné en plein milieu de la course. Un beau vendredi soir, il

La chronique de
Michel
DAVID

a publié un communiqué avisant les médias de sa décision et il a filé sans dire un mot vers les plages américaines.

Il a failli s'étouffer, il y a quelques années, quand LE SOLEIL a rapporté qu'aux yeux de Jacques Parizeau, Lucien Bouchard avait « l'étoffe d'un premier ministre ». Tellement que M. Parizeau a cru nécessaire de me rabrouer publiquement pour avoir écrit qu'il venait de désigner le chef du Bloc comme successeur.

À y repenser, j'avais peut-être un peu trop étiré l'élastique. Le chef du PQ avait probablement reconnu comme tout le monde les qualités de M. Bouchard, mais quand même pas à ce point. Et puis, il n'aurait pas fait un coup pareil à M. Landry qui, depuis des années, lui a permis de garder la parfaite maîtrise de son parti. Au PQ, ce n'est pas une mince affaire.

Ça paraît peut-être un peu bizarre de commencer à parler de ça, alors que le gouvernement Parizeau n'a même pas une semaine d'existence. Mais selon les résultats du référendum, ça pourrait venir plus vite qu'on pense. D'ailleurs, ça ne me serait pas venu à l'esprit si M. Landry n'avait pas recruté Pierre Boileau à titre de conseiller.

Ce nom ne dit sans doute pas grand-chose au grand public, mais c'était jusqu'à présent le directeur général et organisateur en chef du PQ. C'est curieux, je ne lui connaissais aucun intérêt particulier pour les affaires internationales. En revanche, il

connaît le parti comme le fond de sa poche. Le gars idéal pour préparer une course au leadership.

Même si la dernière campagne du PQ n'a pas été un modèle d'organisation, c'est normalement au bunker qu'il aurait dû se retrouver. Cet ancien fonctionnaire fédéral travaillait déjà pour M. Parizeau lors de l'élection de 1973. Quand il est revenu, au début de 1988, après le putsch contre Pierre Marc Johnson, c'est encore lui qui a dirigé sa campagne en solitaire.

Je me demande comment réagirait M. Landry, advenant un NON au référendum. Je doute fort qu'il abandonne la politique. On a beaucoup reproché à Lucien Bouchard d'avoir succombé au « beau risque » en 1984, mais on oublie toujours que M. Landry a fait le même pari.

Quand les Parizeau, Laurin, Lévesque, Lazure et compagnie ont démissionné du cabinet Lévesque, lui est resté. Après une curieuse tentative de médiation, qui prétendait ménager la chèvre et le chou, il avait finalement désavoué les « orthodoxes ».

Tout en se disant toujours souverainiste, il avait vu, lui aussi, la possibilité d'une réconciliation historique dans l'élection de Brian Mulroney. Voici ce qu'il déclarait au SOLEIL en août 1985 : « Des démocrates comme nous devraient le prendre, ce beau risque. Le 4 septembre dernier est un événement majeur dans l'histoire politique du Québec et du Canada. La bonne foi se présume ».

C'est seulement quand M. Johnson est devenu officiellement chef du PQ que M. Landry est revenu à une plus grande orthodoxie. Ce qui ne l'a pas empêché d'accepter le ministère des Finances et de se représenter aux élections de 1985, même s'il était évident que son nouveau chef avait tourné le dos à la souveraineté.

Peut-être qu'il devrait faire comme M. Bouchard et écrire un livre pour nous expliquer tout ça.

Votre Opinion

Permis, pas permis

Je me suis rendu au supermarché MAXI de la rue d'Estimauville pour y faire mes achats alimentaires. Tout en ratissant les allées des fruits et légumes, j'aperçois deux femmes qui grilent une cigarette chacune, juste sous un énorme signe « Défense de fumer » de un mètre carré ; un peu plus loin, je découvre un autre de ces signes immenses. Je m'adresse donc à des employés de MAXI qui travaillent tout près et je leur mentionne que deux dames défient l'interdiction de fumer dans cet édifice.

À mon grand étonnement, l'un d'eux me répond que ces grands signes sont bien accrochés dans cette partie du supermarché mais qu'ils ne les font pas respecter, de peur que ces dames ne reviennent plus faire leurs achats à cet endroit. J'ai alors pensé : « Et moi en tant que cliente ? » Je me suis rapidement décidée et j'ai alors replacé tous les articles qui étaient dans mon panier sur les étagères respectives et je suis allée faire mes achats dans un autre supermarché.

Morale de cette histoire : celle-ci a pour but de démontrer l'incongruité du fait que, chez MAXI d'Estimauville, on installe des pancartes « Défense de fumer » et que l'on ne les fasse pas respecter. Pourquoi, alors, ne pas passer outre des pancartes qui annoncent : « Défense de voler » ou « Défense de stationner » ? Peut-être aussi pouvons-nous tâter les fruits et les légumes à notre goût, en faisant fi du signe qui demande « Défense de tâter les fruits et les légumes »...

De grâce, dirigeants de MAXI d'Estimauville, ôtez ces signes d'interdiction de fumer si vous n'êtes pas pour les faire respecter à 100 %.

Martine Forcier
Québec

Le choix de se taire

Dans une de ses récentes chroniques, Michel David s'offusquait du fait que le président du Mouvement Desjardins ne puisse s'engager dans le débat référendaire. Il devrait pourtant se rappeler que M. Parizeau lui-même a averti les banquiers trop bavards du risque d'une fuite de

la clientèle.

Aussi, s'il veut vraiment comprendre la cause de la volte-face de M. Beland, n'est-ce pas dans cette direction qu'il devrait chercher ?

Le journaliste y découvrirait peut-être que pour les véritables responsables du Mouvement Desjardins, le parti pris politique de leur président a actuellement causé suffisamment d'effets indésirables, dont la perte de clientèle, pour qu'on lui impose un baïllon. Il est pour le moins étonnant qu'un journaliste aguerrri comme Michel David n'ait pas examiné cette hypothèse. C'est sans doute parce qu'il ne cause pas souvent avec son gérant de caisse populaire.

Claude Poulin
Sillery

Un cheval de bataille rétif

M. Lucien Bouchard, désempoigné des maigres 44,7 % que le PQ a recueillis aux dernières élections, dit qu'il est encore à se demander ce qui s'est produit. La réponse semble toute simple : le fédéral ne doit pas s'immiscer

dans les élections provinciales. Lucien aurait dû allumer sa petite « luciole » pour mieux voir l'évidence même et ne pas se satisfaire des prévisions. Les sondages et les éléphants, ça trompe énormément !

D'autre part, le p'tit gars de Shawinigan et le p'tit gars de Sherbrooke ont été très discrets... attendons le référendum !

Je partage entièrement l'opinion de M. Charest : « Lucien Bouchard fait preuve de cynisme lorsqu'il évoque la possibilité de reporter le référendum sur la souveraineté jusqu'au moment où il pensera le gagner ».

Je doute beaucoup que le nouveau premier ministre de notre province ose renier sa promesse de permettre aux Québécois d'en arriver à une solution juste dans un laps de temps qui ne doit pas dépasser les huit à dix mois après les élections. Cette importante promesse était le cheval de bataille de M. Parizeau et une fausse manœuvre pourrait le désarçonner.

Claude Garneau
Québec

Le projet de réforme de Lloyd Axworthy

Une «charte» à la fois économique et sociale

OTTAWA — L'un des champions de la gauche libérale, Lloyd Axworthy, ne croit plus aux vertus du gouvernement dirigiste qui met son nez partout, «jusqu'à dans la chambre à coucher des citoyens», dirait Pierre Trudeau. La réforme sociale qu'il envisage, à l'instar de la Charte des droits et libertés de 1982, donnera aux individus les moyens de se passer de l'État pour réussir. «Il faut imprégner nos programmes économiques et sociaux de l'esprit de la Charte», a confié le ministre du Développement des ressources humaines au cours d'une entrevue exclusive.

de ceux qui concernent les personnes âgées — seront remis en cause. Lloyd Axworthy est conscient que, ce faisant, il ouvre une véritable boîte de Pandore: gouvernements provinciaux et grands groupes de pression se préparent déjà à lui livrer une féroce bataille.

Mais le ministre du Développement des ressources humaines compte sur l'appétit de réforme

Lloyd Axworthy ne renie pas pour autant l'idéal de la «société juste», mais cherche de nouveaux moyens d'y parvenir. «Je ne suis pas marié aux institutions», dit-il à ceux qui ne veulent pas qu'on touche à l'assurance-chômage ou au régime d'assistance publique du Canada par exemple. Ironiquement, c'est la famille politique à laquelle il appartient, le Parti libéral du Canada, qui a bâti les grands programmes sociaux qu'il s'apprête à démanteler. «L'État providence» devient, dans les mots du ministre du Développement des ressources humaines, «facilitateur» ou «partenaire» d'individus ou de collectivités locales capables de se prendre en main.

Mercredi, le gouvernement lance son débat sur la politique sociale avec un document de travail d'une centaine de pages articulé autour des trois grandes

Gouvernements provinciaux et groupes de pression se préparent déjà à lui livrer une bataille féroce

questions de l'emploi, de la formation et de la sécurité du revenu. En fait, à peu près tous les programmes sociaux — à l'exception

souplesse dans la mise en oeuvre des programmes sociaux et... économies d'échelle.

Depuis quelques mois, le ministre du Développement des ressources humaines parcourt discrètement le pays pour lancer de petits programmes locaux qui pèseront lourd dans le débat. À Rimouski, le 16 septembre par exemple, Lloyd Axworthy a signé — en présence de la députée du Bloc québécois Suzanne Tremblay d'ailleurs — une entente avec «Ficelles», un groupe de femmes sans revenus qui veulent retourner sur le marché du travail en lançant leur propre entreprise. Le cégep et la municipalité régionale de comté Rimouski-Neigette sont du projet. Le Centre d'emploi du Canada aura une présence discrète et le gouvernement du Québec ne sera pas là du tout. Voilà ce qu'entend le ministre fédéral lorsqu'il parle d'un État «partenaire» ou «facilitateur».

Cela dit, Axworthy ne refuse pas, a priori, qu'une ou plusieurs provinces prennent en charge la formation de la main-d'oeuvre par exemple, à condition qu'elles laissent aux collectivités locales qui le souhaitent la liberté de bâtir leurs propres programmes. C'est la «souplesse» à laquelle tient le ministre du Développement des ressources humaines. Et il signale en

La réforme évitera que les fiscalistes et les acheteurs des obligations du Canada ne dictent les règles du jeu

passant qu'il restera toujours un rôle «résiduel» à l'État fédéral, pour assurer l'égalité des chances dans toutes les régions et parmi toutes les couches de la société.

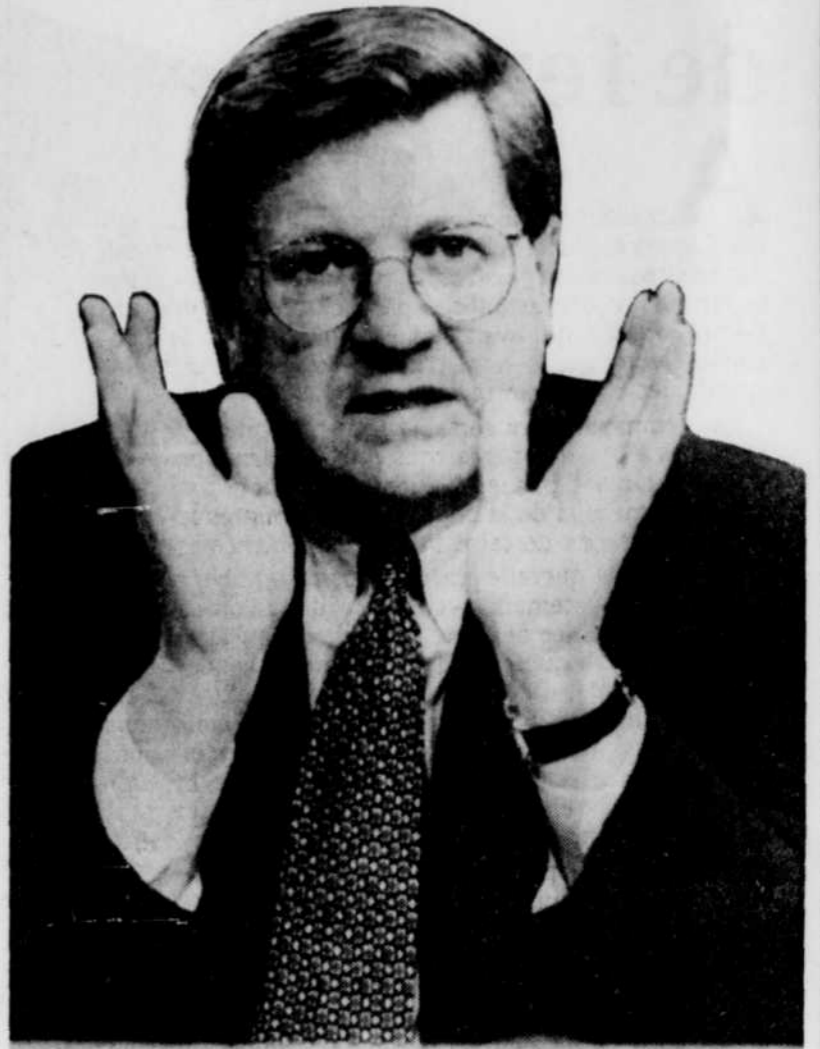
Enfin, le gouvernement fédéral a bien du mal à convaincre les groupes de pression que cette réforme ne cache pas une vaste opération de réduction des dépenses réservées à la sécurité sociale. Lloyd Axworthy affirme au contraire qu'elle évitera que les fiscalistes et les acheteurs étrangers des obligations du Canada ne dictent les règles du jeu. «Ce sont les réformistes du groupe parlementaire libéral qui m'appuient le plus, révèle-t-il. On se dit qu'il vaut mieux entreprendre cette réforme que de se mettre à couper pour le plaisir de couper.»

Le nouvel Axworthy

Pour ce Manitobain de 55 ans, admirateur de Walter Gordon, ministre de Trudeau de 1980 à 1984, parler de «délestage» du gouvernement national est toute une conversion! Mais il tient à expliquer qu'il a beaucoup changé depuis 1984.

Adversaire du Traité de libre-échange avec les États-Unis, il admet la réalité du mouvement universel de libéralisation du commerce. Jeune père de famille, il s'intéresse davantage aux problèmes des enfants et des jeunes mères de famille. Il a mûri aussi et renoncé (provisoirement?) à ses ambitions: «Je ne m'intéresse plus à la politique pour le plaisir de la politique.»

Enfin, «la beauté de l'opposition (il y a passé neuf ans!), c'est qu'on a le temps de lire tous les rapports des commissions royales d'enquête». Dans la réforme qu'il proposera mercredi, il y aura donc un peu du rapport Forget (sur l'assurance-chômage) et un peu du rapport Macdonald (en particulier le volume sur la sécurité du revenu). «Un revenu minimum ne suffit pas, explique-t-il, il faut aussi donner aux gens la formation appropriée pour leur permettre de travailler. La même chose pour les



Lloyd Axworthy est convaincu que sa réforme répond aux besoins des citoyens.

enfants: le revenu est important mais cela ne remplace pas un bon système de garderies.»

La formation, le revenu, les enfants: Axworthy est en plein territoire provincial!

Déjà, le Québec a annoncé qu'il ne participerait pas à son exercice. Cela n'inquiète pas trop le ministre: il est convaincu que les simples citoyens veulent participer au débat et qu'ils refuseront de suivre leurs gouvernements dans les querelles de compétence. «Cette réforme vient des citoyens

eux-mêmes et nous ne faisons qu'adapter les institutions à une réalité qui existe déjà», prétend-il.

Cela rappelle, et Lloyd Axworthy ne le nie pas, le débat que Pierre Trudeau lançait en 1980 sur la Charte des droits et libertés. «Il ne s'agit pas de donner plus de pouvoirs à un niveau de gouvernement plutôt qu'à un autre, disait l'ancien premier ministre, mais de retirer des pouvoirs à tous les gouvernements pour les donner au peuple.»



par Michel VASTEL

Les trois axes de la réforme

D'un entretien d'une heure avec le ministre, on peut retenir trois grands axes de sa réforme: moins de gouvernement, plus de

Le samedi à 16h30 les jeunes adultes prennent l'arène.

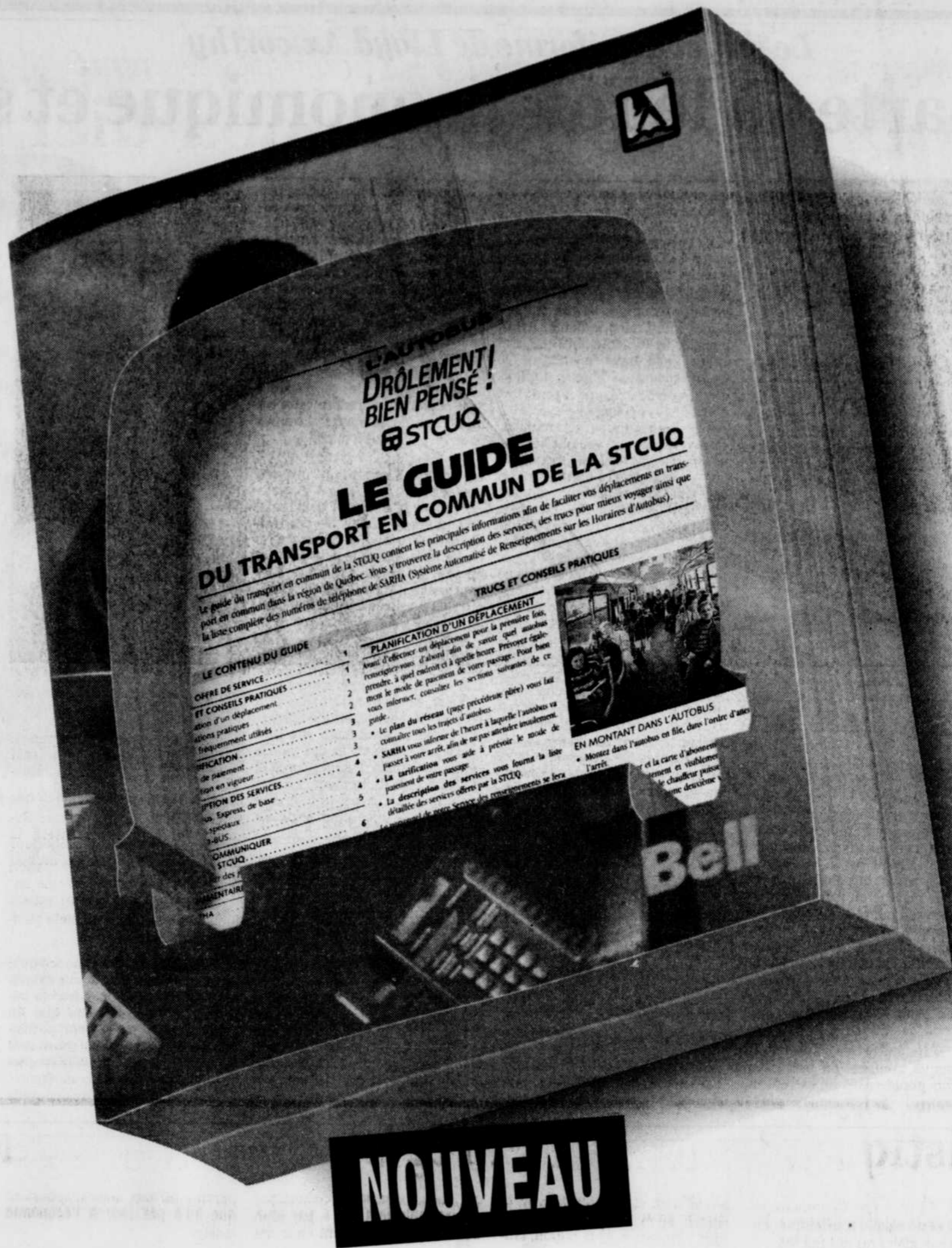
Une nouvelle émission d'affaires publiques, des sujets chocs, du jamais vu.



LA FOSSE AUX LIONS



ANIMATEUR MICHEL LACOMBE



NOUVEAU

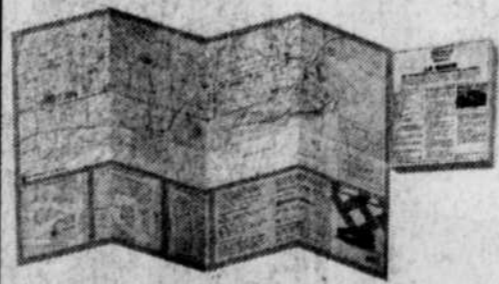
L'autobus fait son entrée dans l'annuaire Pages Jaunes^{MC}

Drôlement bien pensé! Tout est dans votre annuaire 1995

L'annuaire Pages Jaunes contient désormais le Guide du transport en commun de la STCUQ. Il renferme une carte du réseau, la description des services de la STCUQ, des trucs et conseils pratiques ainsi que la liste complète des numéros de téléphone SARHA, le Système Automatisé de Renseignements sur les Horaires d'Autobus.

POUR SAVOIR OÙ

Vous savez facilement quel parcours vous mène efficacement à destination grâce à la carte détaillée du réseau.



POUR SAVOIR QUAND

Vous savez exactement quand prendre votre autobus à un arrêt en particulier grâce à SARHA.



Localisation exacte de chaque arrêt
Parcours desservant cet arrêt
Numéro à composer pour connaître l'heure de passage des prochains autobus à cet arrêt

Adresse	Intersection	No de parcours	Téléphone
LAURIER - SAINT-FOY EST			
201	Laurier	61 111 302	621-1363
205	Laurier	11 111 302	1501
207	Laurent-Des-Prés	805 801	2880
209	Carrefour-Cas-Prés	25 915 234	3104
211	Carrefour-Cas-Prés	92 111 111	3517
213	Carrefour-Cas-Prés	200 301 307	3117
215	Carrefour-Cas-Prés	200 301 311	3118
217	Carrefour-Cas-Prés	217 300 302	3121
219	Chul	11 12 12	1244
221	Chul	807 200 200	1261
223	Chul	80 111 111	1028
225	Chul	217 300 300	1028
227	Chul	217 300 302	1049
229	Chul	805 801	2880
231	Chul	15 505	3104
233	Bernardin-Mercier	11 12 12	1244
235	Bernardin-Mercier	20 81 111	1401
237	Bernardin-Mercier	207 301 301	1501
239	Bernardin-Mercier	200 301 312	2028
241	Bernardin-Mercier	117 302 302	2044
243	Bernardin-Mercier	801 901	2884

L'AUTOBUS À PORTÉE DE LA MAIN DANS VOTRE ANNUAIRE 1995

L'AUTOBUS
DRÔLEMENT!
BIEN PENSÉ!
STCUQ